



Donné à la bibliothèque de Valenciennes
par l'Antiquaire Gombault

N° 6169.

5 livraisons, n'a pas

~~été continué.~~ été continué.

Q 3253

1'476'750

*A. Monnier Petit Borel,
Ditapart de l'Antenne.*

GALERIE

DES

SUISSES DISTINGUÉS

MORTS-ET VIVANS

du 19^e siècle.

(par Gonzave Petitpierre)

Accompagnée de portraits.

1^{ère} LIVRAISON.

M. RILLIET-CONSTANT.

Il y a une distinction à faire entre la philosophie politique et la biographie: l'une examine, argumente et juge; l'autre raconte, résume et discute peu.

BERNE,

AU BUREAU CENTRAL,

Imprimerie HALLER, rue des Postes.

1841.

21946/207

La GALERIE DES SUISSES DISTINGUÉS DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE paraît par livraisons, en langue française et en langue allemande. Le texte original est français; mais la traduction est faite avec toute l'exactitude désirable sous la surveillance de l'auteur.

Chaque livraison, d'une feuille au moins d'impression in-8, renferme une Biographie complète et un portrait, dont l'exécution est confiée à d'habiles artistes.

Une livraison au moins se publie chaque mois.

On ne peut s'abonner pour moins de 12 livraisons.

Le prix de chaque livraison, pour les souscripteurs, est de 4½ batz franco pour le canton de Berne; de 5 batz franco pour les cantons de Vaud, Fribourg, Neuchâtel, Lucerne, Bâle, Soleure et Argovie, et de 5½ batz pour tous les autres cantons.

On s'abonne à Berne, lettres affranchies, au Bureau central, imprimerie Haller, rue des Postes. Pour les abonnés directs, le mode d'envoi et de paiement est fort simple: lorsqu'un souscripteur s'est annoncé soit au Bureau central, soit à un correspondant, les livraisons lui sont expédiées, au fur et à mesure de leur apparition, par la poste, qui perçoit en remboursement le paiement de la livraison, en la délivrant aux souscripteurs de cette catégorie. On peut en outre s'abonner dans tous les bureaux de poste; mais les personnes qui se servent de cette voie, sont tenues de payer tout de suite le prix des 12 livraisons, dont l'expédition leur sera faite successivement comme aux autres souscripteurs.

Les livraisons se vendent séparément aux non-souscripteurs 9 batz. Ce prix sera rigoureusement maintenu.

Sous presse: M. le bourgmestre DE MURALT, de Zurich.

GALERIE
DES
SUISSES DISTINGUÉS

MORTS ET VIVANS

du 19^e siècle.

Accompagnée de portraits.

5^e LIVRAISON.

M. LE D.^R J.-ROBERT STEIGER.

Il y a une distinction à faire entre la philosophie politique et la biographie: l'une examine, argumente et juge; l'autre raconte, résume et discute peu.

BERNE,
AU BUREAU CENTRAL

Imprimerie HALLER, rue des Postes.

1845.

La GALERIE DES SUISSÉS DISTINGUÉS DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE paraît par livraisons.

Chaque livraison, d'une feuille au moins d'impression in-8, renferme une Biographie complète et un portrait, dont l'exécution est confiée à d'habiles artistes.

On ne peut s'abonner pour moins de 12 livraisons.

Le prix de chaque livraison, pour les souscripteurs, est de 4½ batz franco pour le canton de Berne; de 5 batz franco pour les cantons de Vaud, Fribourg, Neuchâtel, Lucerne, Bâle, Soleure et Argovie, et de 5½ batz pour tous les autres cantons.

On s'abonne à Berne, lettres affranchies, au Bureau central, imprimerie Haller, rue des Postes. Les souscripteurs qui s'abonnent directement au Bureau central, ou par l'entremise d'un correspondant, ne paient les livraisons qu'au fur et à mesure qu'elles leur sont adressées. Ceux qui s'abonnent dans les bureaux de poste sont tenus de payer toute de suite le prix des 12 livraisons.

Les livraisons détachées se vendent aux non-souscripteurs 9 batz. Ce prix sera rigoureusement maintenu.

Biographies déjà publiées.

MM. M. RILLIET-CONSTANT.
CONRAD DE MURALT.

MM. NEUHAUS avoyer.
CASIMIR PFYFFER.

Prochaines livraisons.

MM. LUVINI.
Dr. FURRER.
DRUEY.
DE CANDOLLE.
SCHALLER.
FELLENBERG.
SISMONDI.
CHAMBRIER.
HERZOG d'EFFINGEN.
BAUMGARTNER.
TILLIER.

MM. ZSCHOKKE.
Dr. BARMAN.
KERN.
LEOPOLD ROBERT.
MUNZINGER.
ROSSI.
Syndic RIGAUD.
DUFOUR.
ABYBERG.
AGASSIZ.
MONNARD.



RILLIET DE CONSTANT

Colonel Fédéral.

M. RILLIET-CONSTANT.

C'est un des côtés les plus beaux et les plus honorables de l'homme public, que de savoir supporter les injustices passagères auxquelles les meilleurs citoyens de tous les pays et de tous les temps ont été souvent exposés.

CHARLES PICTET.

RILLIET (*Frédéric-Jacques-Louis*), naquit à Mont-le-Grand près de Rolle, canton de Vaud, le 17 janvier 1794.

La famille de ce nom est connue depuis l'année 1390, époque à laquelle elle habitait près de Genève. Elle ne s'établit dans cette ville qu'au milieu du quinzième siècle. Ses membres y ont rempli les premières charges. Jean Rilliet, entr'autres, fut nommé gouverneur du pays de Gex en 1590, lorsque ce pays fut conquis sur le duc de Savoie; il occupa ce poste élevé pendant dix ans. Le grand-père de l'homme auquel est consacrée cette notice, fut investi plusieurs fois des fonctions de syndic sous l'ancienne République; son père Horace-Bénédict, était membre du conseil des Deux-cents et commissaire-général; sous le régime français il fut l'un des administrateurs des biens de l'ancienne République que le traité de réunion avec la France avait réservés aux anciens Genevois (*). Ce qui a été en tout temps le caractère distinctif de la famille Rilliet, c'est qu'elle s'est consacrée exclusivement au service de la République, aussi longtemps que celle-ci a subsisté. Aucun de ses membres, à notre connaissance, n'a recherché au dehors de Genève, ni titres, ni emplois, ni faveurs.

Jeanne-Marie Necker, mère de Frédéric-Jacques-Louis, était fille de M. Necker de Germany, frère du célèbre ministre

(*) Cette administration était désignée sous le nom de *Société économique*.

des finances sous Louis XVI, et par conséquent cousine-germaine de Madame de Staël. Quoique d'un caractère timide, elle était douée de l'esprit fin et distingué, particulier à cette famille.

Pendant la tourmente révolutionnaire, M. Horace-Bénédict Rilliet s'était retiré avec son épouse dans une de ses propriétés au pays de Vaud. C'est là que naquit Frédéric-Jacques-Louis, cadet de cinq enfans, dont l'un est aujourd'hui conseiller d'état de son canton. Ses parens rentrèrent à Genève avec leurs enfans peu de temps avant l'occupation de cette ville par les Français.

Frédéric-Jacques-Louis fit ses premières études au collège de Genève. Les établissemens d'éducation que cette ville possédait à cette époque, étaient le débris le plus précieux de l'ancienne République, alors incorporée à la France. A treize ans et demi, il fut en état d'entrer à l'académie, où il se distingua sous tous les rapports. La carrière des armes était alors la plus attrayante pour les jeunes gens sujets de l'Empire. Il s'y destina, et entra à seize ans et demi à l'école de St.-Germain-en-Laye près de Paris. Cet établissement, où l'on recevait une éducation approfondie sur toutes les branches de l'art militaire, était spécialement destiné à fournir des officiers de cavalerie. Le jeune Rilliet y passa deux ans. Là se trouvaient réunis les jeunes gens des premières familles de l'Empire, et surtout des départemens réunis, les rejetons des plus illustres maisons de la Hollande et de l'Italie, et les descendans de l'ancienne noblesse française que Napoléon attachait à son service par des considérations politiques. La position de ces jeunes gens lui paraissait en premier lieu une garantie de la fidélité de leurs parens ; ensuite ils ne devaient, selon toute probabilité, sortir de l'école qu'imbus des idées et des maximes que l'empereur tenait à faire prévaloir ; enfin des liaisons intimes s'établissaient avec les héritiers des familles dévouées à la dynastie impériale. C'est ainsi que les

Mailly, les Larochefoucault, les Bauffremont devenaient les camarades des Regnault-de-St.-Jean-d'Angely, du jeune Moulins, fils de l'ancien directeur, de Wolfe Tone, le fils de l'illustre chef des insurgés irlandais. Tous les souvenirs, toutes les gloires se trouvaient par là confondus; aussi les élèves de St. Germain se distinguaient en général par l'élévation de leurs pensées, le désir de s'illustrer dans la carrière des armes, et par leur vénération pour l'empereur.

Notre jeune Genevois, après avoir passé successivement par tous les grades, depuis celui de brigadier à celui de maréchal-des-logis-chef, et après avoir subi des examens satisfaisants, sortit de l'école en 1812, avec le grade de sous-lieutenant au premier régiment de cuirassiers. Il se rendit à son dépôt à Metz, et fut chargé de commander un détachement qui allait rejoindre le régiment en Allemagne. C'était l'époque des désastres de Russie. Le régiment dont Rilliet faisait partie, ne se composait plus que de débris. Notre jeune officier figura dans la retraite pénible qui s'opérait sous les ordres du prince Eugène, des frontières de la Pologne jusqu'aux défilés de la Thuringe. Ce fut là où l'empereur rejoignit l'armée et livra les batailles de Lutzen et de Bautzen, auxquelles assista Rilliet. Pendant l'armistice de 1813, il cantonna sur les bords de l'Oder. A la reprise des hostilités, il se trouva le 27 août à la désastreuse bataille livrée sur les bords du Bober, et à la suite de laquelle le premier régiment de cuirassiers soutint la retraite pendant trois jours. Placé à l'extrême arrière-garde, Rilliet était à la tête des tirailleurs; près de Hagnau il eut un peloton entier tué par la cavalerie légère russo-prussienne. Il prit part à l'attaque de Görlitz après la bataille de Dresde, et à l'affaire de Leipzig. Le peloton qu'il commandait fut réduit, le 18 octobre au soir, à six hommes. Le premier il avait essuyé le feu des Saxons, lorsqu'ils passèrent à l'ennemi au milieu même de l'action.

Dans la retraite, il se signala surtout au passage de l'Unstrut, à Freybourg près de Weissenfels. Chef d'un détachement de cuirassiers chargé de couvrir la marche et de surveiller la destruction du pont, il fut oublié sur la rive ennemie. Attaqué par des forces supérieures, ce ne fut qu'après beaucoup de dangers et de fatigues qu'il parvint à faire repasser la rivière à son détachement et à le ramener avec perte seulement de deux hommes.

A l'attaque de Gelnhausen, il perdit ses chevaux et ses effets. Le lendemain, à la bataille de Hanau, dans le moment le plus critique, deux escadrons de cuirassiers furent chargés d'occuper un bois et de retarder à tout prix la marche de l'infanterie bavaroise, qui menaçait le grand parc. Après plusieurs charges meurtrières, tous les officiers de l'escadron dont Rilliet faisait partie, furent tués ou démontés, à l'exception de notre jeune officier et d'un autre sous-lieutenant. Ce fut à la suite de cette affaire qu'il fut proposé pour la croix d'honneur, qu'il obtint en 1814.

Après avoir repassé le Rhin, Rilliet fut dirigé sur la Hollande que menaçait le général prussien Tettenborn, secondé par la fermentation qui régnait dans l'intérieur du pays. La division St.-Germain passa le Whaal à Nimègue, et occupa le camp retranché près d'Arnheim sur le Rhin. Rilliet commandait alors la compagnie dont le capitaine avait été tué à Hanau. Les Prussiens et les Hollandais, après avoir enlevé le camp d'Arnheim, poussèrent vivement les Français sur les étroites chaussées qui conduisent au Whaal. L'armée acculée à ce fleuve imposa à l'ennemi par sa bonne contenance, et au moyen d'un pont-volant et de quelques bateaux, tout le corps repassa le Whaal dans la nuit du 1^{er} décembre, sans qu'un seul blessé fût abandonné. Dans cette affaire, Rilliet, engagé avec sa compagnie dans des fermes entrecoupées de canaux, fut obligé de s'ouvrir un passage de vive force au milieu d'un corps d'insurgés qui occupaient déjà la grande route.

La retraite s'opéra. Rilliet prit part aux événemens de la campagne de 1814. A La Ferté-Champenoise, il faisait partie du corps du duc de Raguse qui eut à combattre avec quelques débris de régimens toute l'armée russe. La cavalerie s'y distingua particulièrement ; 2800 cavaliers y soutinrent le choc de la cavalerie russe, commandée par le grand-duc Constantin.

Rilliet se trouva à la bataille de Paris le 31 mars 1814. Après la capitulation qui livra la capitale de la France aux troupes alliées, son corps fut dirigé sur Corbeil. L'armée était en marche par Versailles sur la Normandie, lorsqu'elle apprit que le duc de Raguse abandonnait la cause de l'empereur. Pleine d'indignation, elle attaqua le corps du général russe Barclay-de-Tolly près de Versailles, et fut un moment maîtresse de cette ville. Le duc de Raguse se cacha, les généraux eurent beaucoup de peine à faire continuer la marche sur la Normandie. Le lendemain on présenta à tous les corps un acte d'adhésion aux décrets du sénat qui prononçaient la déchéance de l'empereur. Tous les officiers de cuirassiers apposèrent leurs noms sur la colonne de refus. Dans la nuit le corps fut à peu près dissous ; les cuirassiers se séparèrent pleins de sentimens douloureux. Rilliet obtint la permission de se rendre à Paris. Sur son passage, il traversa un corps russe. Les officiers de cette nation le voyant avec une cocarde tricolore au moment où Paris tout entier avait pris la cocarde blanche, lui donnèrent des marques d'estime.

Le jeune officier jugea alors à propos de retourner dans sa patrie, qui avait recouvré son indépendance. Mais lorsqu'il eut connaissance de l'abdication de Fontainebleau, son inclination bien prononcée pour le service l'engagea à faire des démarches pour continuer la carrière militaire. Il avait alors vingt ans. On lui offrit une place dans les nouveaux corps de la maison du roi, où il retrouva plusieurs camarades de St.-Germain. Cependant ce service de cour ne convenait

pas à ses goûts ; il sollicita un congé au commencement de 1815, et il en profita pour se rendre à Genève, d'où il ne tarda pas à faire parvenir sa démission à son chef, le comte de Durfort. Sa lettre était partie lorsque la nouvelle du débarquement de l'empereur arriva. Rilliet se demanda si, après avoir accepté un grade au service des Bourbons, il était honorable d'y renoncer au moment où leur cause était en péril. Son enthousiasme pour l'empereur céda devant des considérations de délicatesse, et il partit immédiatement pour reprendre son poste. Il alla rejoindre Louis XVIII à Gand ; mais il ne prit pas une part bien active aux événements qui ouvrirent pour la seconde fois les portes de la France aux troupes alliées. Un trait qui lui fait honneur dans cette période de sa vie, mérite d'être mentionné. Le duc de Feltre, ministre de la guerre du monarque français fugitif, voulut le charger d'une mission secrète à Metz auprès du général Gérard ; on lui promit de l'argent et de l'avancement s'il réussissait. Il répondit au ministre qu'il n'accepterait aucune mission qu'il ne pût remplir *en uniforme* ; que sa conduite lui était tracée dans cette circonstance par le sort de son brave et malheureux parent, le major André. (*)

Après la seconde rentrée des Bourbons, la maison du roi fut licenciée, et la garde royale se forma. Rilliet fut nommé aide-major du 1^{er} régiment de cuirassiers de la garde, commandé par le comte Élie de Périgord. Il avait alors vingt-et-un ans ; une brillante carrière militaire lui était

(*) Madame Rilliet-Necker était parente du major André, qui fut envoyé par Sir Henri Clinton, général de l'armée anglaise en Amérique, auprès du général Arnold. André, saisi en habit bourgeois dans les lignes de l'armée américaine, fut condamné à mort et exécuté par ordre de Washington. Il était chéri de l'armée anglaise, et tous les officiers américains déplorèrent l'événement qui termina si misérablement une carrière dont les débuts avaient été brillants.

ouverte, et le grade qu'il venait d'obtenir dépassait toutes ses espérances. Mais un grand changement s'était opéré dans sa patrie : Genève venait d'être admis au nombre des cantons de la Confédération. La Suisse avait toujours été pour Rilliet l'objet d'un culte sacré ; il se promit, s'il ne pouvait servir comme Suisse, d'abandonner la profession des armes. Il refusa donc la position qui lui était offerte et rentra dans son pays sans autre récompense que le sentiment d'avoir fait à son devoir le sacrifice le plus difficile, celui de son opinion. L'année suivante les régimens suisses de la garde s'organisèrent. Rilliet fut nommé capitaine de la compagnie genevoise aux gardes-suisses. Il occupa ce poste huit ans, sans avoir à combattre d'autres ennemis que l'esprit d'intrigue. Il ne sut point pactiser avec cet esprit ; ce qui lui valut l'inimitié des sommités de l'état-major, dont le servilisme envers un souverain étranger contrastait avec la noble fierté du jeune officier Genevois, qui s'envisageait avant tout comme commandant suisse.

Les militaires de notre nation étaient alors en butte à des attaques violentes et de nature à indigner les hommes de cœur. Rilliet publia à cette occasion un petit écrit intitulé : *Des Suisses*. Ce fut sa première publication. Bientôt il se fit auprès de quelques-uns de ses camarades la réputation d'être un homme d'opposition, parce qu'il ne pouvait comprendre que l'on mît en balance l'honneur suisse avec les avantages que les capitulations procuraient. Cependant il jouissait de la confiance de ses frères d'armes, et le corps des capitaines le nomma constamment son représentant au conseil d'administration de son corps.

Il épousa, en 1819, M.^{lle} Anne-Rosalie de Constant, appartenant à une famille qui a produit plusieurs hommes distingués, entr'autres le célèbre Benjamin Constant, dont Rilliet sut se concilier l'attachement.

Le capitaine Rilliet consacra à la culture des lettres les

loisirs que lui laissait la carrière militaire, et il fit paraître en 1820 une réponse à l'attaque virulente lancée contre Genève par Raoul-Rochette dans ses premières *Lettres sur la Suisse*. Il traduisit plus tard deux opuscules assez remarquables d'une dame anglaise liée d'amitié avec la famille de Constant, savoir : une notice sur la *vie de Poussin* et la *Relation d'un voyage près de Rome*.

En 1821, nonobstant sa qualité d'officier au service de France, il fut nommé membre du conseil représentatif de Genève. Éloigné de sa patrie, il ne crut pas devoir rester étranger aux affaires qui la concernaient ; il fit imprimer son opinion sur la question des fortifications de Genève dont on s'occupait à cette époque, et il l'adressa aux membres des conseils. Elle ne lui fit pas d'amis dans une certaine classe, qui mettait tout son salut dans la conservation des fortifications.

M. Rilliet assista pour la première fois, en janvier 1822, aux séances du conseil représentatif, et il signala son début dans l'arène parlementaire en présentant une motion tendant à ce que l'État de Genève prît l'initiative auprès des cantons, à l'effet de provoquer des explications sur les violations que les capitulations militaires éprouvaient de la part du gouvernement français, et de demander au besoin la rupture de ces capitulations. Il fit une seconde motion pour réclamer la révision du code pénal qui régissait les régimens suisses. Plus tard le canton de Genève provoqua cette révision, qui fut ordonnée par la Diète. Le jeune officier avait vu de près les vices et les abus des capitulations militaires ; il souhaitait ardemment qu'ils prissent fin, et il publia, en 1822, à l'appui de son opinion, un écrit qui fit beaucoup de sensation, sous le titre : *Du service militaire en France*. L'année suivante il fit paraître, accompagnée de notes, la traduction d'un morceau intéressant de l'*Edinburgh Review* sur la *politique de la Suisse*.

Depuis qu'il avait été appelé à faire partie du grand-conseil de son canton, il sentait que les devoirs d'un législateur suisse ne pouvaient se concilier avec la position d'un officier, attaché à un service étranger. Il soupirait après le moment où il pourrait y renoncer. La guerre d'Espagne ayant pris fin en 1823, il envoya sa démission sans solliciter ni grâces, ni faveurs, pas même le traitement de réforme qui ne pouvait lui être refusé. Son colonel, qui avait pour lui une haute estime sans partager ses opinions, sollicita en sa faveur la croix d'officier de la légion d'honneur ; mais le colonel-général (Charles X), encore irrité de l'opposition que Rilliet avait manifestée contre la mesure humiliante qui subordonnait, à grade égal, les officiers suisses aux officiers français, refusa d'appuyer cette demande.

Dès cette époque M. Rilliet se consacra exclusivement aux affaires de son pays. Le zèle dont il fit preuve fut plus d'une fois méconnu, par la raison que ce sont ordinairement les hommes indépendans qui trouvent sur leur route le plus de difficultés, puisqu'aucun parti tranché ne peut espérer de les accaparer complètement. Telle fut la destinée de M. Rilliet. Attaché au parti libéral par ses convictions, il ne s'y était point inféodé, et aucune considération ne put l'empêcher de se séparer de ses amis, quand il crut, à tort ou à raison, que ceux-ci se trompaient. Il en résulta qu'il fut souvent isolé, et qu'il eut à lutter tout à la fois contre la haine de l'aristocratie qui le regardait comme un transfuge, et la jalousie de certains patriotes qui redoutaient ses allures indépendantes. Délaisse par les amis qu'il comptait dans les rangs des conservateurs, il fut encensé par le parti libéral lorsqu'on avait besoin de lui, et dans d'autres circonstances méconnu par ce même parti. Rien cependant ne put le faire dévier de sa marche, et tout en convenant que M. Rilliet a pu avoir dans un petit nombre d'occasions des opinions erronées sur les hommes et sur les choses, on doit lui savoir gré

d'un mérite bien rare par le temps qui court, c'est celui qui consiste à dédaigner tout à la fois la popularité et les faveurs de l'aristocratie.

Jusqu'en 1830, M. Rilliet vota constamment avec le parti le plus avancé du conseil représentatif. Alors la pression extérieure venait de la sainte-alliance, qui trouvait à Genève de fidèles échos. Après 1830, M. Rilliet crut que la pression s'exercerait dans un sens inverse, et comme il abhorre toute espèce de despotisme, il se mit dans le parti de la résistance. Mais quand il eut acquis la conviction que les événemens de 1830 n'avaient été qu'une déception, et que le parti dont il avait été longtemps l'antagoniste, enveloppé de la peau du renard, était plus fort que jamais, il revint à la cause libérale, qu'il n'avait d'ailleurs pas cru abandonner, lorsqu'il s'était préparé à combattre l'exubérance de l'esprit d'innovation.

Les discussions auxquelles il prit la plus grande part dans le conseil représentatif de son canton, de 1823 à 1830, se rapportent aux objets suivans :

Loi militaire de 1824. Il y fit introduire divers amendemens importans.

Loi sur le mariage. Il fut presque seul à repousser les dispositions qui régissent les communes catholiques du canton, et qui furent imposées par la cour de Turin, de concert avec le directoire de Berne.

Loi sur la discipline de la milice. Il en fit écarter plusieurs dispositions qui lui paraissaient défectueuses.

Pendant deux années, et ce ne fut pas un de ses moindres titres à la faveur publique, il fut à peu près le seul qui vota contre le renouvellement des conclusa de 1823, dirigés contre la liberté de la presse et le droit d'asile. La fraction libérale du conseil représentatif, à quelques exceptions près, ne se montra pas à sa hauteur. Rossi lui-même alla jusqu'à qualifier la ligne de conduite de M. Rilliet, dans cette occasion, de *patriotisme égaré*. Cependant l'année suivante les

conclusa furent abrogés, et ce fut le canton de Bâle qui donna le signal.

Loi sur la presse de 1827. Elle eut pour auteurs MM. de Candolle, Dumont, Rossi. M. Rilliet combattit cette loi de toutes ses forces, et parvint à en faire écarter les conditions les plus rigoureuses; ce qui lui valut des attaques assez acerbes.

En outre, M. Rilliet ne resta étranger à aucune des délibérations concernant les objets sur lesquels le canton de Genève avait à munir d'instructions ses députés à la Diète.

Il prit part à diverses entreprises, et en particulier au projet d'établissement de ponts sur le Rhône.

En 1829, il fit la motion qu'on suspendît le recrutement pour la France jusqu'à ce que le code pénal révisé fût en vigueur. Le conseil d'état recula devant l'adoption de cette proposition.

A l'époque où M. Rilliet rentra dans sa patrie, il n'avait pas renoncé à la servir autrement que par sa participation aux affaires publiques. Il demanda à être attaché à la milice genevoise, et certes, l'expérience qu'il avait acquise dans l'art militaire aurait dû, ce nous semble, faire saisir avec empressement l'occasion d'utiliser ses services. Cependant on se borna à le classer comme lieutenant-colonel à la suite. Ce ne fut qu'en 1828 que l'opinion l'appela au service actif et qu'on lui confia le commandement d'un camp d'instruction. L'année suivante il fut nommé membre du conseil militaire, et on le plaça à la tête d'un bataillon.

Comme membre du conseil militaire, il fut chargé de la rédaction d'un règlement de service qui a régi les milices jusqu'à l'adoption du nouveau règlement fédéral. Il fit également partie de diverses commissions pour les fortifications et les servitudes militaires, et fut choisi comme rapporteur de quelques-unes de ces commissions. Il fit prévaloir le système modéré auquel on donna la préférence.

En 1830, le terme de son mandat au conseil représentatif expira. Il fut réélu l'année suivante au premier tour de scrutin par 900 suffrages, contre l'opinion du conseil d'état. Dès-lors il prit une grande part aux débats concernant la politique suisse.

Si, dans les affaires de Bâle, il ne vota pas avec ses amis politiques, c'est qu'il savait gré à ce canton de son opposition aux conclusa de 1823, et qu'il trouvait qu'on procédait arbitrairement à son égard. Il entrevoyait en outre de grands inconvéniens dans la séparation. Il crut s'apercevoir que le conseil représentatif, dominé par la peur, votait contre l'opinion dominante dans ce corps. M. Rilliet exprima la sienne, sans s'inquiéter de la faveur populaire, qui pour cela ne l'abandonna pas.

Il fut membre de toutes les commissions pour les affaires qui devaient se traiter en Diète, et notamment de celle qui eut à s'occuper du projet de pacte Rossi. Il fit sur plusieurs points opposition à ce projet, qu'il envisageait comme une œuvre de juste-milieu, ne comportant rien de satisfaisant pour l'avenir de la Suisse. Dans cette occasion encore, il fit divorce avec quelques-uns de ses amis politiques. A cette époque M. le syndic Rigaud avait déjà acquis une grande prépondérance. Lié avec ce magistrat, il ne crut pas devoir lui faire le sacrifice de ses opinions, et plus d'une fois il se vit obligé de lui tenir tête dans l'enceinte du conseil représentatif.

Ardent ami de la publicité, M. Rilliet contribua à la faire décréter au conseil représentatif, malgré une puissante opposition; il présenta inutilement une motion pour faire disparaître la ridicule disposition qui exclut les femmes de la tribune. Cet amour de la publicité, ce besoin d'éclairer l'opinion et de lui soumettre les élémens de discussion, plurent au peuple, et le mirent en mauvaise odeur auprès de ceux qui comptent le peuple pour rien.

Il fut, en 1832, rapporteur d'une loi sur la chasse. En

1833, on lui confia de nouveau le commandement d'un camp d'instruction; la même année, lors des troubles de Schwyz et de Bâle, il fut appelé avec son bataillon à faire partie du corps d'occupation dirigé contre la ville de Bâle, et il cantonna ensuite dans la vallée de St.-Imier, prêt à entrer dans le canton de Neuchâtel, si le gouvernement de ce canton eût persévéré dans sa résistance aux ordres de la Diète. Cette expédition lui valut un bon renom, et fit ressortir la différence qui existait entre un officier supérieur connaissant parfaitement toutes les parties du service, et quelques-uns de ses collègues, assez peu au courant du métier. On assure qu'au retour de cette campagne un homme influent alla jusqu'à lui dire : « Ne nous faites pas un 18 brumaire. »

En 1834, il prit une part active aux mouvemens militaires qu'occasionna l'expédition des réfugiés polonais et italiens en Savoie. Fidèle à son système de n'accepter rien de l'étranger, il chercha à relever, le 2 février, le courage abattu du conseil représentatif, et il fut, dans le conseil militaire, le promoteur de la mesure qui appela toute la milice aux armes, au nombre de 6000 hommes. Il fut chargé de la rédaction de l'ordre du jour lu à toute la troupe, et on lui confia le commandement de deux bataillons qui devaient agir si la résistance eût continué. La milice le salua de ses vivats. Plusieurs de ses amis, n'envisageant pas l'événement du même œil que lui, lui firent de violens reproches de sa conduite dans cette affaire. Il ne leur en voulut pas. Président du conseil de discipline, il jugea les soldats que les événemens avaient fait mettre en arrestation, sans avoir égard à l'irritation de ses adversaires. Quelques jours plus tard, il fut nommé rapporteur de la loi sur la presse et, malgré la sur-excitation du moment, il obtint qu'aucune disposition restrictive ou pénale ne fût ajoutée à la loi nouvelle.

Le conseil représentatif avait perdu les Dumont, les Rossi, les Pictet, ces hommes éminens dont M. Rilliet avait

été souvent l'appui, quelquefois l'adversaire, toujours l'ami. En voyant l'esprit versatile du peuple genevois, nonobstant l'ascendant militaire qu'il exerçait, M. Rilliet s'affligea de lui trouver peu de zèle pour les droits civils, et il tourna ses affections du côté de la Suisse ; il envoya plusieurs de ses enfans dans les cantons allemands, pour s'identifier à la langue et aux mœurs du pays. Lui-même y fit de fréquens voyages, et y contracta des liaisons intimes, surtout à Berne, où son mérite lui fit beaucoup d'amis et où il fut reçu membre honoraire de la société des officiers. Il était alors de mode, au sein du parti conservateur genevois, de parler avec dédain du nouvel ordre de choses établi à Berne depuis 1831. M. Rilliet, bien loin d'épouser ces préventions, se rendit seul à la réunion de Thoune de 1834.

Après avoir blâmé hautement l'entreprise tentée contre la Savoie, M. Rilliet improuva avec non moins de force l'ambassade à Chambéry et l'acceptation des tabatières ; ce qui lui valut une recrudescence d'inimitié de la part de l'aristocratie de son canton ; mais ce qui le brouilla encore plus avec elle, ce fut la part qu'il prit à l'adresse présentée au conseil d'état et couverte de 2000 signatures, pour demander qu'on soutint le gouvernement de Berne et qu'on repoussât les notes insultantes des puissances. Il fut le rédacteur de l'adresse et des réflexions qui l'accompagnaient.

En 1835, il demanda que le dissentiment qui s'était élevé entre la France et Bâle-campagne, à propos de l'affaire Wahl, devint question fédérale, et il obtint que le canton de Genève fit une déclaration à ce sujet.

Cependant ses relations avec la Suisse prenaient de l'extension ; une circonstance vint encore leur donner plus de force : ce fut sa nomination en 1836 de second député à la Diète, pour laquelle il avait jusqu'alors constamment échoué dans le conseil représentatif, grâce à l'influence du justemilieu, uni à l'aristocratie. La Diète de cette année fut, comme

on le sait, remarquable par le conclusum contre les réfugiés étrangers, le fameux billet Thiers menaçant du blocus hermétique, et l'affaire Conseil. Plus la situation était grave, plus elle mit en évidence le patriotisme de la députation genevoise. Lorsque le conseil représentatif dut délibérer sur l'acceptation du conclusum du 23 août, M. Rilliet envoya de Berne son opinion à tous ses collègues. Cette opinion fut généralement approuvée et contribua sans doute à faire rejeter ce conclusum par le canton de Genève. Lorsque les suites de l'affaire Conseil eurent rendu nécessaire la convocation d'une Diète extraordinaire en octobre 1836, M. Rilliet fut réélu député à la presque unanimité. Il ne démentit pas ce qu'on attendait de lui, et tout en désirant qu'on repoussât vigoureusement les prétentions de la France, il comprit qu'il fallait tenir compte des élémens dont la Diète étaient composée, et qui n'étaient pas de nature à provoquer un grand déploiement d'énergie. Ce fut lui qui fit minuter la réponse au cabinet français qui finit par obtenir une majorité. Député de nouveau à Lucerne, à la Diète de 1837, il fut nommé par cette assemblée colonel fédéral, contre le préavis de la commission militaire et malgré de sourdes intrigues (*), puis membre de la commission de vérification des comptes militaires. Il adhéra à un rapport qui portait un coup d'œil sévère sur cette administration.

En 1838, l'opinion qu'il manifesta au conseil représentatif sur les affaires de Schwyz, opinion favorable aux districts extérieurs, augmenta la haine que lui portait l'aristocratie. Quoique appuyé par une forte minorité, il ne fut pas réélu député à la Diète; ce qui n'empêcha pas cette assemblée de le nommer membre de la commission militaire fédérale pour 1839. Il commanda pendant l'été de la même année une brigade au camp de Sursee, et les troupes qu'il eut sous ses

(*) M. Rilliet s'était jusqu'alors présenté trois fois pour entrer à l'état-major fédéral, et il avait toujours été écarté.

ordres s'accordèrent à lui reconnaître toutes les qualités d'un officier supérieur accompli.

Il fut également nommé cette année membre de la commission des lois militaires de Genève. Il présenta un système qui ne fut pas accueilli et renonça plus tard à prendre part à ses travaux.

Lorsqu'il avait débuté en 1836 dans la carrière parlementaire fédérale, les conservateurs l'avaient extrêmement caressé, dans l'espoir de le rallier à leur parti; mais quand ils virent leurs avances dédaignées, ils en conçurent un vif ressentiment, à l'exception des députés d'Uri et de Nidwald, qui ont conservé pour lui une estime cordiale. Bâle-ville, dont il avait soutenu la cause, en risquant toute sa popularité, lui témoigna de l'aversion; Bâle-campagne, qu'il avait combattu, se montra son ami.

La manière dont il s'était acquitté des hautes fonctions militaires dont il avait été investi au camp de Sursee, lui avait fait beaucoup d'amis dans la Suisse allemande. Son retour par Soleure, Berne et Morat, fut pour lui une suite de fêtes. Il est vrai que c'était à cette époque qu'avaient pris naissance les réclamations du gouvernement français sur la présence en Suisse du prince Napoléon-Louis, et que le colonel Rilliet, en ne craignant pas de manifester hautement son opinion sur l'accueil qui devait être fait à la note de M. de Montebello, avait prouvé qu'il ressentait vivement les atteintes faites par cette note à l'honneur et à la dignité de son pays. Il crut, comme beaucoup de Suisses, que le ciel envoyait cette affaire tout exprès à la Confédération pour lui fournir l'occasion de prendre une attitude honorable. Tout dépendait de la fermeté du gouvernement de Thurgovie. Le colonel Rilliet fut l'auteur du projet d'adresse à cet État qui fut couvert dans toute la Suisse de nombreuses signatures, surtout dans les cantons de Genève, de Vaud et de Berne. Cet acte redoubla l'animosité de ses ennemis. Il prit une part active aux débats

que cette affaire souleva au conseil représentatif pendant trois jours, et malgré les efforts du parti rétrograde, l'opinion Rigaud-Monnard l'emporta. A sa sortie de la séance, il fut, ainsi que le colonel Dufour, accueilli par les applaudissemens du peuple. Le lendemain le colonel Rilliet s'éloigna de Genève pour faire une excursion de quelques jours. Arriva la proclamation Aymard. L'opinion entraîna le conseil ; on se prononça pour la résistance ; l'aristocratie, avec une haute habileté, se mit à la tête du mouvement. M. Rilliet, averti de ce qui se passait, se hâta de revenir ; mais on lui refusa tout emploi, à lui colonel fédéral et le plus ancien lieutenant-colonel genevois. Plus tard la Diète, dirigée par la même influence, nomma M. Kunkler colonel provisoire, en présence de M. Rilliet, réduit à l'inaction. Le peuple s'indigna de ce procédé, et témoigna toute sa sympathie à l'officier supérieur que de pauvres intrigues faisaient tenir à l'écart, dans le moment où l'on avait un urgent besoin d'hommes capables. Quant au colonel Rilliet, pour toute vengeance de l'isolement où on le laissait, il fit entrer trois de ses fils dans les volontaires, et resta paisiblement avec sa famille à une demi-lieue des avant-postes français. Les procédés de l'aristocratie le touchèrent peu ; mais ce qui lui fut plus sensible, ce fut l'abandon de certains libéraux qui l'avaient mis en avant. Aussi cessa-t-il dès-lors de prendre une part active aux affaires de son canton ; il ne reparut au conseil représentatif, que pour dire quelques mots sur des objets concernant la Diète. A la session de 1840, sa carrière législative allait finir ; le conseil l'appela à faire partie de la commission des instructions, dont il fut le rapporteur. Sa nomination de député à la Diète, cette même année, tint à un très petit nombre de voix.

Le colonel Rilliet avait siégé en 1839 dans la commission militaire fédérale. Là furent présentés, par la majorité, des projets sur l'organisation militaire et l'instruction de l'armée.

M. Rilliet les jugea pernicious et impraticables, et après avoir été le seul à les combattre, il rédigea lui-même ses idées sous la forme d'un mémoire, qu'il adressa aux États. Cette innovation lui valut des attaques peu mesurées, dans le sein même de la Diète, de la part de M. le bourgmestre Hess. M. Rilliet les repoussa vigoureusement, et il eut enfin la satisfaction de voir la majorité de la Suisse se ranger à ses propositions, et la Diète de 1840 les convertir en arrêtés. Il a publié dès-lors trois *Lettres sur les institutions militaires de la Suisse*, qui prouvent combien il a à cœur tout ce qui peut concourir à améliorer l'organisation de notre état militaire.

Cette même année 1839, il obtint la qualité de bourgeois d'Untersee et de citoyen bernois.

Dévoué à la cause du Vallais, il s'y rendit fréquemment, et lorsque les hostilités éclatèrent, au mois d'avril 1840, il fut témoin de la belle conduite des Bas-Vallaisans. Il est occupé dans ce moment, sur la demande des nombreux amis qu'il compte dans ce canton, à rédiger une relation des derniers événements, précédée d'une notice sur le Vallais.

La Diète, dans sa dernière session, l'a nommé membre du conseil de guerre fédéral pour le terme de quatre années, et les carabiniers fédéraux genevois le prièrent de les présider au tir de Soleure et à celui du canton de Vaud.

Outre la relation sur les affaires du Vallais, dont il est question plus haut, M. Rilliet travaille aujourd'hui à quelques écrits littéraires concernant la Suisse, et à une histoire militaire de ce pays. Il est membre de la société historique et archéologique de Genève.

L'esquisse biographique que nous venons de tracer, nous dispense d'une appréciation plus développée de l'homme auquel cette notice est consacrée. Cette appréciation ressort en effet suffisamment de l'exposition des faits principaux de la vie du colonel Rilliet. Il est cependant un côté de son caractère sur lequel nous devons dire quelques mots,

c'est son désintéressement. Quoique retiré du service sans pension et avec peu de fortune, M. Rilliet-Constant n'a jamais occupé ni sollicité de places salariées; il s'est au contraire imposé des sacrifices pécuniaires dans des occasions où tant d'autres hommes de son parti se sont contentés de faire de belles phrases. Et ce n'est pas seulement sur le terrain de la politique que sa générosité s'est manifestée : les entreprises philanthropiques n'ont jamais en vain réclamé son concours. Pour ne citer qu'un seul trait qui témoigne tout à la fois de la bonté de son cœur et de son esprit vraiment fédéral, il suffit de se rappeler l'intérêt constant qu'il a montré pendant les dernières années aux établissemens d'instruction d'un des cantons primitifs. Outre les appels qu'il a faits à la bienfaisance publique en faveur de ces établissemens, sa bourse s'est plus d'une fois ouverte pour soutenir l'école secondaire de Schwyz et les écoles de Brunnen. De tels actes caractérisent mieux un homme que l'étalage d'un patriotisme éblouissant de paroles, et stérile de faits.

La liste des écrits publiés par M. Rilliet-Constant est assez nombreuse. On a de lui : *Des Suisses*. Paris 1818. in-8. — *Lettre à M. R. R., membre de l'institut, etc.* Paris 1820. in-8. — *Du service militaire des Suisses en France*. Genève 1821. in-8. — *Mémoire remis à la commission chargée par le conseil représentatif du projet de loi sur les fortifications*. Genève 1821. in-8. — *Mémoire sur la vie de Nicolas Poussin*, traduit de l'anglais. Paris 1821. in-8. — *Séjour de trois mois dans les montagnes près de Rome pendant l'année 1819*, traduit de l'anglais. Paris 1822. in-8. — *De la politique de la Suisse*, morceau traduit de l'Edinburgh Review. Genève 1822. in-8. — *Observations sur le projet d'association de la compagnie dite des trois ponts*. Genève 1826. in-8. — *Plus de capitulations militaires*. Genève 1830. in-8. — *Nouvelles observations sur le service suisse capitulé*. Genève 1830.

in-8. — *Réflexions sur les critiques faites à l'adresse présentée au conseil d'état*. Genève 1835. in-8. — *Opinion de M. Rilliet, député à la Diète, sur le conclusum relatif aux étrangers*. Genève 1836. in-8. — *Sophie*, roman, partie historique. Genève 1836. 2 vol. in-12. — *Notice sur l'école secondaire de Schwyz et sur les écoles de Brunnen*. Genève 1837. in-8. — *Chronique de St.-Cergues*. Genève 1839. in-8. — *Observations sur les projets d'organisation et d'instructions militaires pour l'armée fédérale*. Genève 1839. in-4. (Autographiées). — *Lettre à un Confédéré sur nos institutions militaires*. Genève 1840. in-8. — *Seconde lettre*, etc. — *Troisième lettre*, etc. — M. Rilliet-Constant a été en outre rédacteur de divers Rapports, tels que ceux de la Loi sur la chasse (1832); Loi sur les servitudes militaires (1832); Loi sur la presse (1834); d'un Règlement de service pour tous les grades de la milice de Genève (1830). Comme membre de la société militaire, il est l'auteur d'Essais sur la *bataille de Lutzen*, sur la *bataille de Hanau*, sur la *cavalerie*, sur les *manœuvres*, etc. La presse politique périodique lui est redevable de plusieurs articles; il est entr'autres l'auteur de l'excellente *Correspondance genevoise* qui parut dans l'*Helvétie*, de 1836 à 1837, pendant que M. Gonzalve Petitpierre était chargé de la rédaction en chef de ce journal.

Galérie des Suisses distingués du 19^e Siècle.



Scamozzi del.

Genève Nicotet, à Neuchâtel (Suisse)

CONRAD DE MURALT,
Bourguemaitre du Canton de Zurich.

M. DE MURALT.

Il existe des hommes, en très-petit nombre, qui, au milieu des luttes politiques où un rôle important leur est assigné, savent, par la noblesse de leur caractère et la générosité de leurs sentimens, maintenir intacte la considération universelle qui les entoure.

DE MURALT (*Jean-Conrad*) est né à Zurich le 30 octobre 1779.

L'établissement de ses ancêtres dans cette ville date du seizième siècle, époque où les troubles religieux forcèrent la famille *de Muralti*, ainsi que plusieurs autres partisans de la croyance réformée, à quitter Locarno.

Accueillie avec empressement dans la cité qu'elle avait choisie pour nouvelle patrie, la noble famille tessinoise dont, jusqu'alors, les membres s'étaient principalement adonnés à la médecine et à la jurisprudence, lui paya sa dette en se livrant au commerce des soieries en gros, et en le portant à ce degré de prospérité où nous le voyons aujourd'hui. Cette industrie fut également la source des richesses que cette maison a acquises et dont elle a toujours fait un emploi généreux.

Durant les trois siècles qui ont suivi son émigration, la famille de Muralt resta fidèle à la vocation de celui de ses ancêtres qui n'avait pas cru déroger à sa dignité en faisant servir ses facultés au développement d'une branche commerciale si avantageuse au canton de Zurich. Le commerce des soieries fut continué sans interruption de père en fils, et aujourd'hui encore l'existence de la maison *Henri de Daniel Muralt et fils*, qui a pour chef l'ainé des enfans de l'honorable personnage, objet de cette notice, atteste que les tradi-

tions commerciales ne sont pas éteintes dans une famille qui compte parmi les plus distinguées de son canton.

Le père de Conrad, Henri de Muralt, directeur de la société des marchands de Zurich, joignait à une entente profonde de la science commerciale, des connaissances nombreuses et variées. Cependant il ne consentit jamais à accepter un emploi public.

Son fils n'avait qu'un an et demi lorsqu'il perdit sa mère, qui était une demoiselle Regula Landolt de Felsenhof. La seconde femme de son père, née Lavater, et parente de l'illustre phrénologue de ce nom, fut, pour Conrad, dans son jeune âge, un guide aussi éclairé qu'affectueux; elle contribua beaucoup à lui faire donner une éducation, sinon exclusivement scientifique, du moins extrêmement soignée. Le jeune de Muralt fit ses premières études dans les écoles primaires de sa ville natale, et les continua dans la maison paternelle sous la direction d'un gouverneur. Plus tard il fut placé à Neuchâtel dans un des excellens pensionnats que cette ville possédait.

Il était encore très-jeune et avait déjà voyagé pendant quelques années, lorsque la mort de son frère aîné l'appela à la co-gestion de l'importante maison de commerce de son père, et l'obligea d'interrompre le cours d'études purement spéculatives pour se livrer à une carrière active. Il n'en consacra pas moins tous les instans que n'absorbaient pas ses occupations commerciales, à étendre la sphère de ses connaissances; de sorte que l'on peut dire qu'à certains égards il fut en quelque sorte son propre instituteur. Il manifesta de bonne heure un penchant décidé pour l'étude des sciences politiques et militaires, et surtout pour les travaux historiques, genre dans lequel il trouva de l'aliment au sein de la société historique de Zurich, dont il fut reçu membre déjà à l'âge de vingt ans.

Sa jeunesse s'écoula au milieu des orages de la révolu-

tion helvétique. Placé sur le théâtre des principaux événements de cette époque, il en observa attentivement toutes les phases, et quoique son âge ne lui permit pas encore de s'occuper activement des affaires publiques, il se trouva cependant en relation avec plusieurs hommes d'état et avec les généraux étrangers les plus distingués. Doué d'une grande sagacité d'esprit, il attirait déjà l'attention de ses concitoyens par l'élévation de ses vues et la rectitude de son jugement, non moins que par l'aménité de son caractère.

L'acte de médiation le trouva à la tête de la maison de commerce de la famille. Ce fut dans cette période qu'il se lia avec le bourguemaitre Reinhard, dont il était destiné à devenir le biographe.

En 1807, il fut appelé à faire partie du conseil de commerce de son canton; en 1811, il devint membre du grand conseil municipal de la ville de Zurich.

Un penchant prononcé pour le service militaire, non moins que sa capacité dans cette partie, lui valut un prompt avancement dans les milices cantonales. Capitaine d'état-major en 1805, il parvint, quatre ans plus tard, au grade de lieutenant-colonel, commandant la cavalerie zuricoise, et il fut nommé, en 1812, colonel dans la même arme. (*)

Ce ne fut qu'en 1814 qu'il commença à prendre une part active aux affaires de l'état, par suite de sa nomination de membre du grand conseil élu par ce corps lui-même; et il ne tarda même pas à renoncer tout-à-fait aux occupations commerciales pour pouvoir se vouer exclusivement au service de la patrie.

Une mission difficile et dont il s'acquitta à l'entière satisfaction de ses commettans, le conduisit à Paris en 1818. Il

(*) La Diète le choisit, en 1815, comme membre et premier secrétaire de la commission militaire fédérale; et en 1831, elle le nomma colonel fédéral et membre extraordinaire du conseil de guerre fédéral.

s'agissait du recouvrement de l'emprunt forcé imposé par Masséna, après la retraite de l'armée austro-russe, aux communes de Zurich, Bâle et St. Gall. Cette mission non seulement le mit en rapport avec plusieurs hommes d'état de l'époque et les personnages les plus éminens de la France, mais elle lui fournit l'occasion de connaître cette femme, chez laquelle les dons du génie et les grâces de l'esprit le plus solide et le plus brillant s'alliaient à l'élévation de l'ame, et qui, Française de caractère et de sentiment, n'avait jamais oublié ni l'origine de sa famille, ni l'affectueuse hospitalité que la Suisse lui avait accordée pendant ses jours d'épreuve. L'impression que M. de Muralt reçut de ses relations avec Madame de Staël fut aussi profonde que durable; c'est peut-être cette circonstance qui développa chez lui avec plus de force les sentimens généreux et les vues éclairées dont son ame contenait le germe, mais que les opinions retrécies et les préjugés du plus grand nombre de ses concitoyens semblaient refouler en lui d'une manière pénible.

La mort du philanthrope Escher de la Linth, dont la mère était sœur de la sienne et qui avait voué à M. de Muralt un attachement aussi profond que mérité, ayant laissé une place vacante dans le pouvoir exécutif en 1823, les suffrages presque unanimes du grand conseil investirent M. de Muralt de ce poste, où il fut l'un des chefs de l'aristocratie modérée et à tendances libérales de l'époque. M. de Muralt appartenait en effet à cette classe d'hommes éclairés qui, comprenant la marche du siècle, cherchaient, par des réformes graduelles, à satisfaire les vœux du peuple et à prévenir des bouleversemens. Depuis son entrée au conseil exécutif jusqu'en 1832, il fut presque continuellement appelé à représenter son canton à la Diète fédérale en qualité de second ou troisième député. (*)

(*) M. de Muralt a rempli en outre plusieurs missions fédérales importantes et y a apporté l'esprit de conciliation et l'expérience

En 1829 il entra au conseil d'état, et en 1831, après la promulgation de la nouvelle constitution, il remplaça le célèbre Usteri dans les fonctions de bourguemaître en charge. Il continua à marcher dans la voie des réformes ; mais en voulant concilier le maintien de certaines institutions qui avaient à ses yeux une sanction historique avec les tendances d'une démocratie victorieuse et agissante, il se trouva bientôt débordé par le parti dont les opinions étaient plus avancées que les siennes.

Ce fut en effet à peu près à cette époque que se forma à Basserstorf une société politique qui, par ses statuts et la forme de son organisation, parut à M. de Muralt et à ses adhérens constituer une espèce d'état dans l'état. Se fondant sur l'article 39 de la constitution, l'honorable bourguemaître, d'accord avec la majorité du conseil exécutif, proposa au grand conseil de soumettre le droit d'association à des dispositions législatives qui en restreignissent le but et la portée, prétendant que la liberté illimitée des associations devait avoir pour effet d'entraver l'action gouvernementale. L'opinion de M. de Muralt à cet égard n'ayant pas prévalu, et ce haut fonction-

des affaires qui le caractérisent. En 1821, il fut envoyé par le Vorort zuricois comme commissaire fédéral dans le canton du Tessin, à l'occasion de la révolution du Piémont. En 1831, lorsque des troubles éclatèrent dans le canton de Schaffhouse, le Vorort lucernois le délégua dans ce canton comme premier commissaire fédéral, et la même année la Diète le chargea d'une mission semblable dans le canton de Bâle. En 1835, le Vorort bernois l'envoya, en qualité de premier commissaire fédéral, auprès du gouvernement wurtembergeois pour diriger les négociations concernant les relations commerciales de la Suisse avec cet état. Il a été également membre de commissions fédérales d'experts chargés par le Vorort, en 1836 et dans les années suivantes, d'examiner la question des mesures de représailles en matière commerciale, et, dans la commission, comme au sein du gouvernement zuricois et en Diète, il s'est prononcé pour une entière liberté de commerce avec l'étranger, et contre tout système prohibitif ou soi-disant protecteur.

naire croyant voir dans cet échec une espèce d'hostilité dirigée contre lui par la majorité du grand conseil, donna sa démission de membre du pouvoir exécutif, et son exemple fut suivi par plusieurs de ses collègues. Il est du reste assez probable que la retraite d'hommes qui composaient pour ainsi dire la fraction doctrinaire conservatrice du gouvernement, eut également pour motif le peu d'influence qu'elle exerçait alors sur la marche des affaires. On est allé jusqu'à voir dans cette détermination une certaine connivence avec les plans de la caste bernoise déchue qui échouèrent quelques mois plus tard ; mais il nous est impossible de partager cette opinion, du moins en ce qui concerne M. de Muralt, dont la loyauté bien connue n'aurait pu se prêter à des moyens de restauration auxquels on ne pouvait procéder sans provoquer entre concitoyens des luttes sanglantes.

Une fois hors de la sphère active des affaires publiques, M. de Muralt continua à servir sa patrie en dirigeant sa sollicitude sur un autre terrain et en s'occupant essentiellement d'objets d'utilité publique. C'est ainsi qu'au printemps de 1836, lorsque l'existence de l'université fut mise en question, il fit don à la ville de Zurich, en faveur de cet établissement, ainsi que des autres écoles supérieures, de la somme de L. 16,000. En 1838, lors de la formation définitive de la société pour la construction d'un chemin de fer de Zurich à Bâle, il fut placé à la tête de cette entreprise, et ses adversaires politiques eux-mêmes n'eurent qu'à s'applaudir de ce choix. Partageant son temps entre une coopération active à des créations philanthropiques et des recherches sur l'histoire suisse, il publia, au commencement de 1839, une biographie très-détaillée du bourguemâitre Reinhard, dont nous dirons quelques mots à la fin de cette notice.

En abandonnant le timon des affaires, M. de Muralt et ses amis n'avaient cependant pas renoncé à faire partie du grand conseil, où ils formèrent le noyau de l'opposition contre le nouvel ordre de choses.

Cette opposition se trouva, par la force même des choses, entraînée à invoquer dans l'intérêt de sa cause, ces libertés dont elle redoutait l'extension, et à prendre peu à peu la défense des vœux de la masse, ce qui la rendit insensiblement populaire ; tandis que le parti qui était au pouvoir, fut conduit par là à exagérer les maximes gouvernementales ; s'appuyant sur une majorité compacte et dévouée, il prit bientôt ses propres idées pour l'opinion publique, et se croyait libéral alors que, par une conséquence inévitable de cette situation nouvelle, il s'attachait à imposer au peuple, par une sorte de despotisme civilisateur, des principes éducatifs et religieux qui répugnaient à des habitudes et à des croyances qu'il est toujours dangereux de froisser. C'est ainsi que les partis intervertissent souvent leurs rôles et qu'à mesure qu'ils s'éloignent de leur point de départ, ils courent le risque d'être inconséquens avec leurs principes.

L'opposition, à la tête de laquelle était M. de Muralt, sut habilement tirer parti des causes du mécontentement public, et assurée de trouver de l'écho au milieu des populations, elle combattit avec vivacité et à diverses reprises les tendances du directeur de l'école normale des régens, M. Scherr ; elle s'opposa avec plus de force encore à l'appel du docteur Strauss, comme professeur de théologie dogmatique à l'université de Zurich, en janvier 1839. Aux mois de mars et d'avril suivans, le même parti soutint avec chaleur les 40,000 pétitionnaires qui demandaient la révocation de Strauss, ainsi que certaines garanties en faveur de la religion dans l'instruction primaire.

Les hommes qui, en 1832, s'étaient retirés en masse du conseil exécutif, en haine des associations et de ce qu'ils appelaient la prodigalité des libertés publiques, en étaient venus à prendre fait et cause pour la souveraineté du peuple et les associations concentrées alors dans le comité de la

foi, et à exprimer l'opinion que les mandataires des peuples doivent déférer à la volonté de leurs commettans, parce que ce n'est pas eux-mêmes, mais les citoyens qu'ils représentent; que si la volonté du grand conseil devait prévaloir sur celle de la masse, la souveraineté du peuple serait un vain mot. De son côté, le parti en possession de la direction des affaires soutenait que dans une démocratie représentative la volonté du grand conseil est celle du peuple, parce que c'est son seul organe constitutionnel. Or, ajoutait-on, le grand conseil, ayant pris une décision dans sa compétence, ses arrêtés devaient être respectés et maintenus, si l'on voulait que ce fût un grand conseil libre, et ne pas s'exposer à voir le système républicain représentatif taxé de folie ou d'impossibilité.

M. le docteur Keller, l'homme le plus influent du parti gouvernemental et le promoteur de l'appel de Strauss, releva le gant jeté par le comité de la foi, en parlant avec force contre l'agitation dont le canton de Zurich était travaillé; il prétendit que tout le mouvement n'était qu'une insurrection mal déguisée, fomentée par un petit nombre de meneurs appartenant à l'aristocratie et au clergé, et appuyée par une foule de dupes. M. de Muralt, au contraire, déclara que l'élan qui se manifestait au sein des populations était pour Zurich un titre d'honneur aux yeux de toute l'Europe.

M. Hurlimann-Landis était le chef ostensible du mouvement de 1839; mais comme M. de Muralt était l'homme le plus considéré de son parti, non seulement en raison de sa haute position sociale et de sa grande fortune, mais à cause de la modération de ses opinions et de la bienveillance de son caractère, chacun l'envisageait comme le véritable point de ralliement. Aussi, lorsque, à la suite de la fameuse journée du 6 septembre, avant, pendant et après laquelle le premier fonctionnaire du canton, M. le bourguemaitre Hess, joua un rôle assez

étrange, le conseil exécutif eut résigné ses fonctions et eut été remplacé par un gouvernement provisoire, M. de Muralt était généralement considéré comme l'homme indispensable et l'âme de ce gouvernement, bien qu'il n'y eût pris place qu'au dernier rang, à la suite de sollicitations très-pressantes, se trouvant par hasard dans le voisinage des lieux qui venaient d'être le théâtre de scènes sanglantes. Aussi, lors du renouvellement du personnel gouvernemental qui suivit de près le mouvement de septembre, il fut nommé membre du conseil exécutif par les suffrages unanimes du grand conseil, et en formulant son acceptation, il prononça un discours que nous jugeons utile de reproduire textuellement, parce que le caractère et les vues de ce haut fonctionnaire s'y décèlent assez bien. Voici comment il s'exprima : « Vous demandez de moi « le plus grand sacrifice que je puisse faire, c'est de consacrer « à ma patrie les derniers instans d'une existence déjà bien « avancée. Je ne suis plus d'un âge à me laisser éblouir par « les honneurs extérieurs. Mais il y a des momens où toutes « les considérations personnelles doivent céder devant le bien « général. Je me trouve dans cette position, et je suis prêt à « en subir les conséquences. Cependant je mets à mon acceptation quelques conditions, et je jure devant Dieu qui m'entend que, si elles ne sont pas remplies, je me retire aussitôt. « La première, c'est que les libertés que la constitution assure « au peuple, lui soient conservées sans trouble : ce qui a été « une fois donné, une fois juré, doit être maintenu. La seconde, c'est que l'exercice du pouvoir gouvernemental soit « rendu possible ; c'est que tous les membres des autorités, « tous les hommes qui ont quelque influence sur le peuple, « concourent avec nous à calmer les passions au lieu de les « exciter, qu'ils considèrent la modération comme le premier « principe conservateur, et qu'ils évitent toute persécution. « La troisième condition n'a, pour ainsi dire, pas besoin d'être « exprimée. J'attends du fonctionnaire nommé premier mem-

«bre du conseil exécutif (M. Hess), qu'il sache maintenir sa position dans la Confédération, et qu'il ne souffre pas que l'honneur du canton de Zurich soit en aucune manière compromis. Quant aux principes qui me dirigeront dès mon entrée dans le gouvernement, je ne pense pas qu'il soit nécessaire de vous les développer; si ma vie publique toute entière ne présente pas à cet égard des garanties suffisantes, mes paroles n'auront aucune signification. Fidélité à la patrie dans toutes les affaires de l'état, soit qu'elles embrassent l'exercice de la justice, soit qu'elles aient pour objet l'administration économique, les intérêts de l'église et la direction de l'instruction publique, tels sont mes principes. La tâche du nouveau gouvernement est difficile; des fautes sont inévitables, et sa position serait insoutenable, si, pour la moindre faute, un blâme amer devait peser sur lui.»

Si M. de Muralt ne fut nommé que second bourguemaitre, c'est que la Diète était réunie à Zurich, et que le parti que l'insurrection venait de faire triompher avait sans doute intérêt à ce que M. Hess restât à la tête de l'assemblée fédérale pendant toute la durée de la session.

Mais, en 1840, M. de Muralt prit la place que lui assignait la nature des événements qui venaient de s'accomplir, c'est-à-dire, qu'il devint bourguemaitre en charge et présida le Vorort et la Diète.

Chef de la fraction modérée dans le nouveau gouvernement, comme M. le docteur Bluntschli fut ce qu'avait été M. Keller sous le précédent régime, c'est-à-dire, le promoteur des décisions acerbes, M. de Muralt coopéra cependant aux mesures qui avaient pour but l'occupation militaire du Vallais dans les premiers mois de 1840, ainsi qu'aux circulaires qui témoignaient de l'hostilité du Vorort contre le nouvel ordre de choses alors assez mal affermi dans ce canton; il eut aussi sa part de solidarité dans le peu d'empressement que le Vorort mit à reconnaître le gouvernement issu de la révolution tessinoise de novembre 1839.

Ce furent, à ce qu'on prétend, les embarras que causèrent au Vorort les affaires du Vallais et du Tessin qui occasionnèrent à M. de Muralt cette sur-excitation nerveuse qui dégénéra en fièvre cérébrale, et affecta son moral au point de l'obliger à faire un voyage en Italie avant l'ouverture de la Diète.

M. de Muralt présida cette assemblée avec beaucoup de modération, d'impartialité et de tact. Ce témoignage éclatant que lui a rendu le député de Berne, M. Neuhaus, est mérité. Sans doute l'honorable président de la Diète n'a pas toujours posé les questions d'une manière bien savante; mais les affaires ont néanmoins beaucoup avancé. On a pu remarquer toutefois qu'il était trop préoccupé de la crainte d'être accusé de laisser perdre du temps; ce qui a occasionné parfois une sorte de précipitation. Les honneurs de la présidence ont d'ailleurs été faits d'une manière réellement distinguée.

M. de Muralt était du très-petit nombre de députés qui auraient voulu que la Diète ne fit que s'ajourner, au lieu de se dissoudre, en raison des événements graves qui auraient pu surgir d'un moment à l'autre par suite du traité de Londres sur les affaires d'Orient. Il aurait tout au moins désiré que la Diète, en laissant des pouvoirs au Vorort, déclarât d'une manière explicite sa volonté inébranlable de maintenir la neutralité de la Suisse.

Dominé par cette idée, M. de Muralt a saisi la première occasion qui s'est présentée de faire quelque démonstration de neutralité. Toutefois, avant de convoquer la commission d'inspection militaire fédérale, il avait consulté les hommes les plus influents des cantons. On doit présumer que s'il n'avait été question que d'une réunion ordinaire de la commission, le Vorort n'en aurait pas avisé les puissances. Mais, puisqu'il a cru cette démarche nécessaire, c'est sans doute parce qu'il s'agissait de prendre position à la face de l'Eu-

rope. Il n'en est pas moins à regretter que les déclarations qui sont intervenues de la part de deux cabinets se soient rattachées à une simple mesure administrative d'intérieur. La crainte excessive d'être désapprouvé est sans doute pour une bonne part dans la détermination qui a incité le président du Vorort à ce surcroît de précaution.

Dans la commission de la Diète chargée de préparer un projet de révision de la partie du pacte fédéral qui concerne les Vororts, M. de Muralt s'est prononcé contre la révision totale du pacte, laquelle, prétend-il, n'est possible qu'au moyen d'une révolution, puisque les uns veulent que les cantons soient représentés en Diète dans la proportion de leur population, tandis que d'autres ne renonceraient pas à l'égalité de voix. L'honorable bourguemaitre est en revanche très-favorable au maintien des Vororts, et il ne veut pas qu'on restreigne trop leur influence. La révision du pacte, à son sens, devrait avoir pour but de les entourer des conseils et de la considération des magistrats les plus éminens de la Suisse, afin de raffermir cette institution.

Dans la session du grand conseil de Zurich, qui a terminé l'année 1840, M. de Muralt paraît avoir quelque peu indisposé ses amis politiques, pour n'avoir pas donné son assentiment aux pétitions tendant à restreindre la liberté de la presse ; mais, d'un autre côté, bien qu'il se soit exprimé avec modération sur les adresses émanées de l'assemblée contre-réactionnaire de Baserdorf et dans lesquelles le parti renversé en septembre 1839, a manifesté son ressentiment des événemens de cette époque, M. de Muralt n'en voulait pas moins, tout en renvoyant certains vœux à l'examen de la commission, repousser les pétitions avec improbation du langage dans lequel elles étaient conçues, tout en renvoyant certains vœux à l'examen du gouvernement. En dépit de cette conclusion, les conservateurs zuricois boudent leur chef, sans doute parce que dans cette circonstance et dans d'autres où

les partis se sont en quelque sorte trouvés en présence, la modération de son langage a été envisagée comme de la faiblesse par ces hommes qui prennent la passion pour de la clairvoyance, l'intolérance pour de la justice, et l'emportement pour de la force. Les mécontents de la conduite de M. de Muralt lui en voudraient-ils pour avoir dit qu'il n'y a plus d'aristocratie dans le canton de Zurich? Ils n'auraient donc pas réfléchi qu'en s'exprimant ainsi, on réussit quelquefois à dissimuler l'existence de celle que l'on cherche à sauver du naufrage.

Réélu bourguemaitre pour 1841 à l'unanimité, M. de Muralt, en acceptant, a exprimé différens vœux, entr'autres celui que le peuple ne se laissât pas induire en erreur. Les troubles tout récents du Freienamt ont engagé le gouvernement zuricois à le déléguer à Arau avec M. Melchior Sulzer; mais sa mission ne paraît avoir eu pour résultat que de constater le peu d'influence que le canton de Zurich exerce sur l'Argovie depuis la contre-révolution de septembre.

Pour résumer le jugement que l'on peut porter sur M. de Muralt, nous le considérons comme un aristocrate, dans le bon sens du mot, aristocrate de naissance et d'argent, mais tempéré, circonspect et habile. Tenant beaucoup à la considération, il est habituellement dominé par la crainte de ne pas assez bien faire. Il a contracté dans la carrière commerciale et dans l'habitude du monde une politesse qui est pourtant d'un goût plus acquis que celle de la sphère où une partie de sa vie s'est écoulée, soit parce qu'elle tient à sa position sociale, soit parce qu'elle participe d'une bienveillance qui lui est naturelle. Sa modération est rehaussée par l'esprit conciliateur qui fait le fond de son caractère. Bien éloigné, par son bon sens, de la sensiblerie philanthropique de M. de Sellon, M. de Muralt croit cependant avoir reçu une sorte de mission conciliatrice qui l'appellerait à marcher sur les traces de Nicolas de Flue, dont il semble parfois vouloir

s'inspirer. Il a de la religion sans piétisme ni bigoterie. Il lit, il écrit et il travaille beaucoup ; il s'occupe aussi de peinture, et l'on voit même dans son salon des tableaux dus à son pinceau. Possesseur d'une grande fortune, il en fait le plus noble usage, et soutient par des dons considérables les institutions d'utilité publique et les établissemens de bienfaisance de la ville de Zurich et du canton. Ayant acquis beaucoup d'expérience, il aime à la faire valoir, quoiqu'elle n'ait rien de systématique. Son esprit erre parfois un peu dans le vague, et les maximes générales qu'il emploie à la façon de Jean de Muller, décèlent quelque peu cette intention moralisante qui fait le fond des lieux communs et de la déclamation du parti conservateur. L'esprit élevé de M. de Muralt et les vues larges qui l'animent, ont contribué à lui faire répudier toute tendance trop prononcée à ce cantonalisme étroit dont beaucoup de hauts fonctionnaires suisses ne savent pas s'affranchir. C'est sous ce point de vue qu'il se distingue éminemment du magistrat dont il a écrit la vie, M. de Reinhard. Tandis que celui-ci se montrait patricien zuricois partout et avant tout, M. de Muralt a été et sera toujours Suisse avant d'être Zuricois, Zuricois avant d'être homme de coterie. Voir la Confédération forte, heureuse et considérée, c'est, nous le croyons, son désir le plus vif ; mais on peut lui reprocher peut-être de trop reculer devant les moyens nécessaires pour atteindre ce but, lorsque leur emploi exige une vigueur qui répugne à son naturel doux et conciliant. Par les excellentes dispositions dont il est animé, par la droiture et la loyauté de son caractère, par son incontestable probité, M. de Muralt est un de ces hommes qui réconcilient avec l'aristocratie ceux qui sacrifient les principes aux hommes et qui subordonnent leur jugement à l'accueil dont ils sont l'objet. Les aristocrates les plus influens sont en effet ceux qui sont les meilleurs comme hommes, à cause des illusions qu'ils entretiennent.

M. de Muralt est président de la chambre de police, de la direction de la banque de Zurich, du comité de la société du chemin de fer et de plusieurs autres commissions.

De sa femme, qui était une demoiselle Cleophea Escher, il a eu trois enfans qui vivent encore, savoir deux fils et une fille. Son fils aîné, né en 1803, dirige, comme nous l'avons dit plus haut, la maison de commerce continuée par la famille. Son fils cadet est actuellement en Italie. M. de Muralt est beau-frère de M. Escher, qui est à la tête des grands ateliers où l'on fabrique des machines pour les bateaux à vapeur, des métiers à tisser le coton et d'autres articles de cette nature. Il a même des fonds considérables engagés dans cet établissement.

Comme écrivain, il n'a publié que l'ouvrage intitulé : *Hans von Reinhard, Bürgermeister des eidgenössischen Standes Zürich und Landammann der Schweiz. Beitrag zur Geschichte der Schweiz während der letzten vier Jahrzehnte. Zürich 1838. Orell et Füssli.* 1 fort volume in-8. (*) Ce livre est un document précieux pour servir à l'histoire de la Suisse de 1777 à 1831, époque de l'activité politique de Reinhard. L'auteur a fait un usage très-judicieux des matériaux qu'il a eus à sa disposition. On voit que le but historique a dominé tout son travail. Les détails biographiques qu'il donne sont tous intéressans et bien choisis pour faire connaître l'homme dont il retrace la carrière. Quels que soient les différens points de vue sous lesquels on peut envisager les questions soulevées dans ces écrits, on doit reconnaître dans l'auteur la première qualité de l'histo-

(*) Il se prépare une seconde édition de cette *Biographie*, beaucoup plus complète que la première et exempte de quelques erreurs qui se trouvent dans le travail primitif de M. de Muralt. L'auteur de cette notice croira rendre service aux cantons où l'idiome allemand est peu connu, en publiant une traduction française de cet important ouvrage.

rien, la véracité et l'impartialité. La biographie de Reinhard, écrite d'ailleurs avec clarté et précision, fait regretter que M. de Muralt ait borné ses titres d'auteur à la publication de ce livre. On sait cependant qu'il a composé plusieurs écrits pour la société historique et la société militaire-mathématique de Zurich, entr'autres une histoire militaire du canton des Grisons, dont ses amis ont fait imprimer, dans un journal littéraire, des fragmens sur la campagne d'Italie qui s'est terminée par la bataille de Marignan.

Le *Conversations-Lexicon* de Gegenwart, Leipzig 1840, a consacré à M. de Muralt un court article biographique, dans lequel nous avons pu puiser, en les complétant, quelques données, mais sans adopter dans tous les points la manière de voir de l'auteur de cet article, qui est attribué à un réfugié allemand.

Galerie des Suisses distingués du 19^e Siècle.



Schmidt in lap.

Lith. de Nicolet et Joanniquet, Neuchâtes (Suisse)

CHARLES NEUCHÂTES,

Avoyer de Berne,

Président du Directoire fédéral & de la Diète.

M. NEUHAUS.

Justum ac tenacem propositi virum.

NEUHAUS (*Jean-Charles-Frédéric*) est né le 9 février 1796, à Neuchâtel en Suisse, où son grand-père, le docteur Neuhaus, pratiquait la médecine. Son père, Rodolphe-Frédéric, avait été officier au service de France dans le régiment suisse de Vigier, qui se trouvait à Nancy lors des événemens du 10 août. Rentré dans sa patrie après ces événemens, il fut nommé major des milices de Bienne, d'où sa famille était originaire et où ses ancêtres avaient rempli les premières charges (*). En 1805, l'empereur Napoléon envoya à l'officier biennois un brevet de premier lieutenant, qu'il ne jugea pas à propos d'accepter. Sous la restauration, il refusa également le grade de capitaine dans la garde royale de Louis XVIII. La confiance de ses concitoyens lui fit décerner, en 1817, les fonctions de bourguemaitre, qu'il remplit tant que la ville de Bienne conserva quelques débris de son ancienne souveraineté.

C'est à Neuchâtel que son fils Charles reçut sa première éducation. Le collège de cette ville était bien loin d'avoir atteint le degré de perfectionnement qu'il a acquis aujourd'hui ; cependant les études classiques s'y faisaient mieux que dans beaucoup de villes d'une plus grande importance. Le jeune Neuhaus, qui avait manifesté de bonne heure les plus heureuses dispositions, se distingua au point que, déjà à l'âge de quatorze ans, il fut promu dans l'auditoire de belles-

(*) On voit encore aujourd'hui les armes des Neuhaus sculptées sur les portes de la ville avec celles des Wyttenbach.

lettres, après avoir remporté les principaux prix de la première classe du collège. Il fit son cours de philosophie sous M. le professeur de Meuron, dont l'enseignement se bornait à l'explication assez aride de la logique et la métaphysique de Wolf. Charles Neuhaus avait d'abord montré du penchant pour les études théologiques ; mais une certaine timidité qu'il qu'il ne parvint que plus tard à surmonter et qui lui faisait redouter de parler en public, le tint éloigné de la carrière ecclésiastique.

A l'âge de seize ans, il fut envoyé à Strasbourg pour faire un apprentissage de commerce. Cependant son goût pour les études littéraires et scientifiques ne l'abandonna pas, et lui fit suivre, dans cette ville, un cours de chimie et un cours de philosophie. Il montra du reste tant d'aptitude pour la science commerciale, que le chef de la maison où il était placé ne tarda pas à lui accorder toute sa confiance et à le charger, quoique à peine âgé de vingt ans, de la direction des principales affaires de sa maison.

De retour en Suisse, dans l'année 1820, M. Charles Neuhaus se fixa à Bienne, où il prit part à quelques entreprises commerciales, et à la fondation de la filature de coton qui fut créée par actions et dont il devint un des gérans. Plus tard, il fut intéressé dans la manufacture d'indiennes, déjà en activité dans cette ville depuis cinquante ans, et dont son beau-père, M. F. Verdan, était propriétaire. C'est là que le trouva la révolution bernoise de 1830.

Pendant les dix années que M. Neuhaus avait passées à Bienne, depuis son retour de France, il avait partagé son temps entre les affaires commerciales et la culture des lettres, vers lesquelles il était attiré par un penchant irrésistible. Il était peu répandu dans le monde et bornait sa société à un cercle d'amis qui partageaient les mêmes goûts ou auxquels il se plaisait à inculquer les siens. Indépendamment des ouvrages de littérature tant anciens que modernes les plus re-

commandables dont il aimait à faire, avec eux, ses lectures, il ne négligeait pas les sciences philosophiques et pédagogiques, auxquelles il alliait également la culture des beaux arts et de la musique en particulier. Nourri de ces lectures et de ces études, son esprit, déjà impressionné par ce qu'il avait vu et entendu en France, s'était facilement ouvert à toutes les idées généreuses et libérales, à tout ce qui pouvait tendre au développement du peuple et aux améliorations politiques. Aussi la révolution de juillet fut-elle pour lui, comme pour tant d'autres, une étincelle électrique, qui vint remuer puissamment son ame.

Cependant, fidèle à ses habitudes et à ses goûts paisibles, il continuait à rester chez lui, et ne se décida à échanger l'existence sédentaire, dans laquelle il se complaisait, contre l'agitation des luttes politiques, que lorsque ses concitoyens, appréciant tout son mérite, tournèrent les yeux vers lui et l'appelèrent, en décembre 1830, au milieu de leurs assemblées. Il y obtint bientôt un ascendant que justifiaient tout à la fois des talens de discussion peu communs et la solidité de ses principes. Ses paroles furent graves, pleines de sagesse et de modération. Il n'aimait pas le gouvernement dont on désirait la chute, parce qu'il reposait sur le privilège; il saisit donc avec empressement l'occasion de manifester ses vœux en faveur d'une régénération politique, et, sans l'avoir provoqué, il fut lancé dans le mouvement qui s'opérait de toutes parts et qui préparait pour le canton une ère nouvelle. Ses pensées, ses démarches s'associèrent dès lors à celles des hommes qui tendaient au même but.

En présence des vœux populaires qui se manifestaient dans tout le canton et que mit encore mieux en évidence la réunion de Munzingen du 10 janvier 1831, le gouvernement de Berne jugea à propos de ne pas pousser plus loin la résistance; il prononça son abdication le 13 janvier, en annonçant au peuple, par une proclamation, qu'une assemblée consti-

tuante serait convoquée pour doter le pays d'une nouvelle constitution.

Cette proclamation venait à peine de voir le jour, que la mise à prix de la tête de M. Stockmar fut décidée sous prétexte que, malgré les promesses d'amnistie contenues dans la proclamation du 13 janvier, celui-ci continuait ses tentatives de rebellion. En apprenant cette nouvelle, M. Neuhaus, accompagné d'un citoyen de Bienne, s'empressa de se rendre à Delémont et à Porrentruy, pour s'assurer par lui-même de la situation des esprits dans cette contrée. Les autorités de ces deux bailliages ne firent aucune difficulté de lui délivrer une déclaration authentique constatant qu'aucun désordre n'avait eu lieu depuis le 13 janvier. Les originaux de ces deux pièces furent immédiatement envoyés au gouvernement. De retour à Bienne, M. Neuhaus publia à la hâte le récit de sa mission, en l'accompagnant de réflexions sur l'injustice des mesures de rigueur qui avaient été arrêtées contre un citoyen, avant qu'il eût été possible d'avoir connaissance, à Berne, de l'effet produit dans le Jura par la proclamation du petit conseil. Cet écrit, rédigé avec la plus grande convenance, pouvait passer alors pour un acte de témérité. C'est ainsi du moins qu'en jugea un fonctionnaire de la ville de Bienne qui s'écria après l'avoir lu : « Je ne voudrais pour cent louis en être l'auteur. » Cependant, dans la capitale, on connaissait toutes les démarches du jeune patriote biennois, et si un mandat d'arrêt ne fut pas lancé contre lui, cela ne tint pas à la volonté d'un fonctionnaire bien connu, qui conseilla cette arrestation et d'autres encore.

Dans l'intervalle qui s'écoula entre l'abdication du gouvernement et l'époque de la réunion de l'assemblée constituante, M. Neuhaus fit paraître, sans nom d'auteur, quelques brochures destinées à éclairer le peuple sur ses droits politiques et l'usage qu'il devait en faire. La forme populaire de ces écrits, non moins que les excellents conseils qu'ils contenaient, les fit goûter universellement.

Lorsque les assemblées primaires furent convoquées pour élire des députés à l'assemblée constituante, la ville de Bienne faisait encore partie du bailliage de Nidau. C'est donc comme député de ce bailliage que le choix des électeurs se porta sur M. Neuhaus, candidat de la ville de Bienne.

Nommé l'un des quatre secrétaires de l'assemblée constituante (elle comptait deux secrétaires allemands et deux secrétaires français), ce fut en réalité sur lui seul que reposa le fardeau de la rédaction des procès-verbaux français. L'on sait avec quel succès il s'acquitta de fonctions tellement pénibles qu'elles le forcèrent fréquemment, pendant cinq mois, à consacrer des nuits entières au travail qui lui était confié. Les bulletins qu'il rédigea, et qui forment un fort volume in-4, se recommandent par une clarté et une exactitude telles qu'ils étaient lus de préférence aux bulletins allemands; ceux-ci ne donnaient qu'une idée très-imparfaite des débats, tandis que les bulletins français contenaient le résumé de chaque opinion individuelle et le nom des orateurs.

M. Neuhaus fut un des membres de la commission des dix-neuf, chargée d'élaborer la nouvelle constitution, puis de la commission plus restreinte de cinq membres qui devait préparer les bases de ce projet. Si, dans la commission, comme au sein de l'assemblée constituante, il fut plus sobre de discours que ne semblait le comporter l'opinion avantageuse qu'on avait de ses moyens, c'est que ses fonctions de secrétaire réclamaient toute sa sollicitude. Mais, chaque fois qu'il prit la parole, il se fit remarquer par la clarté et la précision de ses idées, non moins que par le germe des qualités oratoires qui jetèrent, plus tard, un si grand éclat sur sa carrière parlementaire. On peut dire que, déjà dans l'assemblée constituante, M. Neuhaus joua un rôle important. Aussi fut-il désigné d'avance comme un des hommes appelés à occuper une place supérieure dans le nouvel ordre de choses.

Aux élections qui suivirent l'acceptation de la nouvelle

constitution, il obtint, pour entrer au grand conseil, les suffrages des collèges électoraux de Bienne, de Buren et de Courtelary. Le sort le désigna comme député de ce dernier district.

Lorsque le grand conseil procéda à la composition du personnel des premières autorités de la république, M. Neuhaus fut nommé cinquième membre du conseil exécutif. Dans l'organisation des différens dicastères, le genre d'études auquel il s'était livré, non moins que l'érudition qu'on lui connaissait, le rendait éminemment propre à présider le département de l'éducation. Ce fut aussi la place que le grand conseil lui assigna; et c'est particulièrement dans ce dicastère qu'il a déployé un zèle et une activité sans borne et rendu par là de grands services au canton. Ceux qui voudront se faire une idée de l'impulsion qu'il donna à toutes les branches d'enseignement depuis 1831, trouveront les données les plus intéressantes et les plus complètes à cet égard dans les rapports sur l'administration de l'état des années 1838, 1839 et 1840. On lui doit, entr'autres, l'organisation des écoles primaires et secondaires, la création d'écoles normales, la fondation de l'université, et en général tout le système d'instruction en vigueur aujourd'hui, système qui, sans être exempt de critiques, a néanmoins le grand avantage d'être en rapport avec les nouveaux besoins de la république. M. Neuhaus fut également le promoteur du décret par lequel le grand conseil accorda, en 1837, à chaque régent, un traitement supplémentaire annuel de 150 francs de Suisse.

Dès son avènement aux affaires publiques, M. Neuhaus ne limita point sa sphère d'activité aux différentes branches de son département. Il n'est resté étranger à aucune question politique essentielle, cantonale ou fédérale. Pour s'en convaincre, il suffit de passer succinctement en revue les principales délibérations auxquelles il a pris part soit dans le grand conseil, soit au sein de la Diète, ainsi que les mesures

importantes auxquelles il a coopéré comme membre du pouvoir exécutif.

Lorsque, en août 1832, le gouvernement, qui comptait à peine dix mois d'existence, se vit menacé par les menées du parti mis à l'écart par sa propre faute, et que la conspiration ourdie par les têtes ardentes de ce parti eut été découverte, M. Neuhaus se prononça avec force, tant au sein du conseil d'état que dans une réunion particulière chez M. l'avoyer Tscharner, pour une répression proportionnée à l'urgence des événemens et à la gravité des tentatives réactionnaires. Si le conseil exécutif, où l'élément juste-milieu dominait alors dans toute sa force et qui en outre avait l'inexpérience des corps nouvellement constitués, ne se montra point à la hauteur des circonstances; s'il ne sut pas prendre sur-le-champ des mesures vigoureuses de nature à pénétrer au cœur du complot, ce n'est point à M. Neuhaus qu'il faut imputer cette imprévoyance; car lors de la découverte des 22,000 cartouches à l'hôtel d'Erlach, il proposa en vain l'adoption des mesures les plus promptes et les plus énergiques pour arriver à la découverte des coupables.

En 1833, la cause des Polonais, qui avaient quitté la France pour chercher un asile en Suisse, trouva en M. Neuhaus un chaud défenseur; sa parole éloquente ne fit pas défaut lorsqu'il s'agit de décider le grand conseil à voter des subsides en faveur de ces infortunés proscrits. Il contribua en outre à la formation du comité central polonais organisé à Berne et accepta les fonctions de président de ce comité qui, par ses appels chaleureux, parvint en peu de mois, à recueillir et à distribuer aux malheureux émigrés, plus de 30,000 francs de Suisse. L'expédition tentée contre la Savoie au commencement de l'année suivante, sans être approuvée par lui, ne fut pas de nature à refroidir l'intérêt que M. Neuhaus portait à des proscrits aigris par le malheur; et, dans la session du grand conseil du 4 mars, il se prononça

avec force contre la demande du Vorort zuricois qui, au lieu de soulager le fardeau qui pesait sur le canton de Berne, trouvait plus commode d'inviter les cantons à expulser du territoire de la Confédération les réfugiés qui avaient pris part à cette expédition. Deux mois plus tard, les négociations tendant à rouvrir aux Polonais l'entrée en France, ayant eu un demi succès, et le conseil exécutif ayant alors cru devoir soumettre au grand conseil un projet de décret portant que les réfugiés politiques qui avaient pris part personnellement et activement à l'invasion de la Savoie, ne seraient plus tolérés dans le canton, ce projet fut vivement attaqué par M. Neuhaus, qui se déclara d'autant moins disposé à souscrire à la mesure proposée qu'elle était le résultat des exigences de l'étranger. Si son opinion ne prévalut pas, quoiqu'elle fut partagée par une très-forte minorité, c'est que le grand conseil se préoccupa de la considération que Berne devait accorder ce sacrifice au vœu de la presque totalité des gouvernements cantonaux, dont il se voyait délaissé dans une question d'humanité. En outre, des préventions, la plupart injustes, contre les réfugiés, avaient été perfidement exploitées pour diminuer l'intérêt qu'on portait à la cause polonaise.

L'année 1834 vit se réaliser la plus noble conception du président du département de l'éducation : l'université de Berne fut inaugurée, le 15 novembre, par une cérémonie empreinte d'un vif éclat. Le discours que M. Neuhaus prononça à cette occasion, abondant en vues neuves et profondes, riche de pensées élevées, écrit d'un style pur et élégant, produisit une grande sensation. Après avoir rappelé dans un brillant exorde, le but de la réunion et félicité le pays de la nouvelle institution dont il allait être doté, s'élançant dans un plus vaste champ, l'orateur développa les avantages de la science, signala l'abus qu'on peut en faire et posa les jalons de la route à suivre dans les études, tout en insistant sur la nécessité d'étayer l'instruction de sentimens religieux. Il

montra les dangers de cette ardeur imprudente qui, dans ses recherches, ne sait pas s'arrêter aux limites posées par la Providence à l'esprit humain. Abordant ensuite la question dans ses détails, il fit la part de chaque branche de la science. Ces développemens furent suivis d'une allocution chaleureuse aux professeurs et aux étudiants. La péroration de ce discours mérite d'être reproduite ici, non seulement parce qu'elle trace la ligne de démarcation de l'université naissante avec les autres établissemens analogues, mais comme l'expression d'espérances et de sentimens auxquels M. Neuhaus est resté invariablement fidèle : « C'est dans les vallées de l'Helvétie
« que retentit au moyen âge le premier cri de liberté, et que
« recommença, entre les droits de tous et l'usurpation de
« quelques-uns, cette lutte qui dure encore, drame terrible et
« passionné, mêlé de retours funestes, et où la cause des
« peuples ne triomphera sans doute qu'avec le temps. Alors
« on vit renaître l'héroïsme de la vieille Grèce, mais avec un
« caractère différent ; naïf, simple, religieux, désintéressé,
« persévérant, à genoux devant l'équité, il est à mes yeux
« plus élevé, plus digne de respect que l'ancien. La liberté
« moderne dut à la Suisse ses plus belles victoires, et les
« efforts d'un despotisme brutal vinrent souvent expirer aux
« pieds de ces Alpes blanches, trop hautes en effet pour être
« asservies. Aujourd'hui, nous sommes peut-être plus faibles,
« et surtout moins unis. La lutte d'ailleurs paraît avoir chan-
« gé de caractère. L'ennemi s'avance à pas lents et rusés, il
« tend ses filets sans bruit. La hache d'armes ou le canon
« ne tranche plus les questions politiques, et c'est par la pro-
« fondeur et les plans secrets de la diplomatie que l'on veut
« asservir les peuples. Eh bien ! si la lutte doit désormais
« s'engager sur ce terrain, acceptons-la encore. N'appartient-
« il pas aux descendans de ceux dont le bras fut si pesant
« pour les rois, de ne refuser aucun genre de combat, d'ou-
« vrir aux études un asile pur et libre, et d'opposer à une

« science rusée une science généreuse ? Et lorsque enfin, ce
 « qui semble inévitable, la lutte, se déplaçant de nouveau, la
 « question se résoudra définitivement par le glaive, qui pourra
 « calculer l'influence de ce noble asile offert à la science et
 « l'impulsion donnée aux armes par ces études libres et fortes ?
 « Maint fils studieux de la France n'a-t-il pas abandonné ses
 « classiques pour saisir ses armes et mourir aux journées de
 « juillet ? Oui, il est permis de le croire, et les précautions
 « prises à l'égard de nos universités autorisent cette pensée,
 « si la liberté et l'éducation publique continuent dans notre
 « patrie leur développement simultané, vienne le jour de la
 « crise, le jour où devra se vider enfin le vieux procès des
 « rois contre les peuples, et la Suisse, désormais, riche de
 « science et d'énergie, ne jouera pas, dans ce redoutable choc
 « d'intérêts ennemis, un rôle indigne de sa grande et belle
 « histoire ! »

Lors de la réorganisation du département diplomatique comme conseil d'état fédéral, M. Neuhaus, qui était déjà membre de ce dicastère, en fut nommé vice-président.

La translation de l'autorité directoriale à Berne, au commencement de 1835, fut signalée, comme on le sait, par une recrudescence de notes diplomatiques, trahissant le mauvais-vouloir de la sainte alliance à l'égard d'un canton qui avait refusé jusqu'alors de satisfaire à des exigences blessantes pour l'honneur national. En présence de ces complications, la politique du nouveau directoire ne tarda pas à subir quelques modifications, et l'espèce de la réconciliation avec les cours allemandes qui s'ensuivit fut achetée par des concessions où la dignité nationale ne fut pas à l'abri de toute atteinte. M. Neuhaus fut complètement opposé au système qui finit par prévaloir ; c'est ce qui résulte de la déclaration qu'il fit, au mois de juin suivant, dans le grand conseil, lorsque des voix nombreuses se portèrent sur lui pour la place de second député à la Diète (M. l'avoyer de Tavel était de droit premier

député). Voici comment il s'exprima : « Un autre motif de
« refuser la marque de confiance que vous voulez bien m'ac-
« corder, c'est qu'ayant fait partie dans le conseil d'état de la
« minorité qui a repoussé les demandes des puissances, il me
« serait difficile de défendre des résolutions que j'ai combat-
« tues et de me pénétrer de l'esprit qui a dicté les décisions
« du directoire dans la solution des différens du canton de
« Berne avec l'étranger. » Ce furent des considérations sem-
blables qui, l'année suivante, le portèrent également à décli-
ner l'honneur de représenter le canton de Berne à la Diète.

Huit mois ne s'étaient pas écoulés depuis la fondation de l'université, qu'un certain parti, ayant les Schnell à sa tête, chercha à lui porter un coup funeste, en haine de certains professeurs qu'on accusait, à tort ou à raison, de réclamer des mesures imprudentes de nature à amener la guerre générale. Ce parti réussit à faire présenter au grand conseil, par le conseil exécutif, un projet de décret tendant à soumettre les professeurs de l'université à une confirmation annuelle. M. Neuhaus combattit victorieusement, de concert avec des députés appartenant à des camps politiques opposés, un projet qui prétendait assimiler le corps enseignant à des fonctionnaires de l'ordre civil, et la logique puissante du président du département de l'éducation n'eut pas de peine à faire écarter, à la majorité de 85 voix contre 43, des propositions dictées essentiellement par des motifs d'animosité personnelle.

M. Neuhaus, qui faisait partie de la série des membres du grand conseil dont les fonctions expiraient avec l'année 1835, fut réélu tout à la fois par les collèges de Bienne, Courtelary et Berne *intra muros*, et opta pour ce dernier district. Les représentans du peuple bernois le renommèrent également, à une très-forte majorité, membre du conseil exécutif, président du département de l'éducation et vice-président du département diplomatique.

Dans la session de février 1836, le grand conseil ayant

abordé la question épineuse des articles de la conférence de Baden, M. Neuhaus, qui n'avait point provoqué cette conférence et qui, dans l'origine, n'attachait pas une grande importance à l'adoption de ces articles, en prit la défense, quand il vit que le parti, hostile au nouvel ordre de choses, en faisait un drapeau politique; il parla donc en leur faveur au sein du grand conseil, et son discours eut les honneurs de la séance avec celui du savant M. Stettler. Il se prononça également en conseil d'état pour les mesures tendant à réprimer les troubles qui avaient éclaté dans le Jura à l'occasion de l'adoption des articles de Baden.

Lorsque, après la Diète ordinaire de cette même année, le grand conseil fut appelé à donner des instructions à la députation bernoise au sujet de l'affaire Conseil, M. Neuhaus fut du nombre de ceux qui, ressentant vivement les procédés injurieux de la France à notre égard, insistèrent pour qu'on donnât des instructions précises à la députation, au lieu des pleins-pouvoirs proposés par le conseil exécutif et qui, entre les mains de M. l'avoyer Tscharner, eurent les résultats que l'on ne connaît que trop. L'appui inconcevable que les Schnell prêtèrent alors à la politique vacillante d'un magistrat auquel le nouvel ordre de choses avait eu, jusqu'alors, de grandes obligations, fut cause que 131 voix contre 80 se prononcèrent pour les propositions du conseil exécutif. Il est vrai, que plus tard, le grand conseil refusa son approbation à la conduite de la députation.

Avec l'année 1836 expira l'époque durant laquelle le pouvoir directorial avait été dévolu au canton de Berne. La confiance que cet état avait inspirée, dans d'autres temps, à ses confédérés, avait, il faut le dire, subi de graves altérations, depuis qu'on avait vu à l'œuvre le ci-devant Vorort moral, et surtout par suite de l'attitude du premier député à la Diète en 1836. L'héritage, laissé par ce haut fonctionnaire, rendait assez difficile la position de la députation qui devait

représenter le canton de Berne à la Diète de Lucerne. Le grand conseil, en choisissant M. Neuhaus (*) comme premier député, fit preuve d'un tact exquis. M. Neuhaus, en effet, par l'ascendant de ses talens et de son caractère, parvint à remettre Berne en bonne odeur auprès des cantons libéraux. Lorsque la question de la révision du pacte fut à l'ordre du jour, il s'attacha à effacer l'impression fâcheuse produite par le vote de son prédécesseur sur cette question, et il y réussit. Nous regrettons de ne pouvoir reproduire des extraits du discours remarquable qu'il prononça à ce sujet et que les journaux publièrent.

L'honorable susceptibilité que M. Neuhaus montra un jour chez M. l'avoyer Amrhyn, en s'éloignant momentanément des salons de ce magistrat, qui, dans une circonstance où la députation de Berne s'était rencontrée chez lui en même temps que le ministre d'Autriche, avait réservé toutes ses prévenances pour M. de Bombelle, cette susceptibilité, critiquée à outrance par les feuilles aristocratiques, reçut néanmoins l'approbation de la Suisse libérale.

M. de Tavel ayant refusé les fonctions de vice-président du conseil d'état pour 1838, le choix du grand conseil se porta sur M. Neuhaus. Déjà, pour la place d'avoyer, il avait réuni 77 voix contre 103 qu'obtint M. Tschärner. M. Neuhaus annonça au grand conseil son acceptation par une lettre dont il est bon de citer les passages suivans : « Depuis l'ins-
« tant où les événemens me jetèrent à l'improviste dans la
« carrière politique et m'amènèrent au conseil exécutif, ja-
« mais je n'ai désiré d'autre emploi, dans notre jeune répu-
« blique, que celui de président du département de l'éduca-
« tion. Cependant, Messieurs, vous m'avez nommé vice-
« président du conseil exécutif. Ce choix m'honore au plus

(*) M. Neuhaus avait déjà représenté le canton de Berne aux Diètes de 1832, mais seulement comme troisième député.

« haut degré et mérite toute ma reconnaissance ; néanmoins,
 « si je n'avais écouté que mes sentimens personnels, j'aurais
 « pris la liberté de refuser ma nomination par le seul motif
 » qu'il paraît convenable d'adjoindre à l'avoyer un vice-pré-
 « sident qui partage ses vues politiques, ce qui ne se ren-
 « contre pas chez moi. Dans la position délicate où m'a
 « placé votre choix, des considérations d'un autre ordre l'ont
 « emporté et m'ont paru plus que suffisantes pour motiver
 « mon acceptation. En premier lieu, ce choix, joint à ma
 « députation à la dernière Diète, renferme une réfutation suf-
 « fisante des paroles prononcées, l'année dernière, dans cette
 « enceinte, lorsqu'il fut déjà question de me nommer vice-
 « président du conseil exécutif et que 70 de mes honora-
 « bles collègues me donnèrent leurs suffrages. Ces paroles
 « que je ne répéterai pas, mais qui durent paraître très-of-
 « fensantes pour mes collègues, n'avaient obtenu jusqu'à pré-
 « sent aucune satisfaction. En second lieu, il résulte évi-
 « demment de la différence bien connue entre les opinions du
 « président et celles du vice-président du conseil exécutif
 « que, dans le choix du premier, le grand conseil n'a eu
 « égard qu'à des considérations toutes personnelles, quoique
 « d'une certaine importance, et n'a voulu exprimer par là
 « aucun système politique auquel je ne puisse adhérer. C'est
 « pour cette raison que ce choix perd en grande partie, sinon
 « entièrement, son importance politique. J'accepte en con-
 « séquence, etc. etc. »

L'année 1838 vit naître et se développer les troubles de Schwyz, au sujet desquels le Vorort de Lucerne montra toute sa sympathie pour la cause libérale. Lorsqu'il s'agit de préparer le projet d'instructions pour la Diète, les opinions se divisèrent, sur cette question, dans le département diplomatique et au conseil exécutif. Les uns voulaient donner à la députation des instructions précises dans le sens de la souveraineté cantonale *quand même* ; ils reconnaissaient la légalité

du gouvernement qui existait avant et après la première landsgemeinde de Rothenthurm, tout en lui contestant le droit de convoquer celle du 17 juin qu'ils déclaraient nulle et non avenue; ils blâmaient le Vorort lucernois de la précipitation et de la rigueur de son intervention et concluaient à la réunion d'une nouvelle landsgemeinde générale sous la surveillance de commissaires fédéraux pour reconstituer l'état de Schwyz d'après la constitution alors en vigueur. Les autres appuyaient la conduite du Vorort et demandaient qu'on se bornât à donner à la députation des instructions générales pour voter, suivant les circonstances, dans l'intérêt du rétablissement de l'ordre, du maintien de la souveraineté du peuple et de la libre manifestation des opinions. Ils demandaient aussi que la Diète exprimât un blâme sévère sur les actes que le pseudo-gouvernement de Schwyz s'était permis envers le Vorort et ses représentants.

Cette dernière opinion fut vivement défendue dans le grand conseil par M. Neuhaus; mais l'instruction proposée ayant prévalu, à une très-faible majorité, il est vrai, M. Neuhaus qui, dans la séance du lendemain, fut nommé premier député, par 92 suffrages sur 137 votans, déclina cette nomination par des motifs qui témoignaient de sa délicatesse : « La discussion qui a eu lieu, dit-il, et les « instructions que vous avez votées dans les affaires de « Schwyz, me forcent à refuser ma nomination. Ces ins- « tructions sont contraires à ma conviction la plus intime; « je ne pourrais pas les ouvrir et encore moins les développer « comme je devrais le faire. » Sur le refus de M. Neuhaus, le choix du grand conseil se porta sur M. le conseiller Kohler. On connaît l'issue des affaires de Schwyz : les Klauenmänner, inférieurs de fort peu en nombre aux Hornmänner, durent, après la nouvelle landsgemeinde convoquée par la Diète, se résigner au rôle auquel l'assemblée fédérale les avait condamnés.

Une question bien autrement grave succéda à la question schwyzoise. La demande de la France, que le prince Louis Napoléon fût éloigné du territoire suisse, vint mettre de nouveau à l'épreuve le tempérament de la Diète. Le premier député bernois, nommé, à grand' peine, septième membre de la commission chargée de présenter un préavis à cet égard, au lieu de marcher d'accord avec MM. Rigaud et Monnard, interprètes du vœu national, préféra se traîner à la suite de M. Hess. Le canton de Berne s'émut du rôle que lui faisait jouer sa députation. Il s'agissait de savoir si le grand conseil suivrait, dans une question aussi palpitante d'intérêt, la bannière des Schnell et de l'avoyer Tscharner, ou s'il se dirigerait d'après des considérations plus relevées. Les populations suisses attendaient avec anxiété la décision de ce canton, dont l'importance était telle que Berne, en adhérant aux exigences de la France, paralysait complètement l'élan populaire, tandis qu'en les repoussant, il maintenait la Suisse dans la seule ligne qui fût compatible avec la dignité nationale. Cette fois la cause du bon droit triompha; après une discussion de douze heures consécutives et dans laquelle les deux partis opposés se disputèrent le terrain pied à pied, 106 voix contre 104 adoptèrent le préavis Rigaud-Monnard. M. Neuhaus contribua puissamment à ce résultat. Le discours qu'il prononça dans cette circonstance, restera comme un monument de ce que peut l'éloquence qui puise sa force dans de patriotiques inspirations.

La décision du grand conseil, accueillie avec enthousiasme par les populations, eut en outre pour résultat la retraite des Schnell, la démission de la précédente députation et son remplacement par MM. Neuhaus et Manuel.

Dès la première séance de réouverture de la Diète, on put s'apercevoir de la différence d'attitude que donne à un canton la différence de député. M. Neuhaus provoqua immédiatement les explications des députations de Genève et de

Vaud sur les mesures prises par leur gouvernement respectif pour la défense de la Suisse, et en demandant, comme mesure préalable, que la commission d'inspection militaire fédérale fût convoquée sans délai, il plaça la question sur le seul terrain où il convenait de la placer, en présence des démonstrations de la France et de l'insolent ordre du jour du général Aymar. Le départ volontaire du prince Louis Napoléon, en faisant tomber tout prétexte d'hostilité, mit fin à des débats où la Diète, sans se montrer à la hauteur des circonstances, ne compromit cependant pas les intérêts de la nation.

Le grand conseil de Berne accorda à M. Neuhaus la récompense la plus flatteuse qu'il fût en son pouvoir de lui décerner pour sa belle conduite, en le nommant avoyer pour l'année 1839. Ce choix fit sensation à plus d'un titre : pour la première fois, depuis la fondation de la cité des Zœringen, un plébéien, étranger à la bourgeoisie de Berne, était appelé à occuper le siège des Bubenberg, des d'Erlach. C'était tout à la fois un hommage rendu au mérite et un triomphe des principes démocratiques.

A peine investi des fonctions d'avoyer, M. Neuhaus fit une motion tendant à améliorer la plupart des branches de l'administration générale du canton. Le conseil exécutif trouva cette motion digne d'attention, et le nomma président d'une commission de réforme. Cette commission a accompli une partie de son mandat en 1839 ; mais ses travaux n'ont abouti jusqu'à présent qu'à opérer quelques réformes dans les bureaux. Elle a cependant préparé une loi sur la réorganisation départementale. Différentes circonstances, entr'autres les complications dans lesquelles la Suisse s'est trouvée cette année, n'ont pas permis au président de cette commission de lui imprimer l'activité qu'on lui connaît.

C'est à l'année 1839 que se rattache l'incident qui éloigna M. Stockmar des affaires publiques. Lorsque le chef de l'état eut acquis la conviction que ce fonctionnaire travaillait à opé-

rer la séparation du Jura d'avec l'ancien canton, il ne recula pas devant l'obligation que lui imposait la connaissance des plans de son collègue, et il crut remplir le devoir d'un bon citoyen en proposant au conseil d'état de mettre M. Stockmar en état d'arrestation et de faire instruire contre lui un procès criminel. Le conseil exécutif préféra se borner à inviter M. Stockmar de donner sa démission. C'est alors que celui-ci porta plainte au grand conseil. Mais, après de très-longes débats, dans lesquels M. Neuhaus fit ressortir la nécessité de la mesure proposée par le conseil exécutif, la très-grande majorité prononça la révocation immédiate du conseiller d'état jurassien. Cette décision fit grand bruit en Suisse; elle donna lieu aux attaques les plus violentes contre le gouvernement de Berne et surtout contre le promoteur de la mesure. Cependant les faits subséquens ont surabondamment prouvé que les soupçons auxquels avaient donné lieu la conduite de M. Stockmar étaient fondés. En effet quatre mois ne s'étaient pas écoulés que l'on fut obligé de lui intenter une action criminelle, à laquelle il jugea à propos de se soustraire en quittant le pays.

M. l'avoyer Neuhaus représenta avec distinction le canton de Berne aux Diètes de 1839 et de 1840. La session de 1839 eut essentiellement à s'occuper des affaires du Vallais, auxquelles la députation de Berne avait contribué à donner la meilleure tournure, dans l'intérêt de la cause libérale, quand survint la contre-révolution de Zurich, dont un des premiers résultats, sous le rapport fédéral, fut de remettre en question des décisions solennellement prises et auxquelles le Bas Vallais s'était rigoureusement conformé. Le revirement politique de Zurich entraîna la défection de Glaris, Zug, Fribourg et Schaffouse, dont les députés avaient concouru, avec M. Hess, à l'arrêté du 11 juillet et aux actes qui en avaient assuré l'exécution. Les détails des débats que souleva en Diète une aussi étrange péripétie, appartiennent à l'histoire

de l'époque. Nous nous bornerons à rappeler que le député de Berne fit tous ses efforts pour prévenir la triste décision de la Diète du 23 septembre, et que n'ayant pu l'empêcher, il fit insérer au protocole une vigoureuse protestation contre des actes qu'il regardait comme attentatoires aux droits du Valais, contraires à la foi jurée et destructeurs de la dignité et de l'autorité de la Diète. Cette protestation fut signée également par les députés de Lucerne, St. Gall, Argovie, Soleure et Thurgovie.

Quant à l'attitude de M. Neuhaus en présence des événements de Zurich, elle a été interprétée par ses ennemis avec la mauvaise foi qu'ils ont toujours apportée dans l'appréciation de ses actes politiques. Après le 6 septembre, le député de Berne n'était point d'avis qu'il fallut envoyer des troupes dans le canton de Zurich ; mais il pensait que la Diète, privée de son président par le renversement de l'autorité exécutive fédérale, aurait pu nommer un président provisoire, et s'occuper des affaires de Zurich, en séance régulière, pour aviser aux moyens de rétablir l'ordre légal et la paix dans le pays. La nomination de représentans fédéraux chargés de prendre des mesures dans ce but aurait vraisemblablement eu pour résultat le rétablissement des autorités constitutionnelles. Cette opinion, soutenue dans une conférence des membres de la Diète, resta en minorité, et les députés préférèrent passer dix-neuf jours dans l'inaction, jusqu'à ce que des autorités légales fussent sorties de l'élection populaire.

Nommé de nouveau avoyer pour 1841, à une forte majorité, M. Neuhaus a été, en cette qualité, appelé à diriger les affaires de la Confédération. Si des troubles n'eussent pas éclaté dans les cantons de Soleure et d'Argovie, il est probable qu'aucun incident remarquable n'aurait appelé l'attention sur les allures du nouveau directoire. Il n'en a pas été ainsi. A peine entré en fonctions, M. Neuhaus a été dans le cas de montrer que chez lui le patriotisme n'est pas une lettre

morte, et que les événemens les plus graves ne le trouvent pas plus au dépourvu que ses principes politiques ne varient. La vigueur et la promptitude de ses mesures, le succès qui les a couronnées, ont mis en évidence le véritable homme d'état, dont la sagacité n'est jamais mise en défaut. Ce qui s'est passé dans l'année qui va finir est encore trop présent à tous les esprits pour que nous essayions d'en retracer le tableau même succinct. Qu'il nous suffise de dire que M. l'avoyer Neuhaus, par la manière éminemment distinguée dont il a rempli les hautes fonctions dont il est revêtu, par la noble attitude qu'il a constamment su conserver vis-à-vis des représentans des puissances, accoutumés malheureusement à trouver plus de souplesse chez ses prédécesseurs, par la manière dont il a compris et défendu l'honneur national, s'est élevé dans l'estime de son canton et de la Confédération à une hauteur que peu de magistrats suisses de ce siècle ont atteinte. Sous un tel avoyer, Berne a reconquis la prépondérance que les fautes de 1835 et de 1836 lui avaient fait perdre. Aussi ce canton s'est, pour ainsi dire, identifié avec son chef actuel. Les huit collèges électoraux qui, aux élections d'octobre dernier, l'ont nommé leur représentant au grand conseil, ceux qui lui ont fait parvenir des adresses d'adhésion, le nombre imposant de suffrages qu'il a obtenus lors de sa réélection comme membre du conseil exécutif, comme vice-avoyer pour 1842, comme président du département de l'éducation, tous ces faits parlent plus éloquemment en faveur de sa conduite que ne pourraient le faire des pages entières.

L'énumération très-restreinte (*) que nous venons de

(*) Nos lecteurs ne doivent pas perdre de vue que ce sont des *Esquisses* biographiques que, dans le Prospectus de notre publication, nous nous sommes engagés à donner. C'est ce qui explique pourquoi le cadre étroit imposé à l'auteur de cette notice, ne lui a pas permis d'entrer dans les développemens que comportait la carrière si remplie de M. l'avoyer Neuhaus durant ces dernières années.

faire des phases principales de la carrière de M. Neuhaus, prouve qu'il possède au plus haut degré une qualité bien rare parmi les hommes parvenus au pouvoir, c'est d'être toujours resté conséquent avec lui-même et avec ses principes.

« Ce n'est pas pour rien, ainsi s'exprime un appréciateur de
 « ce haut fonctionnaire (*), que M. Neuhaus est devenu,
 « comme peu de ses prédécesseurs l'ont été, l'homme de la
 « nation suisse. La considération générale qui l'entoure, la
 « confiance illimitée de la population entière, sont la récom-
 « pense de sa conduite ferme et conséquente, surtout dans la
 « Diète de cette année où il a dû endurer bien des procédés
 « offensans, sans dévier de la ligne qu'il s'est imposée. Ce
 « n'est point parce qu'il est à la tête du plus grand et du plus
 « puissant des cantons qu'il exerce un immense ascendant. Lors
 « même qu'il n'eût été que le représentant d'un petit état,
 « M. Neuhaus, par ses éminentes qualités personnelles, n'au-
 « rait pas acquis une moindre influence dans les affaires gé-
 « nérales de la Suisse. Depuis les dix dernières années, au-
 « cun président de la Confédération n'est parvenu au terme
 « de ses hautes fonctions sans encourir d'amers reproches,
 « soit sur un point, soit sur un autre ; des troubles intérieurs
 « ou des complications avec l'étranger ont suffi communément
 « pour altérer la clarté de leurs vues et jeter leur esprit dans
 « une espèce de démoralisation. C'est que, trop souvent chez
 « eux, les principes ont fait place à des considérations secon-
 « daires, qui n'ont abouti, pour l'ordinaire, qu'à consommer
 « l'humiliation de la patrie et à leur imprimer le stigmate
 « d'une honte éternelle. M. Neuhaus ne connaît pas ces con-
 « sidérations devant lesquelles ses prédécesseurs ont fléchi.
 « Il sait sans doute faire, avec la perspicacité qui le distingue,
 « la part des circonstances qui, fréquemment, réagissent sur
 « le cours des événemens avec plus de force que la volonté

(*) Dans le *Schweizerbote* du 18 septembre.

« bien arrêtée d'un magistrat haut placé ; il ne ferme pas les
 « yeux sur les faits contemporains et étrangers de nature à
 « influencer nos rapports plus restreints. Mais il ne tourne
 « pas à tout vent, il ne déserte pas la position qu'il doit à la
 « confiance de ses concitoyens et aux besoins de l'époque ; il
 « est l'ennemi de cette philosophie politique oblique, qui
 « pense que les idées libérales ayant fait leur temps au bout
 « de dix années, le tour de l'aristocratie est venu et que, pour
 « cette raison, on doit laisser la réaction marcher en pleine
 « liberté pendant quatre ou cinq ans. Cette politique de gi-
 « rouette lui est odieuse ; sa seule mission est d'avancer la
 « prospérité de son pays, sa liberté et son indépendance ; et
 « pour parvenir à ce but, il répudie les voies ténébreuses et
 « ces espèces de transactions auxquelles d'autres ont eu re-
 « cours pour se procurer une faveur momentanée. »

Comme orateur, M. Neuhaus se fait écouter avec un grand intérêt par ceux mêmes qui ne partagent pas son opinion. La nature l'a doué, il est vrai, d'avantages dont la réunion n'est pas commune : une parfaite lucidité d'esprit qui groupe avec clarté les faits et les idées, déduit avec méthode les raisonnemens, pose chaque question avec une singulière netteté ; la chaleur de la conviction, quand il défend ses principes politiques, les droits de son canton ou l'indépendance de la Suisse ; une mémoire imperturbable et une présence d'esprit qu'aucun incident parlementaire ne trouble jamais ; une élocution facile ; une élégance puisée dans les études littéraires, mais sans prétention, sans ornement déplacé ; une voix forte et sonore, dont les vibrations trahissent souvent l'émotion de l'ame ; une attitude noble, calme et ferme, qui laisse voir, pour ainsi dire, la pensée se former sous ce front élevé et puissant, tandis que le regard qui n'atteint aucun objet extérieur semble fixé sur l'idée ; de là aussi l'inconvénient de ne jamais lire sur les visages l'impression de ses paroles, pas plus que les avertissemens du sentiment ou du goût de ses

auditeurs; tel est M. Neuhaus orateur. Pour qu'il se présente avec tous ses avantages, il lui faut une cause nette et franche, une cause une et tranchée, comme son esprit est entier. Il est surtout habile à la réplique. Sa sagacité saisit sans peine le côté vulnérable d'une argumentation; il la dissèque alors avec une verve et une assurance qui étonnent son adversaire, trop heureux quand celui-ci ne reste pas gisant sur le champ de bataille, tout meurtri des coups qu'il vient de recevoir. Les qualités qui lui sont propres comme orateur, il les possède, à un plus haut degré encore, comme président d'une assemblée délibérante. Il a dirigé les débats des deux Diètes de cette année d'une manière qui contrastait avec les allures assez embarrassées du plus grand nombre de ses prédécesseurs. La langue maternelle de M. Neuhaus est le français, et c'est celle qu'il parle le plus volontiers; cependant il s'exprime en allemand avec une grande facilité et même avec élégance. Il a introduit dans les délibérations de l'assemblée fédérale un précédent fort goûté des députations et du public, en résumant les opinions et posant les questions dans les deux langues.

Dans ses relations privées, M. Neuhaus a du charme et de l'attrait; sa conversation est nourrie et intéressante; ses formes sont polies, et il sait faire avec distinction les honneurs de la place élevée qu'il occupe. Cependant son abord est quelquefois froid, et l'on a vu des personnes répugner de se présenter devant lui dans l'appréhension d'en être accueillies durement. C'est que M. Neuhaus a le défaut de ses qualités, c'est-à-dire, une vivacité qui s'explique par la franchise et la droiture de son caractère, ennemi de tout détour. Du reste, l'excellence de son cœur n'a jamais été mise en doute, et l'amitié n'est pas chez lui un mot vide de sens. Peu répandu dans le monde, il trouve plus facilement le loisir nécessaire pour se tenir parfaitement au courant du mouvement scientifique et littéraire de l'époque. Aussi sa bibliothèque est une des mieux composées qui existent dans le canton.

M. Neuhaus est membre de la société suisse d'utilité publique. Ses fonctions d'avoyer l'ont obligé, à regret, de renoncer à la présidence de la section cantonale bernoise. Il est père d'une nombreuse famille, et personne n'apprécie mieux que lui les charmes de la vie domestique.

Sauf les brochures politiques qui ont vu le jour au commencement de 1831, nous ne sachions pas que M. Neuhaus ait rien publié. Il est d'ailleurs resté, depuis de longues années, complètement étranger aux débats de la presse, quoi qu'en aient dit ses ennemis, qui, pour le combattre avec quelque avantage, ne se sont pas fait faute de lui prêter des inspirations qui ne sont pas les siennes.

Galerie des Suisses distingués du 19^e Siècle.



CASIMIR PFYFFER

*ancien Président du Tribunal d'Appel
de Lucerne.*

M. CASIMIR PFYFFER.

Nunquam retrorsum.

PFYFFER (*Casimir*) naquit, le 10 octobre 1794, à Rome, où son père, François-Louis Pfyffer, était capitaine de la garde suisse du pape. Sa mère appartenait à la famille Reding, de Schwyz, et était proche parente du landammann Aloys Reding, qui s'illustra surtout lors de l'invasion des Français en Suisse à la fin du siècle dernier.

L'établissement de la famille Pfyffer dans la ville de Lucerne remonte à l'année 1480, époque à laquelle Jean Pfyffer, de Buron, village du canton de Lucerne, acquit le droit de bourgeoisie du chef-lieu. Cette maison a dès lors produit un grand nombre d'hommes distingués, parmi lesquels on doit mentionner spécialement Louis Pfyffer, seigneur d'Altishofen, qui, en 1567, lors de la fameuse retraite de Meaux, sauva des mains des Huguenots le roi de France, Charles IX, et sa mère Catherine de Médicis; ce qui, avec d'autres brillants faits d'armes, lui valut, dans sa ville natale et dans la Confédération un renom tel que quelques auteurs ont été jusqu'à l'appeler *le roi de la Suisse*. La famille Pfyffer, anoblíe tout à la fois par le roi de France et par l'empereur d'Allemagne, a joué constamment un rôle remarquable dans le canton de Lucerne; six de ses membres ont été investis, à diverses époques, de la plus haute dignité de la république, celle d'avoyer. Le dernier d'entr'eux, Edouard Pfyffer, mort en 1834, était le frère aîné de l'homme qui fait l'objet de cette notice.

Après l'entrée des Français à Rome et l'enlèvement du pape, en 1798, le père de Casimir Pfyffer revint dans sa

patrie avec sa famille. Le jeune Casimir fréquenta le gymnase et le lycée de Lucerne jusqu'à l'année 1813. Distingué d'entre tous ses condisciples par ses talents et son application, il fut en état de soutenir, déjà à l'âge de dix-huit ans, une thèse publique sur une question de métaphysique. En 1813, il se rendit à l'université de Tubingue, où il se livra à l'étude de la jurisprudence. Cependant les troubles politiques qui éclatèrent en Suisse le ramenèrent bientôt dans sa patrie.

A peine âgé de vingt ans, il débuta comme avocat et remplit en outre les fonctions de juge suppléant d'instruction. Il ne tarda pas à acquérir une clientèle très nombreuse, aux intérêts de laquelle il se voua avec un zèle infatigable. Ses heures de loisir étaient consacrées à la lecture des meilleurs ouvrages et surtout aux études historiques.

Lorsque, en 1819, les établissements d'instruction du chef-lieu furent améliorés et prirent plus d'extension, il fut appelé à la chaire de droit nouvellement établie, en même tems que Troxler recevait la vocation de professeur de philosophie et d'histoire. Casimir Pfyffer accepta; mais avant d'aborder la nouvelle carrière qui lui était dévolue, il jugea à propos de se rendre de nouveau à l'université pour prendre ses degrés. C'est ainsi qu'après avoir passé d'abord une année à Heidelberg, il vint à Tubingue, où il avait commencé ses études de droit et où il reçut le bonnet de docteur. Ce ne fut donc qu'à la fin de l'année 1821, qu'il ouvrit son cours d'enseignement à Lucerne. L'essor que les établissements d'instruction avaient pris, grâce surtout aux efforts d'Edouard Pfyffer, qui était à la tête du département de l'éducation, ne tarda cependant pas à être paralysé par un parti composé essentiellement d'ecclésiastiques, et qui travaillait sourdement à miner l'œuvre des hommes libéraux de l'époque. Ce fut en suite

des menées de ce parti que le docteur Troxler se vit révoqué de sa place de professeur par une décision arbitraire, et qu'Edouard Pfyffer fut éloigné du conseil de l'éducation. En présence de tels actes, Casimir Pfyffer crut devoir également résilier ses fonctions de professeur, pour se consacrer exclusivement à la carrière du barreau, dans laquelle son crédit ne fit que s'accroître de jour en jour. Il fut chargé par le gouvernement d'élaborer un code pénal et un code de procédure criminelle destinés à remplacer le code pénal helvétique encore en vigueur à Lucerne. Il s'occupa en outre, sans en avoir reçu la mission, d'un projet de règlement de procédure judiciaire civile, qui manquait encore totalement, projet qui fut converti en loi après avoir subi quelques modifications.

Jusqu'alors C. Pfyffer n'avait abordé le terrain de la politique que dans les limites de réflexions passives sur les événemens qui se développaient; il avait même refusé tout emploi qui aurait pu l'entraîner à jouer un rôle actif. Mais ayant été élu, à la fin de 1826, membre du grand conseil en même tems que son ami et collègue Jacques Kopp, de Munster, ses facultés prirent une autre direction, et les vues les plus patriotiques se révélèrent chez lui avec une puissance de talent qui fit l'admiration de ses concitoyens. L'apparition de ces deux vigoureux athlètes imprima, comme par enchantement, une nouvelle vie aux délibérations de la suprême autorité du pays. Dès la seconde séance à laquelle C. Pfyffer assista quelques jours après son élection, il attaqua inopinément le droit illimité d'initiative exercé par le petit conseil. D'après la constitution qui était en vigueur depuis 1815 et qui avait beaucoup d'analogie avec l'ancien régime aristocratique renversé en 1798, l'autorité exécutive se composait de vingt-six bourgeois de la ville et de dix membres de la campagne. Le pouvoir souverain résidait, quant à la forme, dans le

grand conseil, composé de cent membres, dont la moitié appartenait à la ville et l'autre moitié à la campagne; mais c'était, en réalité, le petit conseil qui avait la haute direction des affaires. Le grand conseil, rendait les lois, il est vrai; mais par l'initiative que s'arrogeait le conseil quotidien, la prétendue autorité souveraine ne pouvait qu'accepter ou rejeter les propositions, et non les modifier. Ce droit d'initiative, qui réduisait le grand conseil à un rôle à peu près nul, reposait moins sur la constitution que sur le règlement organique du corps délibérant. Une organisation analogue existait dans plusieurs autres cantons. Si l'attaque dirigée par C. Pfyffer contre l'initiative absolue du petit conseil n'eut d'autre résultat pour le moment que de provoquer l'étonnement général sur une tentative qui pouvait alors passer pour audacieuse, elle trouva néanmoins de la sympathie dans le peuple et ouvrit le champ à des critiques sur l'ordre de choses existant.

Le projet du nouveau code pénal et de procédure criminelle, rédigé par C. Pfyffer, et soumis aux délibérations du grand conseil dans la session d'hiver de 1827, fournit à l'auteur de ce travail l'occasion de montrer l'étendue de ses connaissances en matière de jurisprudence et de déployer des facultés oratoires peu communes. C'est à la même époque qu'il recommença les hostilités contre la plénitude des pouvoirs du petit conseil, et cela à propos d'un point qui n'était pas, comme le droit d'initiative, déterminé simplement par une loi, mais qui avait sa base dans la constitution: il s'agissait de la réunion du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire suprême dans un même corps, le petit conseil. C. Pfyffer demanda la séparation complète de ces pouvoirs, comme une condition indispensable de la bonne organisation d'un état. Cette motion causa une impression profonde, mais n'eut aucune autre suite. Son auteur ne se découragea pas: dans la session d'été de la même

année, il s'éleva contre la censure, qui pesait alors sur la presque totalité des cantons, et fit sentir la nécessité de laisser la presse libre. Ses paroles furent écoutées avec faveur; mais aucune décision ne fut prise à cet égard. Dans la même session il présenta, au nom d'une commission instituée à cet effet, un rapport circonstancié sur l'administration de l'état pendant les quatre années précédentes. Ce rapport signalait avec franchise les vices existants et réclamait la cessation de nombreux abus (*). L'attitude énergique de C. Pfyffer augmenta l'influence qu'il avait déjà acquise dans le grand conseil. Ce corps n'ayant jamais tenté jusqu'alors de secouer la dépendance où le tenait en quelque sorte le conseil quotidien, n'était pas fâché d'avoir rencontré dans son sein un chef habile qui l'aidât à recouvrer l'autorité dont il s'était dessaisi. Une circonstance qui peut avoir contribué au succès rapide de C. Pfyffer, c'est qu'à la suite de la fameuse enquête criminelle provoquée par la mort de l'avoyer Keller et qui donna lieu à l'arrestation de deux membres même du conseil d'état, la désunion s'était glissée au sein de cette autorité; ce qui paralysa les moyens de résistance que, dans des conjonctures différentes, elle aurait sans doute opposés avec plus de succès aux tentatives de réforme.

Ce fut à propos de la discussion qui s'engagea sur les propositions faites par la commission chargée d'examiner la gestion du gouvernement, que C. Pfyffer provoqua deux décisions d'une haute importance. L'une était relative à la révision immédiate du règlement du grand conseil, surtout en ce qui concernait la régularisation de l'initiative appartenant au conseil d'état. Elle fut adoptée à l'unanimité, et, déjà dans la session suivante, le but de cette proposition fut

(*) Ce rapport se trouve imprimé dans *l'Helvetia*, recueil trimestriel de documents relatifs à l'histoire suisse, tome IV, page 152.

atteint par les modifications introduites dans le règlement et qui replacèrent le grand conseil dans sa sphère naturelle. La seconde décision, qui réunit également un très grand nombre des suffrages, tendait à provoquer de la part du grand conseil la déclaration que l'arrêté du 17 octobre 1823, en vertu duquel le conseil quotidien avait soumis à la censure tous les écrits politiques et religieux, était une mesure législative, qui, par conséquent, n'aurait dû émaner que du grand conseil; que dès-lors cet arrêté serait annulé de fait à la prochaine session de la Diète, et que si jusqu'à cette époque, le petit conseil le jugeait utile, il pouvait présenter au grand conseil un projet de loi sur la presse ou sur la censure.

Lors de la discussion des instructions à donner à la députation à la Diète de 1828, C. Pfyffer s'éleva, dans un discours chaleureux, contre les conclusa de 1823, relatifs à la presse et à la police des étrangers, et qui depuis cette époque n'avaient pas cessé d'être en vigueur. Il contribua à l'adoption de la décision par laquelle le grand conseil chargea sa députation de déclarer à la Diète, que c'était pour la dernière fois que l'état de Lucerne votait pour le renouvellement des conclusa; qu'il prendrait, au moyen de dispositions législatives, les mesures nécessaires au sujet de la presse, et quant à la police des étrangers, qu'il veillerait à l'observation des traités existants et des principes du droit international. L'assemblée donna à l'orateur une preuve de sa confiance en le nommant second député à la Diète. Il reçut à peu près à la même époque du petit conseil la mission de rédiger un projet de code civil.

C'est dans la même année que C. Pfyffer et ses amis jugèrent que le moment était arrivé de remédier aux vices les plus saillants de la constitution. La charte lucernoise ne se bornait pas à consacrer la fusion des pouvoirs exécutif et judiciaire, mais elle statuait que le petit conseil,

qui cumulait ces pouvoirs, avait la faculté de se compléter lui-même. La question de l'introduction d'une première instance pour le jugement des causes criminelles, agitée dans le grand conseil, conduisit naturellement à une autre question fondamentale dans la théorie des sociétés, celle de la division des pouvoirs, et par suite à la question non moins importante du droit de modifier la constitution. Plusieurs orateurs, entr'autres MM. J. Kopp et C. Pfyffer, retracèrent sous les plus vives couleurs, les abus inséparables de la confusion des pouvoirs et démontrèrent que le maintien de ce qui existait à cet égard était incompatible avec l'indépendance et l'impartialité exigée de ceux qui rendent la justice. Quelques-uns des auteurs de la constitution de 1814, et à leur tête le trésorier d'état, Bernard Meyer de Schauensee, tentèrent, il est vrai, de maintenir intacte l'œuvre émanée d'une époque de réaction. Leur résistance fut vaine. Le 29 janvier 1829, la séparation du pouvoir exécutif d'avec le pouvoir judiciaire fut décrétée à la majorité de soixante-dix-sept voix contre neuf, et le petit conseil fut chargé de présenter un projet de loi sur le mode d'exécution de cette mesure. Le 6 juin suivant, le travail de la révision de la constitution était terminé et accepté par le grand conseil. D'après les modifications apportées à la constitution, le nombre des membres du petit conseil était réduit de trente-six à dix-neuf; la ville et la campagne devaient y être à peu près également représentées; la faculté de se compléter lui-même dont ce corps était en possession fut abolie, et l'élection de ses membres fut attribuée au grand conseil. Casimir Pfyffer demanda en outre que les fonctions de membres du petit conseil, au lieu d'être à vie, fussent soumises à un renouvellement périodique; mais son opinion ne prévalut pas. L'institution d'un tribunal d'appel de treize membres, et indépendant du pouvoir exécutif, compléta ces réformes partielles.

Un mois plus tard eut lieu la promulgation d'une loi sur la presse, dont la rédaction fut l'ouvrage de C. Pfyffer, et qui était la plus libérale et la plus sage qui existât en Suisse sur cette matière importante et délicate. Pfyffer défendit également, avec autant de force que d'éloquence, au sein de la Diète, la liberté de la presse; et les conclusa de 1823, hostiles à cette liberté et incompatibles avec l'indépendance de la Suisse, furent enfin abolis.

Les mémorables journées de juillet 1830 provoquèrent, comme on le sait, un ébranlement profond dans la Confédération. La question de la refonte des institutions cantonales devint partout populaire. Malgré les modifications que venait de subir la constitution lucernoise, l'influence de l'époque fit désirer d'autres améliorations. C. Pfyffer, de même que la plupart des autres membres du grand conseil, resta d'abord étranger au mouvement qui agitait les esprits. Il ne prit part à aucune des assemblées populaires qui eurent lieu sur plusieurs points du canton. Mais lorsque le grand conseil eut à s'occuper de deux pétitions revêtues de plusieurs milliers de signatures et où les griefs de la campagne contre la constitution étaient énumérés avec force, C. Pfyffer, nommé membre de la commission des dix-sept, chargée d'examiner ces adresses et plus tard d'élaborer une nouvelle constitution, déclara immédiatement que les réformes introduites dans la constitution l'année précédente ne lui avaient point paru suffisantes et que le moment était venu de refondre entièrement l'œuvre de 1815. Sur la proposition de la commission que C. Pfyffer présidait, le grand conseil, dans la séance du 10 décembre 1830, décréta la formation d'une assemblée constituante de 101 membres, dont C. Pfyffer fit partie. Au sein de cette assemblée, il eut à combattre tout à la fois les tendances *aristocratiques* de ceux qui cherchaient à maintenir les privilèges du chef-lieu; les tendances *ochlocratiques* de ceux

qui voulaient opprimer les intelligences, et les tendances du *clergé*, travaillant à assujettir le pouvoir civil au pouvoir ecclésiastique. C. Pfyffer et ses adhérents politiques remportèrent sur cette triple alliance une victoire chèrement disputée. C'est ce qui explique en grande partie la réaction qui eut lieu dix ans plus tard et que peu de personnes hors du canton ont pu comprendre.

Lors de l'inauguration du nouvel ordre de choses en 1831, C. Pfyffer fut placé à la tête de l'état judiciaire, en qualité de président du tribunal d'appel, fonction qu'il conserva pendant dix ans. En travaillant de tout son pouvoir à perfectionner l'administration de la justice, il ne tarda pas à l'élever à une hauteur où on ne l'avait jamais vue auparavant à Lucerne. Les établissements pénitentiaires lui furent en outre redevables de plusieurs améliorations. Il compléta le code civil, et élabora, en qualité de président de la commission législative, la plupart des projets de lois adoptés par le grand conseil, à la présidence duquel la confiance de ses collègues l'appela à plusieurs reprises. La commune politique de la ville de Lucerne le nomma président du conseil municipal; la commune de la bourgeoisie, membre du conseil des pauvres et des orphelins; la commune de corporation, président de l'administration des biens de la corporation. Toutefois il résilia ces fonctions à l'expiration de leur durée. Dans les derniers temps, il fut aussi membre de la direction du gymnase et du lycée.

En vouant toute sa sollicitude aux intérêts de son canton, Casimir Pfyffer ne perdit pas de vue ceux de la Confédération. Au milieu de la plus grande effervescence politique, il fit paraître, en janvier 1831, son fameux appel au Vorort. Dans cet écrit, qui causa la plus vive sensation sur tous les points de la Suisse, il insistait principalement sur la nécessité de reviser les institutions fédérales. Accueillie avec faveur par le plus grand nombre, la bro-

chure de l'homme d'état lucernois souleva dans un certain camp une réprobation qui alla chez quelques-uns jusqu'à la fureur (*). Au sein même de la Diète dont Pfyffer était membre, l'auteur fut l'objet d'attaques nombreuses, qu'il repoussa avec dignité, tout en ne négligeant aucun moyen de chercher à faire prévaloir son opinion en faveur de la réforme fédérale.

Une occasion favorable s'offrit à lui, au sein de la société helvétique, qu'il convoqua, en qualité de président, à Schinznach le 4 mai 1831. Dans un discours sur les conséquences des dernières réformes cantonales relativement au développement de la vie politique et de la culture intellectuelle, il reproduisit avec éloquence ses idées sur la nécessité d'un lien national plus ferme et d'une centralisation plus énergique dans la Confédération.

Au mois de septembre de la même année, eut lieu à Langenthal, sous sa présidence, une réunion de confédérés marquants de plusieurs cantons, laquelle fut le premier noyau de l'association de Langenthal dite de sûreté fédérale. Le but de cette société était en effet de protéger les constitutions populaires, de s'opposer à la naissance de tout pouvoir oligarchique ou aristocratique, de maintenir la liberté légale, et *de préparer les voies à une révision de la constitution fédérale conforme aux besoins de l'époque.*

En mars 1832, C. Pfyffer fut du nombre des députés qui, lors d'une Diète extraordinaire tenue à Lucerne, prévoyant les attaques dont les réformes cantonales seraient l'objet, prirent une résolution d'une portée audacieuse, en

(*) Un passage de cette brochure, dans lequel l'auteur établissait que Neuchâtel ne pouvait rester membre de la Confédération qu'en changeant les principes de sa constitution, causa également, dans le canton-principauté, une vive impression et contribua à accroître l'anxiété des partisans alors fort peu nombreux du statu quo.

jetant les bases du célèbre concordat dit des sept, par lequel les états de Lucerne, Zurich, Berne, Soleure, St. Gall, Argovie et Thurgovie, tout en se garantissant mutuellement leurs constitutions, reposant sur le principe de la souveraineté du peuple, prirent l'engagement de maintenir aussi bien les droits et les libertés publics que les autorités légales reconnues par les constitutions de chacun des sept cantons. Ils se garantissaient de plus mutuellement la faculté de changer ces constitutions, mais seulement d'après le mode qu'elles déterminaient.

C'est dans la session ordinaire de la Diète de la même année, que fut enfin décrétée la révision de l'acte fédéral. La Diète institua à cet effet une commission de quinze membres pris dans son sein. C. Pfyffer ne participa point à l'important travail dont cette commission était chargée, attendu qu'il ne pouvait siéger à la Diète, dont son frère, Edouard Pfyffer, était président. Le nouvel acte fédéral, élaboré en automne 1832 et accepté par la Diète au printemps de 1833, fut soumis aux grands conseils des cantons, et, dans plusieurs de ceux-ci, à la sanction du peuple. Casimir Pfyffer crut devoir refuser son adhésion à ce projet, essentiellement par la raison qu'il consacrait une représentation égale pour tous les cantons, disposition d'après laquelle il pouvait arriver que la minorité fit la loi à la majorité. Le nouvel acte fédéral, accueilli favorablement par le grand conseil de Lucerne, fut, comme on le sait, rejeté par le peuple; ce qui paralysa la votation dans les cantons qui ne s'étaient pas encore prononcés. L'intérêt que Casimir Pfyffer portait à la révision des institutions fédérales, bien loin de se refroidir, devint au contraire plus vif, et ce fut par son influence que le grand conseil lucernois chargea sa députation à la Diète de 1834 de voter pour une constituante fédérale. Il continua à lutter sans relâche, quoique sans succès, en faveur de la même opinion

dans les sessions ordinaires de la Diète de 1835, 1836, 1837, 1839 et 1840.

Lorsque l'expédition des réfugiés politiques contre la Savoie, au commencement de 1834, eut attiré à la Suisse cette nuée de notes diplomatiques dans lesquelles étaient formulées les exigences les plus attentatoires à son indépendance nationale, C. Pfyffer ressentit vivement l'outrage fait à son pays, et, dans un manifeste signé de son nom, il engagea le peuple suisse à repousser à ses risques et périls les prétentions des envoyés de la sainte alliance, dirigés alors par le ministre de Russie. « La Suisse, disait-il » entr'autres, est lasse de ces instances déplacées. Il est, » nous ne devons pas nous le dissimuler, un parti servile, » qui verrait avec satisfaction la Suisse ravalée au rang » d'antichambre des grandes puissances. A ces hommes nous » rappelons cette maxime historique, que c'est dans la force » morale d'un peuple que repose la garantie de sa liberté » et de son indépendance. Or cette force morale est inséparable de l'honneur national conservé sans tache et de » l'estime de soi-même. Ce ne sont ni des revers physiques, ni des capitales conquises, ni des armées défaites, » ni des villages en cendres qui font la ruine d'une nation; ce » qui l'énerve et la dompte, avant même que la force de » l'ennemi ait percé ses flancs, c'est le sentiment humiliant » d'avoir flétri sa dignité nationale et de s'être soumis à de » honteuses conditions; et cet asservissement moral, préparé par des manœuvres diplomatiques, précède ordinairement l'oppression matérielle. »

Ce fut dans le sens de cet appel chaleureux que C. Pfyffer se prononça comme député de l'état de Lucerne à la Diète de Zurich de 1834. C'est grâce à ses efforts et à ceux de la députation de Berne, dont J. Schnell faisait alors partie, que le résultat des délibérations de l'assemblée fédérale dans l'affaire des réfugiés fut moins humili-

liant qu'il n'eût été sans la vigoureuse opposition de ces deux députations.

Lors des troubles politiques de Bâle, de Schwyz, de Neuchâtel, du Valais, etc., C. Pfyffer se trouva toujours dans les rangs de ceux qui cherchèrent à faire prévaloir le principe de la liberté et de l'égalité des droits; et la plupart des instructions du canton de Lucerne, votées dans ce sens, furent son ouvrage.

La Diète ayant décrété la révision du code pénal militaire, il fut nommé membre de la commission chargée d'élaborer un nouveau projet. Le code qui fut adopté, et les rapports qui l'accompagnaient, ont été en grande partie rédigés par lui. Après la promulgation de ce code, la Diète l'appela à faire partie de l'état major judiciaire avec rang de colonel fédéral.

Pendant la période de 1831 à 1841, des conflits sans cesse renaissants s'élevèrent dans le canton de Lucerne entre le gouvernement et le clergé, qui, dans sa grande majorité, était hostile au nouvel ordre de choses. C. Pfyffer fut étranger aux difficultés qui s'élevèrent, par exemple, au sujet de l'institution des réformés à Willisau, de la vocation de Christophe Fuchs en qualité de professeur de théologie, de la révocation du curé Huber d'Ufficon, de l'introduction des articles de la conférence de Baden, etc. Mais une fois que des résolutions furent prises, il insista avec force pour le maintien de ce qui avait été décrété. Ainsi, il aurait préféré ne pas voir surgir les articles de Baden, parce qu'il estimait que l'état devait, le cas échéant, maintenir de fait les droits consacrés par ces articles. Mais une fois que ceux-ci eurent été acceptés, il s'opposa à toute proposition tendant à les abolir.

Après la mort de l'avoyer Edouard Pfyffer, survenue inopinément le 11 décembre 1834, son frère Casimir fut élu, déjà le 17 du même mois, par 71 voix sur 80 votants,

tout à la fois membre du petit conseil et avoyer de la république de Lucerne, et désigné par conséquent comme futur président de la Confédération. Ce qui ne s'était jamais vu à Lucerne, alors qu'il s'agissait de la plus haute dignité de l'état, C. Pfyffer refusa sa nomination, malgré les plus vives instances et même sous la menace de l'improbation du grand conseil. On n'a jamais bien connu les motifs de sa détermination. Nous avons lieu de croire qu'elle lui fut dictée d'une part par son désir de rester attaché au corps judiciaire, et d'autre part par la marche du pouvoir exécutif, chez lequel il aurait désiré plus d'ordre, d'activité et d'énergie. Comme il ne pouvait se flatter que la présence d'un nouveau membre pût remédier seule aux inconvénients qu'il déplorait, il préféra donc garder la présidence du tribunal d'appel et continua à être le membre le plus influent du grand conseil.

Nous le retrouvons, en août 1836, président la grande réunion populaire tenue à Reiden et qui fut provoquée par les nouvelles tracasseries que dirigèrent contre la Suisse, toujours à propos du séjour des réfugiés, les ministres étrangers, ayant cette fois à leur tête le duc de Montebello, ambassadeur de France. Cette assemblée décréta tout à la fois une déclaration publique, une adresse à la Diète alors réunie à Berne, et enfin un appel au peuple suisse. L'idée fondamentale de ces trois actes était de repousser toute intervention de la diplomatie étrangère dans les affaires de la patrie; de demander comme urgent le rappel de l'ambassadeur de France qui, par sa conduite s'était aliéné la confiance de la nation, et enfin le remplacement du pacte par une constitution fédérale, qui permit aux Suisses de se présenter comme un seul peuple en face de l'étranger. Quoique le vœu de cette assemblée et d'autres grands meetings populaires tenus simultanément, ne furent pas tous réalisés, cependant ils furent loin d'être sans influence sur les

délibérations de la Diète. Lorsque, en 1838, le gouvernement français renouvela ses injurieuses prétentions en réclamant l'expulsion du prince Louis-Napoléon et que les choses en vinrent au point que, de part et d'autre, on fit des préparatifs de guerre, C. Pfyffer s'éleva de nouveau, au sein du grand conseil de Lucerne, contre les exigences de l'étranger, et il obtint, en opposition avec la manière de voir de l'avoyer Kopp, président de la Diète, que son canton se prononçât pour le rejet de la demande du gouvernement français.

Casimir Pfyffer représentait son canton à la Diète, lors du mouvement survenu à Zurich en septembre 1839. Il fut avec Baumgartner, le seul député, qui voulût réprimer l'insurrection par la force armée de la Confédération.

Ce fut peu après ces événements que des symptômes de réaction se manifestèrent également dans le canton de Lucerne. Dans la session de novembre, un membre du grand conseil, J. Leu, d'Ebersold, ouvrit les hostilités en faisant une motion tendant à ce que ce canton se retirât du concordat des sept, prononçât l'abolition des articles de la conférence de Baden et décrétât le rappel des Jésuites. Cette motion était accompagnée d'une plainte formulée contre la conduite tenue jusqu'alors par le grand et par le petit conseil. Sur la proposition de C. Pfyffer, le grand conseil passa avec indignation à l'ordre du jour sur cette motion. Mais les mêmes demandes ne tardèrent pas à être reproduites sous une autre forme. En février 1840, une pétition, couverte de plusieurs milliers de signatures, recueillies à l'instigation de J. Leu ou plutôt des hommes dont il était l'instrument, fut adressée au grand conseil; elle demandait entr'autre que cette autorité soumît au peuple la question de savoir s'il y avait lieu ou non à reviser la constitution, et en cas d'affirmative, que l'on décrétât la formation d'une assemblée constituante, à laquelle on recommanderait les

questions soulevées précédemment par J. Leu. Le pays était alors en proie à une vive agitation. Le grand conseil nomma une commission présidée par C. Pfyffer. Celle-ci fit la proposition de déclarer que la constitution ne permettant pas de soumettre au peuple la question de la révision avant le terme de six ans, il ne pouvait être donné suite à la demande présentée; mais qu'immédiatement après l'expiration de ce terme, cette question serait soumise au peuple. C. Pfyffer conjura le grand conseil de tenir fermement à la lettre de la constitution, quoiqu'il pût advenir, et, en général de persister inébranlablement dans le système suivi depuis neuf ans, sans se préoccuper du triomphe éventuel d'un autre système. Il ne cessa, dans aucune circonstance, de renouveler les mêmes avertissements : « De- » meurez, Messieurs, disait-il, fidèles à vos opinions » jusqu'à la dernière heure de votre existence. De même » qu'un homme fait consister sa gloire à n'avoir jamais renié » des principes qu'il a reconnus vrais une fois, de même un » gouvernement doit mettre son orgueil à ne jamais dévier, » par suite d'une impulsion extérieure, du système qu'il a » une fois adopté. Puissiez-vous, Messieurs, vous rendre » un pareil témoignage ! » Le grand conseil, en effet, persista avec une constance rare, dans la ligne de conduite qu'il avait suivie, malgré les orages qui l'assaillirent.

La révision de la constitution de Lucerne, décrétée en janvier 1841, dans les assemblées populaires, fut suivie de la réunion d'une constituante. C. Pfyffer en fut nommé membre par un district de la campagne. Quoiqu'il ne fût soutenu que par sept de ses collègues, il lutta courageusement, au sein de cette assemblée, contre la tendance cléricale et ochlocratique qui caractérisa les décisions de la constituante. L'opinion de la minorité qu'il rédigea et dans laquelle il démontrait les vices du projet de constitution, a été livrée à l'impression.

Lorsque le projet de constitution fut converti en loi fondamentale par la sanction des assemblées populaires, le grand conseil en se retirant, pour faire place aux nouvelles autorités, émit une proclamation pleine de franchise, dont la rédaction fut l'œuvre de C. Pfyffer. Elle contenait entr'autres ce passage : « Notre position ne nous permet pas » de blâmer le peuple de n'avoir pas compris qu'une révision » de la loi fondamentale ne pouvait être utile qu'autant » qu'elle était entreprise en temps utile et sous d'heureux » auspices. Mais nous regrettons la ruine du bel édifice que » l'ancienne constitution avait élevé entre la république re- » présentative et la démocratie ; nous regrettons aussi qu'on » ait supprimé les limites établies entre le domaine de l'Église » et celui de l'État, et qu'on ait concédé à celle-là la faculté » d'empiéter impunément sur les droits imprescriptibles de » celui-ci. Nous laissons à vous-mêmes le soin d'apprécier » les fruits du nouveau régime que vous avez choisi ; mais » si vous veniez nous dire que les principes auxquels vous » avez renoncé, sont les rêves d'une imagination impie ; que » les hommes qui vous ont conduits à la liberté, en 1831, » et se sont dès-lors constamment occupés de vos plus chers » intérêts, sont des traîtres à la religion et à l'église, nous » repousserons hardiment une telle accusation, et nous en » appellerons au tribunal de l'histoire contre cette calomnie. »

Un assez grand nombre de citoyens de l'arrondissement électoral de Lucerne, voulant témoigner à C. Pfyffer l'estime que leur inspirait sa conduite, lui offrirent une médaille d'or avec cette inscription : *Au défenseur fidèle de la liberté et de la justice dans la constituante de 1841.* La lettre qui accompagnait ce don était conçue comme suit : « Pendant que dans l'assemblée constituante la majorité » sanctionnait des principes destructeurs de la liberté po- » litique, vous n'avez pas redouté, soutenu par une hono- » rable minorité, d'entrer en lice contre des opinions déjà

» arrêtées par une phalange compacte, et vous avez con-
 » tinué la lutte jusqu'à la fin avec persévérance et énergie.
 » Vos nobles efforts ont été vains. La nouvelle constitution
 » a fait malheureusement rétrograder notre canton. Elle
 » donne au clergé une influence jusqu'à présent sans exemple
 » sur le pouvoir politique. L'éducation lui est presque en-
 » tièrement confiée. Le placet, cette attribution de l'autorité
 » civile, reconnue dans tous les pays catholiques, unique
 » barrière opposée à des empiétements illicites, a été écarté.
 » La porte est ouverte aux Jésuites, et si à l'avenir le
 » canton de Lucerne n'est pas ravalé au rang servile et abject
 » d'une province de la Curie romaine, nous en serons rede-
 » vables non à la nouvelle constitution, mais au bon génie
 » qui a veillé jusqu'à présent sur notre patrie. »

Elu au nouveau grand conseil par le cercle de Trien-
 gen, qui lui annonça sa nomination par une lettre conçue
 en terme très flatteurs, Casimir Pfyffer forme, dans le sein
 de cette assemblée, avec six ou sept membres, une petite
 mais courageuse minorité, qui défend avec énergie les prin-
 cipes qui dirigeaient la précédente administration. Son
 opposition s'est surtout manifestée dans la discussion de la
 loi contre la presse récemment promulguée : « Il y a treize
 » ans, dit C. Pfyffer à cette occasion, que je luttais pour la
 » liberté de la presse contre la censure; aujourd'hui je dé-
 » fends la même liberté contre une loi qui la menace; je
 » combattrai toujours en sa faveur, sous quelque forme
 » qu'on l'attaque. »

Rentré dans la vie privée, C. Pfyffer s'occupe d'affaires
 judiciaires. Ses amis et ses ennemis rendent justice à ses
 talents, à ses connaissances et à son activité. Voici entr'autres
 le jugement qui était porté sur lui, en 1833, dans un ex-
 posé de la situation politique de Lucerne dirigé *contre* les
 hommes qui avaient coopéré à la régénération de ce canton :
 « Le chef du parti libéral est incontestablement C. Pfyffer,

» président du tribunal d'appel. Avocat distingué sous le
 » gouvernement précédent, il figurait dans les rangs de
 » l'opposition au sein du grand conseil, dont il était membre
 » depuis 1826. Habile dans l'art de dissimuler (*), il est
 » doué de toutes les qualités requises pour jouer un très
 » grand rôle, si ce n'est le premier, dans une petite ré-
 » publique, où il n'a à redouter aucun rival sur le terrain
 » parlementaire, soit pour les talents, soit pour l'éloquenc.
 » D'un caractère froid, réservé, il pense plutôt qu'il ne
 » parle. Tel est l'homme qui dicte, pour ainsi dire, la
 » loi au canton de Lucerne, bien que de temps à autre
 » telle ou telle de ses opinions reste en minorité dans les
 » votations du grand conseil. Edouard Pfyffer est peut-être
 » le seul membre capable de soutenir une lutte parlemen-
 » taire avec son frère Casimir.»

La vie privée de C. Pfyffer, simple et sans faste, a constamment été à l'abri de tout reproche. Il a épousé en 1819 une Lucernoise, dont il n'a aucun enfant. Son frère Edouard est mort ne laissant également aucun postérité.

Les écrits que Casimir Pfyffer a publiés sont sinon volumineux, du moins fort nombreux. En voici la liste : *Sätze aus der Metaphysik zum Behuf einer öffentlichen Prüfung*. Lucerne, 1812. — *Dissertatio inauguralis juridica de variis caventium pro aliis appellationibus earumque significatione*. Tubingue, 1821. — *Die Bürgerschaft nach den Gesetzen des Kantons Luzern*. Tubingue, 1821. — *Aufzählung der in dem Felberschen Prozesse zu Luzern begangenen Informalitäten*. Aarau, 1825. — *Ueber Pressfreiheit und Publicität, eine Rede gehalten im Grossen Rathe*. Lucerne, 1828. — *Anrede an die landwirthschaftliche Gesellschaft des Kantons Luzern*. 1829. — *Zuruf an den eidgenössischen Vorort Luzern*. Lucerne, 1831. — *Kurze Rechtfertigung meines Zurufs an den eidgenössischen Vorort*. Sursee, 1831. — *Ueber die Folgen der neuesten Staatsreformen in der Schweiz, in Hinsicht auf Politik und Kultur. Eine Rede, gesprochen in der helvetischen Gesellschaft*. Zurich, 1831. — *Vortrag, gehalten in der helvetischen Gesellschaft zu Richtenschweil*. 1832. — *Eröffnungsrede im Grossen Rathe*. Lucerne, 1831. —

(*) C'est bien à tort, dit un publiciste lucernois, qu'on accuse Pfyffer de dissimulation; on rencontre rarement un homme plus franc et moins indécis dans ses paroles et dans ses actions.

Oeffentliche Stimme über die fremden Noten. 1834. — *Vortrag der Gesandtschaft von Luzern in der Sitzung vom 22. Juli 1834 über die Noten der fremden Mächte.* — *Anrede bei Eröffnung des Grossen Rathes.* 1834. — *Eröffnungsrede in der landwirthschaftlich ökonomischen Gesellschaft des Kantons Luzern.* 1835. — *Rede über die schweizerische Bundesreform in der Sitzung der eidgenössischen Tagsatzung den 28. Juli 1835.* Berne, 1835. — *Rede im Grossen Rathe über die Angelegenheit des Ludwig Napoleon Bonaparte.* 1838. — *Einige Worte über den Zehnten.* 1839. — *Kurzer Abriss einer Staatsverfassungsgeschichte des Kantons Luzern.* Lucerne, 1840. — *Beleuchtung der Leuischen Anträge.* Sursee, 1840. — *Schlussrede im Grossen Rathe am 22. Hornung 1841.* — *Gutachten der Minorität des Verfassungsrathes über den Entwurf der neuen Constitution.* 1841. — *Rede im Grossen Rathe über das neue Pressgesetz.* 1842. — *Erläuterungen des bürgerlichen Gesetzbuches des Kantons Luzern.* Lucerne, 1832—1839. Trois volumes in-8. — *Rechtsfreund für den Kanton Luzern.* Zurich, 1842. — Les tomes VII et VIII du recueil *l'Helvetia* sont l'ouvrage de C. Pfyffer. On lui attribue l'écrit intitulé : *Auch etwas über die Kirchengüter und über die Verhältnisse geistlicher Personen und Sachen im Staate überhaupt und in der schweizerischen Eidgenossenschaft insbesondere.* Gegen Geiger und Görres. Zurich, 1828. — Il a coopéré aux *Allgemeinen politischen Annalen*, à l'époque où Rotteck en était le rédacteur, ainsi qu'au *Staatslexicon* de Rotteck et Welker; en outre au *Kritischen Zeitschrift für Rechtswissenschaft und Gesetzgebung des Auslandes*, et aux *Annalen der Criminalrechtspflege*, de Demme. — Il est l'auteur de Mémoires judiciaires qui ont été publiés, en faveur du canton de Lucerne, dans l'affaire Cellard-Leuzinger. On lui a attribué également quelques brochures politiques qui ont paru sous le voile de l'anonyme. Enfin la presse politique périodique lui est redevable d'un grand nombre d'articles.

Galerie des Suisses distingués du 19^e Siècle.



D^r JACQUES-ROBERT STEIGER.

Lith. C. Durheim à Berne.

M. JACQUES-ROBERT STEIGER (*).

Therein, ye gods, you make the weak most strong;
Therein, ye gods, you tyrants do defeat;
Nor stony tower, nor walls of beaten brass,
Nor airless dungeon, nor strong links of iron,
Can be retentive to the strength of spirit.

SHAKESPEARE — Jules César, acte I, scène 5.

CET homme distingué, dont le sort a préoccupé la Suisse à un degré peut-être inouï dans les annales de nos luttes civiles, n'est redevable qu'à son mérite du rang qu'il occupe parmi les notabilités helvétiques contemporaines.

Né à Geuensée, village du district de Sursée, canton de Lucerne, le 6 juin 1801, d'un père qui, après avoir exercé l'état de tailleur, s'était retiré dans une petite propriété qu'il cultivait lui-même, le jeune Robert fréquenta d'abord l'école paroissiale assez mauvaise de son endroit natal, jusqu'à sa dixième année, qu'il assista à quelques cours trimestriels de l'instituteur Schöch, de Feldkirch, lesquels se donnaient alternativement à Triengen, Geuensée et Hitzkirch. Il y apprit passablement à écrire. A l'âge de quatorze ans, il fut placé comme copiste chez le greffier Erasme Hochstrasser à Zell, d'où son père le retira, au bout de quelques semaines, pour l'envoyer à l'école voisine du chapelain Räber à Sursée, où il reçut les premières notions de latin. Hors de l'école, il s'adonnait aux travaux d'agriculture : il aidait à faire les foins, conduisait la charrue, battait le grain; en un mot il s'employait à tous les travaux domestiques et champêtres; plus tard, lorsqu'il fréquenta

(*) Plusieurs des données que contient cette Notice, sont tirées de l'intéressante brochure publiée tout récemment sous le titre : *Dr. Jakob Robert Steiger und dessen Staatsprozess in Luzern. Herausgegeben von Dr. Kasimir Pfyffer. Luzern 1845. 8.*

les établissements d'éducation de Lucerne, il fit de même pendant les vacances.

Ce fut dans l'automne de l'année 1817, qu'il se rendit dans cette capitale, où il profita de l'instruction donnée au lycée, et se fit remarquer par ses heureuses dispositions non moins que par la régularité de sa conduite. Parvenu dans la classe de rhétorique, il eut le bénéfice d'une bourse annuelle de 100 francs, qu'il restitua plus tard, ne voulant pas entrer dans les ordres. En 1821, il suivit les cours de philosophie de Troxler, et lorsque ce professeur fut privé de sa chaire, par suite de la tendance libérale de ses doctrines, Steiger prit une part très active dans les réclamations que firent alors les étudiants. Membre zélé de la section lucernoise de la société de Zofingue, il fut nommé, en 1823, président de cette section, et par suite du comité central suisse. C'est à cette époque que Steiger commença ses études de théologie, mais il ne tarda pas à abandonner cette carrière pour se rendre à Genève. A la veille de son départ, il eut encore un conflit avec le père Sébastien Ammann, qui était alors capucin à Sursée, et qui prêchait contre les libéraux et contre les *Stunden der Andacht*. Dans son indignation, le jeune Steiger écrivit une lettre au capucin en termes un peu véhéments. La police s'immisça dans ce démêlé et poursuivit l'écrivain jusqu'aux bords du Léman. Le lieutenant de police de Genève, qui venait également d'avoir une querelle avec le curé Vuarin, soutint la cause de Steiger, et étouffa l'affaire. Des amis de la société de Zofingue qu'il retrouva à Genève l'introduisirent dans plusieurs bonnes sociétés. Il s'adonna alors avec ardeur à l'étude des sciences naturelles, dignement enseignées par le célèbre botaniste de Candolle, l'illustre physicien Pictet, et le professeur de chimie de la Rive, père. Il s'initia également aux préparations pharmaceutiques, en travaillant dans plusieurs laboratoires, et il visitait fréquemment le musée d'his-

toire naturelle et d'autres établissements analogues. Conscrivant ses chétives ressources à se procurer les livres nécessaires, il vivait dans une gêne continuelle, ne prenant qu'un repas par jour et ne se nourrissant guère que de pain sec.

En 1824, Steiger se rendit à pied à l'université de Fribourg en Brisgau, n'ayant dans sa poche qu'une somme de 20 francs, mais en revanche riche de connaissances variées et de qualités solides. Il y étudia la médecine pendant deux ans sous les professeurs Buchegger, Schulze, Beck, Ecker, Baumgärtner, Walchner, Fromherz et Perleb. Ses maîtres, appréciant son mérite et ses moyens, eurent tous pour lui les procédés les plus obligeants et les plus désintéressés. Les secours qu'il recevait de la maison étaient exigus, et le gouvernement de Lucerne, qui était loin d'être bien disposé à son égard à cause des tendances libérales qu'il avait manifestées, ne lui accorda aucune des bourses destinées aux étudiants universitaires, quoiqu'il en postulât une chaque année. Steiger s'en expliqua une fois auprès M. le conseiller d'état Ed. Pfyffer, qui était favorablement disposé pour lui; il lui écrivit entr'autres : » Je ne sais encore, à l'heure qu'il » est, ce qu'il me reste à faire. Cependant je ne suis pas » abattu, j'ai confiance en Dieu et en moi-même, et je suis » plus que jamais résolu de continuer mes études et de suivre » la ligne de conduite tracée par Horace : *Multa fecit tulitque* » *puer, sudavit et alsit, abstinuit venere et vino*. Il est vrai » que cette année j'aurai plus d'ouvrage qu'à l'ordinaire, » puisque la grêle a fortement endommagé la propriété de » mon père et qu'elle y a tari notre seule ressource à tous » deux, quelque muids de blés, et surtout le chanvre et la » graine de chanvre. Mais Horace dit encore : *Vilius argen-* » *tum est auro, virtutibus aurum*. Je fais comme toujours : » j'ai étudié, j'ai mendié, j'ai eu faim et je suis resté honnête » dans la pensée consolante : *perfer et obdura, dolor hic tibi* » *proderit olim*. »

Pour être en état de continuer ses études, Steiger s'adressa successivement aux prélats d'Engelberg, de St.-Urbain, d'Einsiedeln et de Muri, réclamant d'eux des secours, à titre de prêt portant intérêt. Il leur dépeignait sa position précaire, sans dissimuler la conviction où il était, qu'à l'aide de ses travaux antérieurs et d'une application soutenue, il ne devint un jour un homme capable, et par conséquent en état de s'acquitter des obligations qu'il aurait contractées. Mais toutes ces démarches furent repoussées par un clergé égoïste. Cependant ses amis, entr'autres Rodolphe Burkhard de Bâle (depuis conseiller d'état), lui firent des avances pécuniaires, qu'il restitua plus tard.

En mai 1826, fort de cet appui, Steiger put se rendre à Paris, où il séjourna jusqu'au commencement de l'hiver. Il y fréquenta les cours de clinique des célèbres médecins Dupuytren, Recamier, Chomel, Boyer, Roux, Sanson, Larrey, Biotte et Cruveilhier; il mit à contribution le jardin des plantes et visita avec admiration les grands établissements que cette magnifique capitale renferme.

A son retour à Lucerne, vers la fin de 1826, il fut, après un examen des plus brillants, reçu médecin et chirurgien, et s'établit dans sa commune, à Buron, près Geuensée. C'est ainsi qu'après les rudes labeurs de sa jeunesse, il avait fini par atteindre le but qu'il poursuivait avec ardeur. Il ne tarda pas à acquérir une clientèle considérable, et sa position lui permit alors d'épouser une jeune personne dont il avait conservé un tendre souvenir depuis ses études à l'université de Fribourg, la fille d'un conseiller antique, mademoiselle Sophie Neumann. En 1827, il fut question de nommer Steiger à la chaire de philosophie. Voici ce qu'il écrivait à ce sujet à M. Ed. Pfyffer : » Je suis profondément pénétré de l'idée » d'enseigner la plus grande des sciences humaines, celle qui » réunit toutes les branches de nos connaissances; je sais » parfaitement apprécier l'honneur qui en réjaillirait sur moi,

» mais j'éprouve aussi un profond découragement inspiré par
 » la conviction de mon impuissance à m'acquitter convenable-
 » ment d'une si haute mission. Nos savants ne songent habi-
 » tuellement qu'à reproduire les trésors qu'ils ont amassés de
 » longue main, et à les faire valoir en détail : ils étudient pour
 » les autres. Quant à moi, jusqu'à présent, je n'ai étudié que
 » pour moi-même ; il m'importait peu de montrer que j'avais
 » appris quelque chose, je ne voulais qu'étancher ma soif de
 » science ; c'est pour cela que je ne saurais comment ensei-
 » gner la philosophie. Aussi bien me suis-je créé une philo-
 » sophie par la lecture de différents ouvrages, mais surtout
 » en sondant mes propres sentiments ; cette philosophie ne
 » se traduit peut-être pas si pompeusement en théories ; mais
 » elle intéresse plutôt le cœur humain et sert de compagne
 » fidèle dans toutes les situations de la vie. Dans mes jour-
 » nées de détresse et d'études, où la faim me rongait sou-
 » vent, j'ai sucé le lait d'une philosophie hors de la portée de
 » celui qui n'a pas connu les angoisses du besoin le plus im-
 » périeux de la vie. Est-ce qu'une pareille philosophie est
 » du ressort de l'enseignement ? Dans ce cas aucun philo-
 » sophe, à l'exception de Socrate, n'aurait enseigné selon
 » mes principes. Ni le divin Platon, ni le savant Aristote
 » n'ont satisfait le cœur humain, quoique personne, de nos
 » jours, ne doive se vanter d'avoir surpassé ou seulement
 » égalé l'un ou l'autre. »

La nomination de Steiger n'eut pas lieu. Le jeune doc-
 teur n'était du reste pas dans les bonnes grâces du gouverne-
 ment de cette époque. Proposé comme médecin du district
 de Sursée, il vit sa candidature plusieurs fois repoussée par
 le conseil quotidien ou le petit conseil.

Steiger prit une part très active dans le mouvement poli-
 tique, qui agita le canton de Lucerne, ainsi qu'une grande
 partie de la Confédération, après les événements de juillet
 1830. En décembre de la même année, il fit partie de la

constituante lucernoise et s'y distingua par sa défense chaleureuse des intérêts libéraux. Après l'adoption de la nouvelle constitution, il fut nommé membre du grand et du petit conseil, ainsi que du conseil d'état, et il vint se fixer à Lucerne. Il fit encore partie du conseil d'éducation et de la commission de justice et de police, et fut en outre président du conseil de santé. En 1833, son canton l'envoya comme second député à la diète fédérale de Zurich, qui, la même année, l'investit des fonctions de commissaire fédéral à Bâle, après la malheureuse expédition tentée par la ville contre la campagne. L'année suivante, il fut de nouveau élu second député à la diète de Zurich; puis, en 1837, vice-avoyer de son canton, et, comme tel, il se trouvait en première ligne pour obtenir la dignité la plus éminente de la république. A l'inverse de ses adversaires actuels, qui ont tout sacrifié à l'ambition des places, Steiger choisit ce moment pour se retirer du conseil d'état et reprendre exclusivement sa profession de médecin. Cependant il continua à faire partie du grand conseil jusqu'en 1841, et fut encore, en 1838, troisième député du canton à la diète de Lucerne, lors de la crise politique provoquée par les événements de Schwyz et de nos démêlés avec la France. Dans cette carrière si utile, il ne tarda pas à se faire une clientèle très considérable, et acquit bientôt la renommée d'un médecin de premier ordre. Récoltant ce qu'il avait semé dans sa jeunesse, il acquit une fortune qui lui permit de faire construire une belle et grande maison. Sa vie était du reste fort simple, et il s'abstenait de toute boisson spiritueuse. Sa bienfaisance envers les malades indigents, ses soins assidus et bienveillants pour tous, un grand nombre de cures heureuses, lui concilièrent au plus haut degré l'affection de toutes les classes de la société. Il se perfectionnait constamment par l'étude des meilleurs ouvrages, et composa plusieurs dissertations, qu'il lut comme membre ou comme président de la société médicale. Ses

promenades et ses heures de loisir étaient consacrées à l'étude du règne végétal, et il parvint à réunir tous les matériaux d'un ouvrage complet sur les plantes du canton de Lucerne. Le Dr. Steiger est actuellement président de la société helvétique, dite de Schinznach.

Aussi irréprochable dans sa vie privée que recommandable par les plus hautes qualités du cœur et de l'esprit, il savait apprécier tous les charmes de la vie domestique. Il eut de son mariage six enfants, tous de la plus belle espérance ; l'aîné a dix-sept ans et le cadet à peine sept.

A l'époque où l'on préparait un frein aux idées libérales, et où l'ultramontanisme et le jésuitisme commençaient à se montrer ouvertement, Steiger se lança dans la carrière de publiciste avec un rare dévouement, et fonda le journal l'*Eidgenosse* de Lucerne, à la rédaction duquel il était obligé de consacrer une portion de ses nuits. C'est surtout, en 1841, lorsque la ruine du libéralisme fut décidée dans son canton, que Steiger défendit ses droits avec une admirable fermeté et un courage que ni des procès de presse nombreux ni les tracasseries d'un pouvoir outrageux ne purent ébranler. A la fin de juin 1844, il quitta la rédaction de l'*Eidgenosse*, l'éducation de ses fils remplissant toutes les heures de loisir que lui laissait l'exercice de sa profession ; mais il continua à enrichir le journal de ses articles et combattit infatigablement l'appel des jésuites, provoqué par ceux qui avaient juré d'étouffer le progrès.

Cette question s'agitait depuis la retraite du gouvernement libéral en 1841, et trouvait entr'autres des apologistes dans un homme (M. Siegwart-Muller) qui deux ans auparavant avait écrit une brochure contre cette congrégation. Nous ne rappellerons pas toutes les phases que subit la discussion de cette affaire au sein du grand conseil ; nous nous bornerons à dire qu'après une lutte parlementaire dans laquelle le parti conservateur lui-même fut très divisé, les

jésuites furent enfin définitivement appelés le 24 octobre 1844. Il en résulta une grande rumeur dans le canton de Lucerne, ainsi que dans toute la Confédération.

L'opposition se plaça d'abord sur le terrain légal. Le décret fut soumis par la constitution de l'état au *veto* du peuple pendant cinquante jours. Des réunions eurent lieu dans la plupart des communes, et un très grand nombre de citoyens (plus de 8000) se déclarèrent contraires à l'appel des jésuites ; mais on put néanmoins prévoir, vers l'expiration du temps du *veto*, que la majorité absolue des citoyens ne recourrait pas au droit que la constitution leur donnait, et que le décret du grand conseil serait ainsi tacitement sanctionné.

Dans cet état de choses, deux opinions divergentes se firent jour dans le camp des adversaires des jésuites. L'une prétendait que si l'usage du *veto* n'aboutissait pas à mettre en évidence une majorité positive opposée à cet ordre, les moyens légaux étant épuisés, il fallait se soumettre. L'autre, considérant l'abandon de l'instruction supérieure aux jésuites comme une infraction formelle à la constitution, qui confie la direction de l'enseignement aux autorités administratives supérieures, pensait qu'une violation de la constitution ne devait pas être tolérée, même par une minorité, mais que celle-ci était autorisée à opposer la force contre de pareils actes.

Les partisans de ce dernier principe préparèrent en conséquence l'insurrection qui éclata dans la matinée du 8 décembre 1844. Une espèce de combat s'engagea sur la place des Moulins, dans lequel les troupes du gouvernement, grâce à la présence d'esprit d'un simple lieutenant, conservèrent l'avantage. Immédiatement après cette échauffourée, de nombreuses arrestations furent faites dans la ville, d'après les ordres directs du gouvernement ; mais les conjurés n'étant pas connus, on procéda par voie de suspicion, et c'est ainsi qu'on mit en accusation le docteur

Steiger, tandis qu'il était tranquillement chez lui occupé des travaux de son état.

Bientôt le bruit se répandit que des attroupements de la campagne marchaient sur la ville, renforcés d'un grand nombre d'Argoviens, de Soleurois et de citoyens de Bâle-campagne. Près du pont de l'Emme, à une demi-lieue de Lucerne, les troupes du gouvernement et les volontaires en vinrent aux mains vers les dix heures; les milices lucernoises eurent cinq hommes tués et vingt blessés, et elles furent dispersées. Les volontaires, mal conseillés par un des hommes influents du mouvement, jugèrent néanmoins à propos de rétrograder, lorsqu'ils eurent appris l'échec éprouvé dans la capitale. Et cependant la confusion et la peur y dominaient tellement, que la simple apparition des corps-francs aux portes de Lucerne aurait suffi pour déterminer la chute du gouvernement.

Les arrestations redoublèrent dans la ville et s'étendirent bientôt à toutes les localités de la campagne suspectes de libéralisme ou plutôt de sentiments hostiles aux jésuites. Partout les prisons regorgèrent de prévenus; et une mesquine échauffourée fut ainsi transformée en une vaste conjuration. Le nombre des détenus s'éleva à plusieurs centaines; le plus grand nombre des libéraux ne purent échapper que par la fuite aux persécutions du parti vainqueur. Des enquêtes contre tous ceux qu'on avait pu saisir furent dirigées avec une légèreté et une brutalité de formes inconnues jusqu'alors; à l'égard d'un très grand nombre de prévenus, on se borna à les laisser moisir dans les prisons sans les entendre, et l'on mit impitoyablement le séquestre sur toutes leurs biens.

Ce ne fut que quatre semaines après la lutte que le grand conseil fut convoqué pour entendre un rapport sur les événements. MM. Kopp, ancien avoyer, et Casimir Pfyffer firent toutes leurs efforts pour inspirer à ce corps

la seule politique qui pouvait rétablir le calme, en insistant sur la nécessité d'une amnistie. Leurs voix éloquentes furent impuissantes devant le fanatisme d'une majorité compacte. Et cependant il est facile de comprendre que si les sages conseils de ces deux hommes d'état avaient été écoutés, les événements subséquents n'auraient pas eu lieu; les réfugiés, au lieu de recourir à des moyens violents et désespérés, seraient paisiblement rentrés chez eux. Malheureusement tout ce que le grand conseil sut faire pour remédier à la situation, se borna à un décret rigoureux contre de nouvelles formations de corps-francs.

Dans ces entrefaites, le docteur Steiger était resté en prison, et après avoir tardivement subi quelques interrogatoires, dans lesquels aucun fait à sa charge ne put être invoqué, il fut enfin relâché, le 23 janvier, contre un cautionnement de 4000 francs, mais, grâce seulement à la détermination spontanée que prit le juge d'instruction, qui déjà vingt jours auparavant avait déclaré que la procédure instruite contre M. Steiger permettait de le mettre en liberté. Pour ne pas retomber dans les serres d'un pouvoir d'autant plus despotiquement craintif, qu'il redoutait avant tout l'influence morale immense dont le docteur Steiger jouissait, celui-ci s'empressa de quitter Lucerne le 24 au matin; des dragons furent immédiatement envoyés à sa poursuite, mais sans pouvoir l'atteindre.

M. Steiger arriva à Zürich le 24 janvier et assista à la fameuse assemblée populaire d'Unterstrass. Prié de se faire entendre, il s'y refusa en alléguant la position exceptionnelle où il se trouvait et la situation de son canton. De Zürich, M. Steiger se rendit dans plusieurs autres cantons, cherchant à engager les premiers magistrats à provoquer, au sein de la prochaine diète, un arrêté d'amnistie pour les victimes des événements de décembre, et un autre arrêté enjoignant à Lucerne de retirer le décret qui avait appelé les jésuites. Les

peines incroyables que cet excellent patriote se donna pour maintenir l'affaire sur un terrain légal, échouèrent devant l'impuissance de la diète ; tandis que si Genève et St.-Gall se fussent joints aux dix états et deux demis qui voulaient procéder par voie d'un arrêté fédéral contre Lucerne seulement, la sanglante catastrophe qui suivit l'ajournement de la diète, le 19 mars, eût été évitée. Au contraire, l'arrêté pris contre les corps-francs, joint à l'exaspération qu'avaient produite les démarches blessantes de presque toutes les cabinets, accélérèrent un mouvement qu'il était d'autant plus difficile d'empêcher, que chaque jour les persécutions du parti dominant à Lucerne prenaient un caractère plus odieux.

En présence des calamités qui pesaient sur sa patrie, à la vue des masses de réfugiés, qui chaque jour affluaient sur la terre hospitalière d'Argovie, le docteur Steiger n'hésita plus sur le parti qu'il avait à prendre ; il devint l'un des membres les plus actifs du comité lucernois, qui succéda au comité argovien. Les vues qui le dirigèrent sont exposées de la manière la plus noble tant dans la proclamation émanée de ce comité, que dans la défense que Steiger présenta devant les tribunaux et dont nous donnons plus bas des extraits.

Le 31 mars fut choisi pour l'exécution de l'entreprise proposée. Les corps-francs de divers cantons, au nombre d'environ 3000 hommes, réunis aux réfugiés lucernois, qui composaient eux-mêmes plus de douze-cents hommes, étaient animés des meilleures dispositions. L'armée expéditionnaire formait deux brigades, sous le commandement en chef de M. Ulrich Ochsenbein, de Nidau, capitaine d'état-major fédéral. Le détail des opérations des journées du 31 mars et du 1^{er} avril rentrent d'autant moins dans notre cadre que le docteur Steiger ne put se mêler en rien de la partie militaire de l'entreprise. L'on sait comment les succès de la marche

du premier jour et d'un plan très habilement conçu furent complètement paralysés d'une part par les tergiversations que quelques chefs influents montrèrent arrivés aux portes de Lucerne et d'autre part par la retraite inexplicable de la colonne commandée par le major Billot et qui s'était dirigée sur l'Emmenbaum.

Le détachement dans lequel se trouvait le docteur Steiger, se retira sur la vallée de Hitzkirch, continuellement harcelé par des landstürmer. Parvenu dans l'après-midi près de Mosen, pendant que le docteur était occupé à donner des soins à des blessés, il tomba entre les mains d'habitants du Freiamt argovien, qui le remirent à des landstürmer, après l'avoir cruellement insulté et maltraité. Le lendemain, il fut conduit garrotté à Lucerne, où il fit son entrée sur une charrette au milieu des vociférations et des huées des suppôts du parti vainqueur. Il fut mis au secret le plus rigoureux dans un des plus noirs cachots de la Kesselthurm.

Il n'y eut que le colonel Rothpletz qui fut interrogé dans le cours de la procédure instruite contre M. Steiger. Ses aveux constatèrent la formation de comités de district en Argovie dès le commencement de janvier, et l'existence d'un comité central militaire à Arau pour l'organisation des corps-francs, la dissolution de ce comité ensuite de l'invitation du gouvernement argovien en date du 26 mars et son remplacement par le comité lucernois. Il y eut d'abord quelques contradictions dans les dépositions du docteur Steiger et du colonel Rothpletz relativement aux promesses faites à celui-ci; mais la confrontation des prévenus les fit disparaître.

Le jugement du docteur Steiger fut fixé au commencement de mai. Dans l'intervalle la presque totalité des corps-francs faits prisonniers avaient été relâchés, par suite de la convention conclue entre le gouvernement lucernois et les délégués de Berne, d'Argovie, de Soleure et de Bâle-campagne, convention, comme on le sait, aussi onéreuse qu'hu-

miliante pour ces cantons, mais qui eut du moins l'avantage de ramener le calme dans un grand nombre de familles.

La fermeté du docteur Steiger ne se démentit pas un instant pendant le cours de son procès. Son attitude devant ses juges redoubla les sympathies qui s'étaient manifestées en sa faveur. De tous les points de la Suisse, et de tous les camps politiques, en effet, les démarches les plus actives avaient été faites auprès du gouvernement de Lucerne pour l'engager à ne pas verser le sang du chef civil de la désastreuse expédition du 31 mars.

Ce fut le samedi 3 mai que le docteur Steiger comparut devant le tribunal criminel de Lucerne. Les fonctions d'accusateur public avaient été confiées à un fonctionnaire exalté, M. Hegi. M. Casimir Pfyffer, ami de Steiger, remplit l'office d'avocat; après quoi l'accusé jugea à propos d'adresser lui-même à ses juges un discours, chef-d'œuvre de noble et d'éloquente simplicité, et dont voici quelques passages :

» Je n'ai point pris part à l'expédition dans des intentions
 » déloyales ou pour amener le renversement du gouverne-
 » ment de Lucerne. Mon unique but était de faire révoquer
 » l'appel des jésuites, comme contraire à la constitution, et
 » d'obtenir ensuite, comme conséquence immédiate de cette
 » mesure, une amnistie complète en faveur des prisonniers et
 » des réfugiés politiques. Je sais fort bien que ce n'était pas
 » la voie régulière; mais quand tous les moyens légaux ont
 » été inutilement épuisés pour maintenir intacte la constitu-
 » tion du pays, pour conserver des droits solennellement ga-
 » rantis, alors l'emploi de la force devient légal, et le droit
 » immuable de la nature et de la raison l'emporte sur le droit
 » positif; c'était le cas lors de l'expédition des corps-francs
 » de mars dernier.

» Selon ma conviction la plus intime, et selon celle de
 » plusieurs milliers de mes concitoyens, l'appel des jésuites
 » viole la constitution de l'état. Vous me dispenserez sans

» doute de citer les raisons qui motivent cette opinion, puis-
 » que je ne ferais que reproduire les principes posés, il n'y a
 » pas encore longtemps, par le gouvernement de Lucerne lui-
 » même, lorsqu'il déclara que l'appel des jésuites dans ce
 » canton était en opposition directe avec la constitution, les
 » devoirs et les serments des magistrats. Une autre convic-
 » tion non moins profonde remplit mon cœur, c'est que l'in-
 » troduction des jésuites à Lucerne provoquera pour ce can-
 » ton le plus grand malheur qui puisse le menacer, celui de
 » détruire toute liberté intellectuelle, toute paix et toute har-
 » monie entre les citoyens, non-seulement à Lucerne, mais
 » encore dans toute la Confédération; c'est donc une cala-
 » mité générale qui entraînera tôt ou tard la ruine de la com-
 » mune patrie.

» Cependant tous les moyens qu'on appelle légaux.
 » étaient épuisés pour détourner ce malheur; la diète elle-
 » même ne parvint point à prendre une décision, Le grand
 » conseil de Lucerne, qui aurait pu et même dû accorder une
 » amnistie générale, parce qu'il ne pouvait ignorer le deuil
 » qui couvrait le pays tout entier, et l'agitation qui non-seule-
 » ment déchirait le canton, mais qui tourmentait la Suisse en-
 » tière, ne fit rien pour la calmer et dès-lors les persécutés
 » politiques n'eurent d'autre moyen de salut que celui de leur
 » propre force.

» Je faisais partie de ces infortunés. Arrêté déjà le 8 dé-
 » cembre dernier sans aucun motif quelconque, puisque je
 » n'avais pris aucune part aux événements de cette époque,
 » je n'obtins ma liberté qu'au bout de 47 jours sur la demande
 » du tribunal d'enquête lui-même, sans qu'on ait daigné me
 » faire connaître les motifs de ma détention. Sorti de mon
 » cachot, je quittais la ville pour réparer ma santé délabrée
 » par de longues privations; mais quelle fut mon indignation,
 » en apprenant que le pouvoir venait de lancer un détache-
 » ment de cavalerie à ma poursuite pour me ramener en pri-

» son. Les persécutions qui désolaient le canton de Lucerne
 » augmentaient de semaine en semaine, au lieu de diminuer.
 » Plus de 50 personnes, averties du danger, se sauvèrent de
 » Sursée ; je comptais dans leur nombre des amis et des col-
 » lègues, les docteurs *Ræber*, *Meier* et d'autres qui n'avaient
 » pris aucune part aux événements politiques. C'est ainsi que
 » s'échappa encore le docteur *Heller*, plutôt conservateur que
 » libéral, et un si grand nombre d'autres personnes que plus
 » de 2000 citoyens, la 12e partie des citoyens aptes à voter,
 » quittèrent femmes, enfants, biens et patrie pour échapper
 » à ce système de terreur.

» Tout cela révolta mon âme ; mon propre exil l'exas-
 » péra. En effet, quels yeux n'auraient pas versé des larmes,
 » en assistant à la séparation douloureuse des femmes et en-
 » fants qui venaient d'embrasser leurs époux ou leurs pères,
 » pour retourner dans leur triste pays. Mon caractère me
 » porte impérieusement à compatir aux souffrances de mes
 » semblables. C'est dans ce but que je me vouais à la méde-
 » cine, vocation dans laquelle je crois être toujours resté
 » fidèle à l'humanité. Des milliers de cœurs reconnaissants
 » adressent en ce moment leurs prières au ciel pour me ré-
 » compenser de ce que j'ai fait pour eux. J'ai également obéi
 » à ces sentiments dans l'affaire qui m'amène aujourd'hui de-
 » vant votre tribunal. Si j'ai mérité la mort en combattant
 » sous le drapeau de la compassion humaine, comme le pré-
 » tend mon accusateur, eh bien, Messieurs, faites-moi fusilier,
 » faites cesser les mouvements de ce cœur qui n'eut d'autres
 » pensées que le soin d'adoucir les maux de ses semblables ;
 » brisez mon existence au milieu de cette ville de Lucerne,
 » dont la plupart des habitants m'aiment et me respectent ;
 » retranchez-moi du nombre des vivants, afin que mon âme
 » puisse enfin se reposer, et oublier une femme bien aimée,
 » des enfants pleins d'espérance, un vieux père et une sœur
 » aveugle dont j'étais l'unique soutien.

» Non ! je ne mérite pas la mort, car mon intention n'é-
 » tait pas déloyale. Si cependant une sentence capitale de-
 » vait me frapper, je ne m'en effrayerais pas. Je possède
 » heureusement assez de courage pour mourir en faveur
 » d'une idée à laquelle j'ai voué toute ma vie, et je m'estime-
 » rai même heureux de pouvoir mourir en martyr dans la
 » lutte de la liberté contre le despotisme jésuitique. Ma
 » conscience est calme, je me présenterai sans crainte devant
 » le trône du Très-Haut avec la conviction de n'être pas cri-
 » minel, de jouir là haut de la béatitude éternelle et ici bas
 » d'un honorable souvenir. Une innocente famille ne sera
 » pas oubliée ni par ses nombreux amis, ni surtout par Celui
 » qui nourrit les oiseaux dans l'air. Si je dois mourir, je n'ai
 » donc plus qu'un seul vœu à former, c'est que Dieu ne tarde
 » pas à accorder au beau canton de Lucerne le calme et le
 » bonheur. »

Ce discours produisit une vive sensation. L'auditoire, les juges eux-mêmes étaient profondément émus ; mais, après un silence de quelques minutes, la partie publique reprit avec violence tous les chefs d'accusation, et insista surtout sur l'hostilité que Steiger avait montrée contre le gouvernement lorsqu'il rédigeait l'*Eidgenosse*. M. Pfyffer répliqua et releva chaleureusement plusieurs sorties inconvenantes de la partie publique.

Les débats ayant été clos, après une délibération d'une heure et demie, le tribunal condamna le docteur Steiger à être fusillé. L'accusé entendit avec dignité et un maintien mâle et ferme la sentence du tribunal.

Dans l'après-midi du jour où le jugement fut prononcé, le fils aîné de M. Steiger put enfin pénétrer jusqu'à lui pour lui faire ses adieux. Il se rendait à St.-Gall chez un ami de son père, et reçut des mains de ce dernier un petit code de conduite domestique que tous les journaux imprimèrent et où la plus saine morale s'allie à une parfaite connaissance du cœur humain.

La rigueur de la sentence du tribunal criminel ne fit que donner un nouvel essor à la sympathie universelle dont le docteur Steiger était l'objet. La presse étrangère s'occupa de sa situation avec une sollicitude presque égale à celle des feuilles suisses ; les deux organes les plus accrédités de la presse française, entr'autres, le *Constitutionnel* de Paris et le *Journal des Débats*, furent, dans deux camps différents, d'accord pour exalter le noble caractère de Steiger et flétrir tout acte du gouvernement lucernois qui serait contraire aux inspirations d'une clémence bien entendue. Le corps diplomatique, lui-même et surtout l'ambassadeur de France, et le ministre anglais, s'efforcèrent de leur côté de rendre le parti vainqueur un peu plus traitable. Mais nul ne se donna autant de peine en faveur de Steiger que le représentant fédéral, M. Näff, incité d'ailleurs par l'autorité directoriale de Zurich, où le prisonnier comptait des amis.

Le moment où le tribunal d'appel statuerait en dernière instance sur le sort du docteur Steiger était attendu avec une angoissante impatience. On savait que la sentence capitale, pour être sanctionnée, devait réunir sept voix sur onze juges qui siègent dans le tribunal suprême, et de légères espérances se faisaient jour. Le 17 mai, Steiger comparut devant la cour d'appel, où il fut amené garrotté. M. Casimir Pfyffer fit valoir avec le talent qui lui est propre les raisons de droit qui militaient contre la peine de mort. L'accusé prit aussi lui-même la parole, et le discours qu'il prononça ne causa pas une moindre sensation que le langage qu'il avait tenu devant les premiers juges. Voici comment il termina son touchant plaidoyer :

» Le jour où le tribunal de première instance prononça de sang froid ma sentence de mort, je me suis
 » séparé, le cœur navré, de mes deux fils aînés, que j'ai
 » vus peut-être pour la dernière fois. Ils ont quitté la maison paternelle, où ils n'avaient trouvé que le bonheur et

» la paix, en versant des larmes de sang, et pour ne
» plus y revenir. Bientôt peut-être il faudra que je prenne
» aussi congé de mes autres enfans. La mort n'a rien
» d'effrayant pour moi, car la mort est réservée à tous les
» hommes; nul ne peut y échapper. Parmi ceux qui se
» réjouissent en secret de mon malheur, plus d'un descen-
» dra aujourd'hui ou demain au tombeau. La mort est sûre,
» mais l'heure où elle doit venir est incertaine. Ceux qui
» jouissent de la plus vigoureuse santé ne peuvent se flat-
» ter de vivre longtemps. Un souffle de Dieu, un éclair, et ils ne
» sont plus. Que chacun soit prêt à mourir à tout moment.
» J'ai assez de confiance en Dieu, de fermeté et de courage
» pour savoir mourir en faveur de la grande idée pour la-
» quelle j'ai vécu. Si je ne laissais pas une famille dans
» la gêne, je m'estimerais heureux de mourir comme martyr
» dans la lutte pour l'indépendance de l'esprit contre le jé-
» suitisme; car le sang des martyrs fait éclore des milliers
» de nouveaux défenseurs des opinions persécutées. Dieu
» me pardonnera dans sa grande miséricorde mes fautes
» humaines; je puis me présenter devant le Très Haut avec
» la conscience que je n'ai pas fait le mal dans une inten-
» tion méchante; je ne suis inquiet que pour mes enfans
» innocents, auxquels l'appui de leur père manquera, et
» auxquels le peu de biens que je pourrai leur laisser sera
» enlevé par l'État, et qui seront peut-être persécutés après
» ma mort. Mais je puis espérer que Dieu, qui nourrit les
» corbeaux dans l'air, qui fait fleurir les lis dans les champs,
» nourrira et protégera mes enfans innocents, et que mes
» nombreux amis se chargeront d'eux et ne m'oublieront pas.
» Je tiens assurément à la vie comme tout homme et tout être
» mortel. Jésus-Christ l'Homme-Dieu n'a-t-il pas souffert
» l'agonie sur le mont des Oliviers avant de mourir sur la
» croix? L'évangéliste saint-Luc nous dit que sa sueur était
» une goutte de sang qui est tombée sur la terre. Il répétait

» dans son agonie : Mon père , éloignez de moi ce calice ,
 » mais que votre volonté et non la mienne soit faite.

» Moi aussi je prierai Dieu de cette manière et je pardon-
 » nerai à mes ennemis, et recommanderai mon âme à mon
 » père céleste.... Mais avant de mourir, je vous demande,
 » Messieurs, si vous oserez, sans trembler, prononcer une
 » sentence de mort que vous reconnaîtrez mal fondée dans
 » quelques jours et certainement dans quelques semaines,
 » quand la grande agitation politique aura cessé? Il est
 » certain que ce n'est pas moi qui ai organisé les corps-francs
 » et que je n'ai agi que par sympathie pour les proscrits po-
 » litiques, pour servir mon pays et non pour le trahir. Ne
 » tremblez-vous pas à la pensée que l'on pourrait vous repro-
 » cher prochainement d'avoir condamné sans preuves suffi-
 » santes un père de famille honorable? Dormiriez-vous la
 » conscience tranquille à votre dernière heure? Ma tête
 » sanglante, mon cœur percé de balles, ma famille livrée au
 » désespoir, ne se présenteraient-elles pas devant votre es-
 » prit, pour empoisonner les derniers instans de votre vie?»

Ce discours arracha des larmes à la plupart des assis-
 tants. Les mains du condamné ayant été déliées sur la
 demande de son défenseur, tous ceux qui purent s'appro-
 cher de M. Steiger, à la sortie de l'enceinte judiciaire,
 les lui serrèrent avec émotion.

Après une délibération à huis-clos, de quatre heures
 de durée, le tribunal d'appel confirma, par sept voix contre
 trois, le jugement de première instance. Par conséquent
 une voix de plus et la condamnation était annulée. Selon
 l'usage, l'arrêt fut communiqué par le greffier du tribunal
 au prévenu, qui l'entendit avec calme et résignation.

Toutes les espérances se rejetèrent alors sur le grand
 conseil, auquel un recours en grâce fut présenté le 19 mai
 dans les termes suivants :

» Le soussigné a été accusé d'avoir organisé des corps-

» francs et pris part à leur invasion. Ensuite de la sentence
 » prononcée, le 17 mai, par le tribunal suprême, il doit ex-
 » pier cette faute par ce qu'il a de plus précieux, par sa
 » vie. Mais la mort ne frappera pas seulement le soussi-
 » gné, elle pèsera aussi sur sa famille innocente, car sans
 » l'assistance de l'époux et du père, elle tombera bientôt
 » dans le dénuement, et tôt ou tard elle serait à la charge
 » de sa commune. Très honorés Messieurs, vous possédez
 » la prerogative de mettre la clémence et la grâce à la
 » place de la justice. Le soussigné vous prie en consé-
 » quence respectueusement de lui accorder sa grâce; il ap-
 » puie cette prière sur l'innocence de sa famille.

» La peine de mort a sans doute pour but de mettre le
 » canton de Lucerne à l'abri de l'influence du condamné.
 » Ce but, très honorés Messieurs, vous l'atteindrez avec tout
 » autant de certitude et sans que des innocents en souffrent,
 » en commuant la peine de mort en un bannissement. Si
 » vous croyez que la sûreté du canton de Lucerne exige l'éloi-
 » gnement du soussigné, il est prêt à quitter volontaire-
 » ment la Confédération et même, s'il le faut, le continent
 » européen, en donnant sa parole de ne pas rentrer dans
 » sa patrie sans votre consentement. Le soussigné espère
 » pouvoir entretenir, même dans l'exil, sa famille inno-
 » cente, d'élever ses enfants avec le fruit de ses connais-
 » sances médicales, et de pouvoir rendre encore quelques
 » services à l'humanité souffrante. Le soussigné s'abstien-
 » dra d'importuner le grand conseil plus longtemps en fai-
 » sant valoir d'autres motifs pour appuyer sa demande.
 » Vous avez des membres parmi vous qui étaient naguère
 » mes juges, ils vous instruiront de toutes les causes qui
 » m'ont entraîné, soit atténuantes, soit aggravantes.

» Agréez etc.

» Lucerne, le 16 mai 1845.

» (Signé,) R. STEIGER.»

Cette demande était appuyée par des pétitions couvertes de plusieurs milliers de signatures ; en outre 700 à 800 personnes de la ville , appartenant au sexe féminin et de toutes les classes, joignirent leurs voix à celles des amis de Steiger. Le corps des médecins du canton fut de son côté à peu près unanime pour solliciter la grâce de son ancien président , et les évêques de Soleure et de Fribourg firent également entendre des conseils de clémence.

Après une discussion , dans laquelle Leu et Siegwart montrèrent des dispositions assez énigmatiques , le grand conseil adopta la proposition de ce dernier , tendant à ce que le conseil d'état fût chargé d'aviser aux moyens de rendre Steiger inoffensif sans lui appliquer la peine de mort.

Bientôt le bruit se répandit qu'on ne se contenterait pas de bannir Steiger hors du canton ou de la Suisse, mais qu'il ne lui serait pas même concédé de vivre en liberté au-delà de l'Océan. En effet , le gouvernement lucernois fit faire des démarches auprès des cabinets d'Autriche, de Prusse , de Hollande et de Sardaigne , pour que l'une ou l'autre de ces puissances consentît à recevoir le condamné dans une forteresse ; ce qui créait une alternative absolument contraire au but qui avait guidé Steiger en recourant à une demande en grâce, celle de ne point se séparer de sa famille et d'utiliser pour elle ses connaissances médicales.

Pendant ce temps , le gouvernement faisait surveiller rigoureusement le prisonnier. *La Nouvelle Gazette de Zurich*, la feuille la mieux renseignée sur ce qui concernait Steiger, fit le tableau suivant, qui n'a jamais été démenti, du lieu où il avait été enfermé :

» Les prisons de Lucerne sont divisées en trois classes :
 » les plus tristes sont dans le Rosengarten et dans la Kessel-
 » thurm. Les murs de cette dernière tour renferment le
 » docteur Steiger, qui occupe un réduit de troisième classe,

» à fleur de terre, et partant très humide. Ce réduit a environ deux pieds de long sur huit de large ; il n'a pas de fenêtre ; mais, à douze pieds d'élévation, une simple fissure laisse pénétrer, aux environs de midi, une portion de lumière suffisante, seulement quand le temps est parfaitement clair, pour permettre de lire et d'écrire. Les parois sont nues et en pierre. Steiger pouvait donc dire à la lettre dans les strophes qu'il a composées récemment : *Je ne vois ni soleil, ni étoiles, ma maison c'est quatre murs.* Quiconque séjourne pendant quelque temps dans ce bouge est bientôt atteint de maladies et surtout de rhumatismes. On a été obligé d'en retirer, après quelques semaines, tous les prédécesseurs du docteur Steiger. Celui-ci souffre en effet depuis quelques jours de douleurs rhumatismales, ce qui n'est pas étonnant, puisqu'il y est depuis onze semaines. Ce qui précède est corroboré par un rapport de l'administration touchant les prisons de troisième classe situées dans le Rosengarten et la Kesselthurm : » Un séjour prolongé dans ces cachots noirs et humides, et l'aspiration de l'air fétide qui y règne, y est-il dit, ne peuvent qu'avoir l'influence la plus pernicieuse sur la santé des détenus dont l'instruction se prolonge indéfiniment. Beaucoup de prisonniers y ont perdu irréparablement leur santé. » Dans un autre rapport relatif à Jean Bättig, d'Hergiswyl, le président du tribunal criminel, Bossard, reprochait aux autorités d'avoir souffert pendant quatre mois la détention d'un brigand-assassin dans une pareille prison.

La permission de voir de temps à autre sa famille en présence du géolier ou d'un gendarme, quoique subissant fréquemment les caprices du pouvoir, était la seule consolation du prisonnier.

Le 13 juin, le conseil d'état fit connaître au grand conseil que le gouvernement sarde avait accueilli ses ouver-

tures ; qu'on était en pleine négociation, mais que rien n'était encore conclu.

Il fallait en effet l'adhésion de Steiger, pour que la Sardaigne voulût le recevoir dans une forteresse. Or le prisonnier avait déclaré qu'il préférerait mille fois la mort à un mode de commutation de peine qui l'empêcherait de se réunir à sa famille. En vain Bernard Meyer chercha-t-il à l'ébranler ; le plan gouvernemental dut subir des modifications considérables pour que le condamné se déterminât enfin à signer une requête tendant à être reçu dans les états (et non dans une forteresse) du roi de Sardaigne. Il finit par se prêter d'autant plus volontiers à cet acte, qu'il s'agissait pour lui de gagner du temps. Toutes ces longueurs eurent en effet l'avantage d'acheminer à l'heureux événement qui, en rompant de tristes négociations, mit un terme à la captivité de l'illustre prisonnier, et aux angoisses de son intéressante famille. Beaucoup de plans furent faits pour procurer l'évasion de Steiger, mais ils offraient d'autant plus de difficultés que les autorités avaient pris les précautions les plus minutieuses pour déjouer toutes les tentatives faites dans ce but. Le docteur Steiger se trouvait enfermé dans un cachot solidement construit, entouré de murs épais et fermé de grosses portes toutes bardées de fer ; le corridor était gardé jour et nuit par des gendarmes qui se relevaient toutes les heures, et fermé d'ailleurs par une porte solide, devant laquelle circulait une sentinelle. Le poste préposé à la garde de la prison était commandé par un sergent et augmenté dans la nuit par une garde spéciale, qui exerçait la surveillance la plus scrupuleuse sur le détenu.

Cependant toutes ces difficultés s'amoindrirent quand M. Steiger eut acquis la conviction qu'il pouvait compter sur la coopération de trois gendarmes, le sergent Kaufmann, le caporal Birrer et Hoffmann. La nuit du 19 au 20 juin fut enfin choisie pour l'exécution du plan tracé par le prisonnier

lui-même. Une grange à foin touchait à la prison où il était enfermé. Le géolier ayant fait sa dernière ronde, le sergent ouvrit la cellule de Steiger à l'aide d'un passe-partout, et lui fit mettre un uniforme de gendarme. Le sergent, le caporal et le prisonnier montèrent deux escaliers, jusqu'à un trou secrètement pratiqué, par les deux premiers, de la grange dans la muraille de la tour. Le sergent y passa, puis Steiger, aidé par le caporal. Ce dernier retourna à son poste, où il resta avec le soldat, devant la porte du cachot jusqu'à l'heure de leur remplacement. Steiger et son compagnon parvinrent sans peine de la grange dans la rue, et s'acheminèrent, comme s'ils faisaient l'office d'une patrouille, vers le grand pont couvert qui conduit à l'église de St.-Léodegar. Ils rencontrèrent l'officier de garde qui faisait sa ronde; celui-ci eut un entretien avec le sergent. Steiger doublant le pas, le sergent eut la présence d'esprit de lui crier de ne pas marcher si vite, et après un moment d'entretien avec l'officier, le sergent le rejoignit, et ils arrivèrent ensemble, par un chemin détourné, hors de la ville, sur la route de Zurich, où, non loin du monument du lion, trois voitures attelées attendaient le fugitif et ses libérateurs, dans une remise, avec deux amis zuricois, M. l'avocat Funk et M. Grob du café littéraire. Deux des voitures emmenèrent ces deux Messieurs, Steiger et le sergent. La troisième était destinée au caporal et au soldat, qui accoururent au rendez-vous dès qu'ils eurent fini leur garde. La diligence de Zurich à Lucerne rencontra les deux premiers équipages, non loin de Cham dans le canton de Zoug, allant au grand galop, au point qu'il semblait que les voitures allaient se briser. Ils firent ainsi six lieues en sept quart d'heures, et arrivèrent à Knonau, sur le territoire zuricois, à 3 heures du matin. Là, ils changèrent de vêtements et entrèrent à 8 heures à Zurich, où ils descendirent au café de la Tour-Rouge. La nouvelle de l'arrivée de Steiger se répandit bientôt dans la ville; en peu d'instants le café fut comble;

la foule, désireuse de voir le prisonnier libéré, se précipitait devant la maison.

A Lucerne, pendant que Steiger sortait de son cachot, les principaux personnages du régime actuel faisaient un splendide souper ; tandis que le prisonnier buvait pour la dernière fois l'eau de la prison, MM. Siegwart et consorts sablaient le Champagne. On ne découvrit sa fuite qu'à 6 heures du matin. Madame Steiger l'ignora jusqu'au moment où des gendarmes vinrent faire chez elle une visite domiciliaire. Sa famille fut soumise à des arrêts domestiques, qui ne cessèrent que le surlendemain. L'autorité fit fermer la boutique de la femme du sergent ; mais celui-ci avait pris ses précautions pour mettre sa petite fortune en sûreté. Dans la matinée du 20 juin, l'église du Senti fut remplie d'une foule extraordinaire, qui remerciait le ciel d'avoir exaucé ses prières.

La nouvelle de cette délivrance, répandue avec une rapidité électrique, fut accueillie dans toute la Suisse libérale avec les démonstrations de l'allégresse la plus vive. Des coups de canon furent tirés dans un grand nombre de localités des cantons d'Argovie, de Berne, de Vaud, etc. Des feux de joie furent allumés sur les hauteurs depuis le lac de Constance au lac de Genève ; plusieurs villes furent illuminées.

Steiger ne s'arrêta à Zurich que six heures, pendant lesquelles la foule se pressa continuellement autour de sa personne, pour lui exprimer sa joie de toutes façons. Il se mit alors en route pour Frauenfeld. Quand il entra dans sa voiture, la place était couverte d'une multitude de gens qui l'accueillirent avec des jubilations, et forcèrent le cocher à baisser la capote pour qu'on pût voir librement celui dont la présence excitait un tel enthousiasme. De lieue en lieue la nouvelle de son approche devançait la rapidité de ses chevaux ; partout sur son passage les rues étaient

encombrées de monde. Ce voyage ressemblait à une marche triomphale. A Winterthur, où il passa la nuit, son hôtel fut environné d'une multitude, comme à Zurich; la société de chant lui donna une sérénade. Un souper de 200 couverts eut lieu en son honneur. M. le colonel Weiss, au nom de tous les assistants, souhaita la bienvenue à *leur hôte heureusement délivré*.

Les libérateurs de Steiger ne furent pas oubliés dans les marques de sympathie qui accueillirent l'illustre condamné. On leur offrit à Winterthur de fort bonnes places, et une souscription est maintenant ouverte en leur faveur dans plusieurs cantons. En quittant le territoire lucernois, ils avait adressé la lettre suivante à M. Siegwart-Muller, récemment investi de la direction de la police centrale :

Monsieur le directeur !

Nous avons la satisfaction de vous informer que nous sommes arrivés heureusement ce matin avec M. le docteur Steiger sur le territoire libre du canton de Zurich. Nous vous informons en même temps que nous quittons votre service et que nous n'avons nulle envie d'y rentrer de sitôt.

Vous serez tenté de considérer et de déclarer parjure et déloyale notre conduite actuelle; mais nous protestons de la manière la plus solennelle contre une déclaration semblable, et nous sommes convaincus au contraire d'avoir agi en conscience et conformément aux lois de l'honneur.

La déplorable situation dans laquelle on a précipité le canton de Lucerne est la conséquence évidente de la violation accomplie par la décision anti-constitutionnelle du grand conseil, qui appelle les jésuites à Lucerne. Mais là où les autorités supérieures violent sans rougir leur serment et la constitution, là aussi les fonctionnaires sont déliés à leur tour de toutes leurs obligations.

La condamnation à mort du docteur Steiger n'est-elle même qu'une suite de cette violation de la loi fondamentale de l'état commise par l'autorité suprême du pays. Nous aurions en conséquence cherché à empêcher l'accomplissement de cette sentence capitale. Cependant nous espérions encore que le grand conseil accorderait la grâce du condamné; notre espoir fut trompé. Depuis plus de quatre semaines, le glaive est suspendu sur la tête du captif; et tout faisait craindre qu'on traînerait notre malheu-

reux ami dans une contrée lointaine, qu'on l'entourerait de jésuites, de sbires, et que l'on lui ferait subir les mille tourments qui amènent le dépérissement lent mais certain de toutes les facultés physiques et morales.

Cela ne devait pas avoir lieu et nous avons le devoir d'épargner au canton de Lucerne cette nouvelle honte.

L'un des soussignés, le *sergent Kaufmann*, a toujours servi avec fidélité le gouvernement de Lucerne dès le 1er janvier de l'année 1815. Jamais depuis ces 31 années, il n'a subi aucune réprimande, aucun reproche de la part de ses supérieurs, il a toujours rempli ses devoirs avec la plus scrupuleuse exactitude. Le *caporal Birrer* a servi avec la même exactitude et fidélité pendant 14 ans et lui aussi fut révolté du despotisme arbitraire et anti-constitutionnel du gouvernement actuel.

Nous avons entrepris cet acte de notre propre chef et nous n'avons pas d'autres complices à Lucerne. Nous avons reçu de plusieurs cantons un certain nombre de passe-partouts, mais aucun ne pouvait convenir. Un accident heureux nous servit enfin lundi dernier, où le géolier Stadler dut se rendre, en vertu d'ordres supérieurs, à Hitzkirch; les clefs du cachot de M. Steiger furent confiées au caporal Birrer en sa qualité de sous-géolier; ce dernier compara alors les différents passe-partouts avec les véritables clefs et remarqua que l'un d'eux n'avait besoin que d'un faible coup de lime pour ouvrir les serrures de la prison. Birrer y parvint facilement; ne cherchez donc pas d'autres coupables à Lucerne, votre peine serait vaine. Nous faisons cette déclaration pour éviter à nos concitoyens des tourments inutiles et nous aimons à croire que la Suisse libérale nous estimera, nous aimera et nous protégera en cas de besoin contre des persécutions éventuelles.

Voilà, M. le directeur, l'exposé sincère de l'état des choses; agréez, etc.

Knonau, le 20 juin 1845.

M. KAUFMANN, *ancien sergent.*

JOS. BIRRER, *ancien caporal.*

H. HOFFMANN.

Il est difficile de dépeindre la consternation des chefs du parti dominant à Lucerne, à la nouvelle de l'évasion de l'homme qu'ils redoutaient le plus. L'exaspération fut d'autant plus grande que, déjà le jour suivant, la nouvelle arriva que l'on pouvait faire partir le prisonnier pour la

ville de Cône, que le roi de Sardaigne avait assignée au docteur Steiger.

Qu'a donc gagné le gouvernement de Lucerne à tant de tergiversations dans le dénouement d'une affaire que les plus puissantes considérations, appuyées de mille et mille démarches émanées de tous les camps politiques, lui faisaient un devoir de traiter largement? Lorsque le docteur Steiger offrait de se rendre en Amérique, en donnant sa parole de ne jamais revenir en Suisse sans le consentement des autorités lucernoises, que devaient faire ces autorités, dans leur propre intérêt, sinon acquiescer avec empressement à cette offre qui tranchait pour elles toutes les difficultés; car la sécurité du gouvernement de Lucerne était assurément mieux garantie par la simple parole de ce noble patriote que par les mesures les plus rigoureuses, la surveillance la plus stricte mendiées à des états absolutistes.

Dans le moment où nous mettons cette notice sous presse (30 juin), le docteur Steiger se trouve encore à Winterthur. On l'attend à Berne dans la première semaine de juillet, et, si nous sommes bien informés, les communes de Bienne et de Nidau se disposent à lui offrir le droit de bourgeoisie. Déjà la commune de Höngg, dans le canton de Zurich, l'a admis au nombre de ses membres.



